

**CONSEIL COMMUNAL DU / GEMEENTERAAD VAN 20.06.2013**

Présents: Joël Riguelle, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter* ;  
Aanwezig : Jean-Marie Colot, *1er Échevin/1e Schepen* ;  
Michaël Vander Mynsbrugge, Vincent Riga, Marc Vande Weyer, Pierre Tempelhof, Agnès Vanden Bremt, *Échevins/Schepenen* ;  
Monique Dupont, Peter Decabooter, Marc Ghilbert, Marie Kunsch, Fatiha Metioui-Amanzou, Nadine De Buck, Chantal Duboccage, Said Chibani, Luc Demullier, Ndongo Diop, Vincent Lurquin, Yonnec Polet, Véronique Bruyninckx, Katia Van den Broucke, Nathalie Migeotte, Nicolas Stassen, Valérie Lambot, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Philippe Rossignol, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris* .  
Excusés: Stéphane Tellier, *Échevin/Schepen* ;  
Verontschuldigd : Marc Hermans, Christian Boucq, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Jean-François Culot, *Président du CPAS/Voorzitter van het OCMW*.

**LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:12**  
**DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:12**

Le Conseil communal félicite Monsieur LEMPEREUR à l'occasion de son départ à la retraite, après une carrière de 45 ans d'abord comme instituteur primaire puis de directeur à l'école communale primaire de Berchem-Sainte-Agathe.

De Gemeenteraad feliciteert Mijnheer LEMPEREUR ter gelegenheid van zijn op pensioenstelling na een carrière van 45 jaar eerst als basisonderwijzer en nadien als directeur van de gemeentelijke Franstalige basisschool van Sint-Agatha-Berchem.

**20.06.2013/A/001 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 16 mai 2013 - Approbation**

Le point est reporté à la prochaine réunion.

---

**Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 16 mei 2013 - Goedkeuring**

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

---

**20.06.2013/A/002 Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal - Modification**


LE CONSEIL,

Vu l'article 91 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la décision du Conseil communal du 16.05.2013 portant modification du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal;

Vu l'avis juridique de l'Association des ville et communes de la Région de Bruxelles-Capitale du 05.06.2013 indiquant qu'il n'est pas nécessaire de reprendre dans le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal la disposition prévue par l'article 8bis de la Nouvelle loi communale ou d'y faire mention du Président du Conseil étant donné que le Conseil communal n'a pas fait le choix d'élire un Président du Conseil pour la législature en cours;

Vu l'avis juridique de l'Association des ville et communes de la Région de Bruxelles-Capitale du 05.06.2013 indiquant que le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal tel qu'approuvé lors du Conseil du 16.05.2013 ne va pas à l'encontre de



l'article 242bis de la Nouvelle loi communale et ne doit pas obligatoirement être modifié mais qu'il est toutefois opportun de reprendre l'article 242bis de la Nouvelle loi communale pour compléter le règlement d'ordre intérieur du Conseil;

Vu l'avis juridique de l'Association des ville et communes de la Région de Bruxelles-Capitale du 05.06.2013 conseillant de faire mention de la mise en ligne de l'ordre du jour du Conseil communal sur le site internet communal dans le règlement d'ordre intérieur du Conseil;

Considérant qu'il convient en outre, à l'instar d'autres communes bruxelloises, de déterminer les modalités d'introduction et de vote des amendements des Conseillers communaux;

Considérant aussi que Berchem-Sainte-Agathe est commune-pilote de l'application "Back Office Secrétariat" depuis le 08.04.2008 et que l'ensemble de l'administration communale utilise l'application depuis le 25.01.2011;

Considérant que cette application informatique Back Office Secrétariat est spécifiquement dédiée à la gestion électronique de l'ensemble du processus de délibérations du Collège et du Conseil communal et permet la consultation par les Conseillers communaux de l'ensemble des documents du conseil, tels que notamment l'ordre du jour, note explicative, ordre du jour complémentaire, note explicative complémentaire, projet de délibération, éventuelle annexe et procès-verbal.

Vu que le Conseil communal du 25.10.2012 a approuvé l'usage exclusif du courrier électronique pour l'envoi de la convocation du Conseil, comme le permet la Nouvelle loi communale;

Attendu que la Commune a mis à disposition des Conseillers communaux, dès leur installation suite aux élections communales de 2012, notamment une tablette numérique, une adresse de messagerie communale ainsi qu'un accès à BO-Secrétariat leur permettant de consulter les documents du Conseil communal;

Attendu qu'une formation à l'usage de la tablette et de BO-Secrétariat a également été dispensée aux Conseillers communaux;

Attendu que de cette 1ère phase de 6 mois, aucune remarque des Conseillers communaux n'est parvenue à l'administration communale en rapport avec des problèmes relatifs à l'utilisation de BO Secrétariat;

Considérant que, dans un souci de bonne gestion et de protection de l'environnement, le Collège des Bourgmestre et Echevins propose de passer à la 2ème phase de dématérialisation externe en visant le "0 papier" et donc la consultation des documents du Conseil exclusivement via l'application BO-Secrétariat;

Considérant qu'il est toutefois souhaitable que le projet de budget, le projet de modification budgétaire et les comptes soient transmis aux Conseillers en version papier ou sur support informatique;

Attendu l'amendement écrit de Monsieur DEMULLIER, Conseiller communal, déposé le 18.06.2013, proposant de modifier comme suit l'article 50: *"Les Commissions du Conseil communal sont composées de neuf membres qui sont nommés par le Conseil communal. Les mandats sont attribués selon ~~la méthode proportionnelle de calcul D'Hondt le système LiSo avec prélèvement.~~"*;

Vu que le Conseil communal a rejeté cet amendement par 16 voix non et 8 voix oui;

Attendu l'amendement oral de Monsieur POLET, Conseiller communal, proposant de modifier comme suit l'article 27:

*"Pour chaque point de l'ordre du jour:*

- *le président commente ou invite un échevin à le commenter;*



- accorde la parole aux membres qui la demandent;
- clôt la discussion;
- met l'objet aux voix, ~~le vote portant d'abord sur l'amendement éventuel déposé au secrétariat communal par un membre du conseil par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be au plus tard le jour précédant la séance du conseil avant 12h, puis sur l'objet lui-même. Les amendements oraux ne sont pas autorisés.~~

(...)"

Vu que le Conseil communal a rejeté cet amendement par 15 voix non et 9 voix oui;  
 Attendu l'amendement oral de Monsieur POLET, Conseiller communal, proposant de modifier comme suit l'article 27:

"(...)

*Le président invite le conseiller qui a présenté un point à l'ordre du jour à le commenter. ~~Les membres du conseil ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point à l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.~~*

*Lorsque le conseil a décidé d'entendre des experts ou lorsque le président du CPAS est tenu de fournir des explications, le président détermine l'ordre d'intervention."*

Vu que le Conseil communal a rejeté cet amendement par 15 voix non et 9 voix oui;  
 Attendu l'amendement oral de Monsieur POLET, Conseiller communal, proposant de modifier comme suit l'article 43: ~~"Après la lecture du procès-verbal, Tout membre a le droit de faire par l'introduction d'un amendement des observations sur la rédaction du procès-verbal de la séance précédente. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.~~

*Si la séance s'écoule sans observations, le procès-verbal est considéré comme adopté et signé par le président et le secrétaire communal."*

Vu que le Conseil communal a rejeté cet amendement par 15 voix non et 9 voix oui;  
 Attendu l'amendement oral de Monsieur LURQUIN, Conseiller communal, proposant de modifier comme suit l'article 19: *"La compétence de présider les réunions du conseil appartient au bourgmestre, au président du Conseil, ou à celui qui le remplace."*

Vu que le Conseil communal a rejeté cet amendement par 15 voix non et 9 voix oui;

ARRETE ce qui suit par 15 voix oui et 9 voix non (*Dupont, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Stassen, Lambot*):

Le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal est modifié comme suit:  
 (pour la compréhension du texte, il faut entendre par le "conseil" le "conseil communal", par le "collège" le "collège des bourgmestre et échevins" et par les "membres" les "membres du conseil")

Section 1 : Fréquence des réunions du conseil

Article 1 - Le conseil se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins dix fois l'an en séance publique.

Section 2 : Compétence de décider que le conseil se réunira

Article 2 - Sans préjudice des articles 3 et 4, la compétence de décider que le conseil se

réunira tel jour, à telle heure, appartient au collège.

Avant d'entrer en séance, les membres signent une liste de présence. Cette liste est arrêtée par le président. Les noms des signataires sont mentionnés au procès-verbal.

Article 3 - Lors d'une de ses réunions, le conseil peut décider à la majorité absolue des membres présents que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

Article 4 - A la demande d'un tiers des membres du conseil en fonction, le collège est tenu de convoquer aux jour et heure indiqués par ces membres.

### Section 3 : Compétence de décider de l'ordre du jour

Article 5 - Sans préjudice des articles 6 et 7, la compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil appartient au collège.

Article 6 - Lorsque le collège convoque le conseil sur la demande d'un tiers de ses membres, l'ordre du jour reprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

Article 7 - Tout membre du conseil peut déposer l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil étant entendu:

- a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace par courrier ou par courriel électronique à l'adresse [info@1082berchem.irisnet.be](mailto:info@1082berchem.irisnet.be), au moins 5 jours francs avant la réunion du conseil;
- b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil.

Par "5 jours francs" il y a lieu d'entendre cinq jours de 24 heures, cela signifiant que le jour de réception de la proposition et celui de la réunion du conseil ne sont pas compris dans ce délai.

Le bourgmestre, ou celui qui le remplace, transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour de la réunion du conseil à ses membres par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers.

### Section 4 : Publicité des séances

Article 8 - Sans préjudice des articles 9 et 10, les réunions du conseil sont publiques.

Article 9 - Sauf lorsqu'il est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le conseil, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public, décider que la réunion du conseil ne sera pas publique.

Article 10 - La réunion du conseil n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Il s'agit de "questions de personnes" lorsqu'il s'agit de personnes autres que les membres du conseil ou de la vie privée des membres du conseil et du secrétaire.

Dès qu'une question de personne est soulevée, le président prononce immédiatement le huis clos.

Article 11 - S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue uniquement à cette fin.

### Section 5 : Délais



Article 12 - La convocation du conseil se fait par courrier électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers.

Sauf les cas d'urgence, la convocation du conseil se fait au moins sept jours francs avant celui de la réunion.

Dans les cas d'urgence, la décision de déroger à ce délai doit être motivée.

Le délai est ramené à deux jours francs lorsqu'il s'agit des deuxième et troisième convocations du conseil, dont il est question à l'art. 90, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale.

#### Section 6 : Mise à disposition des dossiers

Article 13 - Sans préjudice de l'art. 17, pour chaque point de l'ordre du jour des réunions du conseil, toutes les pièces se rapportant à ce point sont mises à la disposition des membres du conseil via l'application informatique dédiée à cet effet, ce dès l'envoi de l'ordre du jour. Les pièces qui ne peuvent pas être digitalisées sont mises à la disposition des membres du conseil, sans déplacement des pièces, pendant les heures d'ouverture du secrétariat, ce dès l'envoi de l'ordre du jour.

Article 14 - Pendant les heures de service, les fonctionnaires communaux désignés par le secrétaire fournissent aux membres du conseil qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant aux dossiers dont il est question à l'art. 13. Les membres conviennent des jour et heure avec le secrétaire.

Article 15 - Au plus tard quatorze jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collègue remet à chaque membre du conseil un exemplaire du projet de budget, du projet de la modification budgétaire ou des comptes sous format papier ou sur support informatique.

Le projet du budget ou les comptes sont accompagnés d'un rapport qui comporte une synthèse du projet.

Avant que le conseil délibère, un membre du collège commente le contenu du rapport.

Article 16 - Deux fois par législature, lors du dépôt du premier et du quatrième budget, le collège soumet au conseil communal un plan triennal.

Ce plan triennal se compose des documents suivants:

1° une note d'orientation qui comporte les axes politiques fondamentaux choisis pour les trois prochaines années;

2° un plan de gestion qui traduit budgétairement la note d'orientation, sous forme d'estimations et de perspectives.

Après approbation par le conseil communal, ce plan triennal est publié conformément aux dispositions de l'art. 112 de la Nouvelle loi communale.

#### Section 7 : Information de la presse et des habitants

Article 17 - Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du conseil sont portés à la connaissance du public au moins par voie d'affichage à la maison communale et par leur mise en ligne sur le site internet de la commune, dans les mêmes délais que ceux prévus aux art. 7, 13 et 15, relatifs à la convocation du conseil.

L'affiche ne comprend pas les points qui doivent être discutés à huis clos.

Article 18 - La presse recevra, après en avoir fait la demande par écrit, l'ordre du jour des

réunions publiques du conseil. Quelques exemplaires seront mis à la disposition des intéressés. Chaque habitant de la commune peut, à sa demande, moyennant paiement d'une redevance fixée par le conseil, obtenir un abonnement annuel pour recevoir les ordres du jour des séances publiques du conseil communal en version papier. Cette redevance couvre les frais d'envoi par la poste et l'impression. Chaque habitant peut obtenir gratuitement un ordre du jour de la séance publique du conseil communal en version papier au secrétariat communal.

#### Section 8 : Présidence

Article 19 - La compétence de présider les réunions du conseil appartient au bourgmestre ou à celui qui le remplace.

#### Section 9 : compétence d'ouvrir et de clore les réunions

Article 20 - La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du conseil appartient au président. La compétence de clore les réunions du conseil comporte celle de les suspendre.

Article 21 - Le président doit ouvrir les réunions du conseil à l'heure fixée par la convocation.

Article 22 - Lorsque le président a clos une réunion du conseil :

- a) le conseil ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être réouverte.

#### Section 10 : Quorum requis

Article 23 - Sans préjudice de l'article 90 al. 2, de la Nouvelle Loi Communale, le conseil ne peut prendre de décisions si la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente. Lorsque, un quart d'heure après l'heure fixée par la convocation, la majorité des membres en fonction n'est pas présente, le président constate que la réunion ne peut avoir lieu.

Le président clôt alors immédiatement la séance.

Il en est de même si en cours de séance le quorum n'est plus atteint.

#### Section 11 : Police des réunions

Article 24 - La police des réunions du conseil appartient au président.

Le président peut charger le secrétaire de faire enregistrer les débats et les votes exprimés en séance publique

Pendant la réunion du conseil, il est interdit, sauf autorisation expresse du président, de faire usage d'appareils enregistreurs de sons ou d'images. Pendant la durée de la séance, le public garde le silence.

Article 25 - Le président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire, tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou incitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police.

Article 26 - A l'égard des membres du conseil, le président intervient:

- en accordant la parole, en la retirant au membre qui persiste à s'écarter du sujet;



- en retirant la parole au membre qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, et après lui en avoir donné l'avertissement, en l'excluant de la réunion, en suspendant la réunion ou en la levant.

Article 27 - Pour chaque point de l'ordre du jour:

- le président commente ou invite un échevin à le commenter;
- accorde la parole aux membres qui la demandent;
- clôt la discussion;
- met l'objet aux voix, le vote portant d'abord sur l'amendement éventuel déposé au secrétariat communal par un membre du conseil par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be au plus tard le jour précédant la séance du conseil avant 12h, puis sur l'objet lui-même. Les amendements oraux ne sont pas autorisés.

Le président invite le conseiller qui a présenté un point à l'ordre du jour à le commenter. Les membres du conseil ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point à l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

Lorsque le conseil a décidé d'entendre des experts ou lorsque le président du CPAS est tenu de fournir des explications, le président détermine l'ordre d'intervention.

Article 28 - Sont considérés comme troublant l'ordre, les membres:

- qui prennent la parole sans l'avoir obtenue;
- qui la conservent quand elle leur a été retirée;
- qui interrompent un autre membre.

Toute injure, toute parole offensante, toute allusion personnelle, sont réputés violation de l'ordre.

Tout membre du conseil qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le président décide si le rappel est maintenu ou retiré.

## Section 12 : Points non inscrits à l'ordre du jour

Article 29 - Un point non inscrit à l'ordre du jour ne peut être traité, sauf cas d'urgence. L'urgence est déclarée par les deux-tiers des présents; leurs noms sont insérés au procès-verbal.

## Section 13 : validité des votes - nombre

Article 30 - Les décisions (autres que nominations et présentations de candidats) sont prises à la majorité absolue des suffrages, les abstentions n'intervenant pas en cas de vote à haute voix, les bulletins nuls et blancs en cas de scrutin secret.

En cas de partage, la proposition est rejetée

Article 31 - En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

## Section 14 : Le vote public ou scrutin secret

Article 32 - Sans préjudice de l'article 33, le vote est public.

Article 33 - Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret à la majorité absolue des voix.

#### Section 15 : Le vote public

Article 34 - Lorsque le vote est public, les membres du conseil votent à haute voix par oui, non ou abstention.

Article 35 - Au début de chaque séance, le président tire au sort le nom du membre qui votera le premier. Si le conseiller est absent, le président recommence le tirage. Le président vote en dernier lieu.

Article 36 - Après chaque vote public, le président proclame le résultat de celui-ci.

#### Section 16 : Nominations, présentations de candidats.

Article 37 - Il est effectué un scrutin particulier pour chaque vote nominatif. Les candidatures pour chaque nomination, approbation de nomination et présentation de candidats sont proposées par le collège. Les conseillers ont le droit de proposer leur propre candidat. Dans cette hypothèse, ils doivent déposer leur proposition par écrit par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be au secrétariat communal, au plus tard le jour précédant la séance du conseil avant 12h.

Article 38 - Le bureau pour le scrutin et le dépouillement est composé du président et des deux conseillers présents les moins âgés. Le secrétaire communal tient note des membres votant à chaque scrutin.

Article 39 - Le nombre de bulletins est vérifié avant la distribution et avant le dépouillement. Sur chaque bulletin de vote sera mentionné le ou les noms du ou des candidats. Si le nombre de bulletins recueillis n'est pas égal à celui des votants, le scrutin est annulé et le conseil est appelé à voter de nouveau.

Chaque nomination, approbation ou présentation doit être réglée dans une seule et même séance.

#### Section 17 : Le procès-verbal

Article 40 - Le procès-verbal des réunions reprend tous les objets mis en discussion ainsi que les décisions ou la suite y réservée. Article 41 - Le projet de procès-verbal de la séance précédente est mis à la disposition des membres du conseil via l'application informatique dédiée à cet effet, et ce dès l'envoi de l'ordre du jour.

#### Section 18 : L'approbation du procès-verbal

Article 42 - Il n'est pas donné lecture du procès-verbal.

Article 43 - Tout membre a le droit de faire par l'introduction d'un amendement des observations sur la rédaction du procès-verbal de la séance précédente. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil. Si la séance s'écoule sans observations, le procès-verbal est considéré comme adopté et signé par le président et le secrétaire communal.



Article 44 - Une fois adopté et signé par le président et le secrétaire, le procès-verbal de chaque séance est mis en ligne sur le site internet de la commune.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les points du procès-verbal qui ont été abordés à huis clos ne sont pas mis en ligne sur le site internet de la commune.

#### Section 19 : Les sections réunies du Conseil communal

Article 45- Le conseil peut se réunir en sections réunies sous la présidence du bourgmestre ou de celui qui le remplace pour préparer les discussions sur les points à l'ordre du jour du Conseil communal.

Article 46 – Les sections réunies sont réunies sur convocation de leur président par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et se tiennent quel que soit le nombre des membres présents. Le secrétariat est assuré par le secrétaire communal ou par le fonctionnaire désigné par lui. Article 47 - Les sections réunies ne sont pas publiques. Toutefois, des experts ou des fonctionnaires peuvent être entendus.

#### Section 20 : Des Commissions du Conseil communal

Article 48 – Le Conseil communal peut créer, en son sein, des Commissions qui ont pour mission de préparer les discussions des séances du Conseil communal dans les matières dont elles s'occupent. Les Commissions du Conseil communal peuvent, en ce compris de leur propre initiative, rendre des avis et formuler des recommandations à l'attention du Conseil communal dans les matières dont elles s'occupent.

Article 49 – Les mandats de membre de chaque Commission du Conseil communal sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le Conseil communal. Sont considérés comme formant un groupe, les membres du Conseil qui sont élus sur une même liste ou qui sont élus sur des listes affiliées en vue de former un groupe.

Article 50 – Les Commissions du Conseil communal sont composées de neuf membres qui sont nommés par le Conseil communal. Les mandats sont attribués selon la méthode proportionnelle de calcul D'Hondt.

Article 51 – Les Commissions du Conseil communal peuvent toujours entendre des experts et des personnes intéressées.

Article 52 – Chaque Commission du Conseil communal adopte son règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur détermine notamment le mode de convocation et d'attribution de la présidence de la Commission.

#### Section 21 : Des questions écrites et orales

Article 53 - Les membres du conseil ont le droit de poser des questions écrites par courrier ou par courriel électronique à l'adresse [info@1082berchem.irisnet.be](mailto:info@1082berchem.irisnet.be) concernant l'administration de la commune. A ces questions, il sera répondu par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers dans les 30 jours calendrier. Après avoir achevé l'ordre du jour du conseil, les conseillers peuvent poser des questions orales au collègue. A ces questions, il est répondu, soit séance tenante soit à la séance suivante, ou au plus tard par écrit par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers dans les 30 jours calendrier.

Article 54 – Les questions écrites et orales visées à l'alinéa précédent et les réponses qui y sont apportées sont mises en ligne sur le site internet de la commune.

## Section 22 : Droit d'obtention de copies des actes et pièces

Article 55 - Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil.

Article 56 - Chaque groupe politique peut obtenir, sans frais, une copie des actes et pièces en question.

## Section 23 : Droit de visite

Article 57 - Les membres du conseil ont le droit de visiter les établissements et services communaux, accompagnés d'un membre du collège, au jour et heure que le conseiller et le membre du collège conviennent entre eux.

Ils peuvent interroger les membres du personnel par l'intermédiaire du membre du collège.

Les membres du conseil ont aussi le droit de visiter les établissements et services communaux, accompagnés du secrétaire communal, au jour et heure qu'ils conviennent entre eux. Ils peuvent interroger les membres du personnel par l'intermédiaire du secrétaire.

Article 58 - Durant leur visite, les membres du conseil sont tenus de se comporter d'une manière passive.

## Section 24 : Jetons de présence

Article 59 - Sans préjudice de l'article 19 de la Nouvelle Loi Communale, pour chacune des réunions du conseil, des sections réunies ou des commissions créées par le Conseil conformément à l'article 120 de la Nouvelle Loi Communale, les conseillers présents perçoivent un jeton de présence.

Pour ce faire, les conseillers présents signent une liste de présence qui est transmise au secrétariat communal.

Pour pouvoir bénéficier du jeton de présence dont question au présent article, les membres du Conseil communal doivent assister à l'entièreté de la réunion ou pour une durée minimale de deux heures consécutives.

## Section 25 : Droit d'interpellation des habitants de la commune à l'attention du collège

Article 60 – Au début de la séance du Conseil communal, après approbation du procès-verbal de la séance précédente, un temps d'interpellation d'une demi-heure maximum est réservé à l'exposé de(s) interpellation(s) des habitants de la commune.

Article 61 – Pour être valablement introduite auprès du conseil, la demande d'interpellation doit être signée par 20 personnes, domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins. L'interpellation doit être relative à un sujet d'intérêt communal, ne pas revêtir un intérêt exclusivement particulier et être rédigé en français ou en néerlandais. Est irrecevable, l'interpellation relative à une matière qui relève des séances à huis clos, qui figure déjà à l'ordre du jour du conseil, qui a déjà fait l'objet d'une interpellation au cours des derniers 3 mois ou qui ne respecte pas les droits de l'homme ou revêt un caractère raciste ou xénophobe.

Article 62 – Pour être prise en considération, la demande d'interpellation doit être



introduite par écrit et signée en original à l'attention du collège au moins 5 jours francs avant la date fixée pour la séance du conseil. Par "5 jours francs" il y a lieu d'entendre cinq jours de 24 heures, cela signifiant que le jour de réception de la proposition et celui de la réunion du conseil ne sont pas compris dans ce délai. La demande d'interpellation doit indiquer clairement l'identité de l'interpellateur (nom, adresse et numéro national), éventuellement, s'il est mandaté, le nom du groupement, de l'association, du quartier ou du club qui le mandate, l'identité des signataires (noms, adresses et numéros nationaux) ainsi qu'un bref exposé du sujet traité. Les demandes d'interpellations sont classées et numérotées par ordre de réception dans les mains du secrétaire communal ou de la personne qui le remplace.

Article 63 – Le collège met les interpellations valablement introduites et recevables à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil dans l'ordre chronologique de réception des demandes, étant entendu que trois interpellations au maximum peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une même séance. La liste des demandes d'interpellation est communiquée aux membres du conseil communal avant la séance par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers. Le bourgmestre ou le membre du collège ayant ce point dans ses attributions répond à l'interpellation séance tenante. L'interpellation en ce compris le temps de réponse ne peut dépasser 10 minutes.

#### Section 26 : Dispositions finales

Article 64 - Il sera fait référence à la Nouvelle Loi Communale pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent règlement.

Article 65 - Les dispositions antérieures relatives au règlement d'ordre intérieur sont abrogées.

---

#### **Reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad - Wijziging DE RAAD,**

Gezien artikel 91 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 16.05.2013 houdende wijziging van het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad;

Gezien het juridisch advies van 05.06.2013 van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin staat dat het niet noodzakelijk is om in het reglement van inwendige orde de bepaling, voorzien door artikel 8bis van de Nieuwe Gemeentewet ter hernemen of om er melding te maken van de Voorzitter van de Raad, aangezien de Gemeenteraad de keuze niet heeft gemaakt om een Voorzitter van de Raad te verkiezen voor de lopende legislatuur;

Gezien het juridisch advies van 05.06.2013 van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin staat dat het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad, zoals goedgekeurd door de Raad van 16.05.2013, niet indruist tegen het artikel 242bis van de Nieuwe Gemeentewet en dus niet verplicht aangepast moet worden, maar dat het toch wel aangewezen is om artikel 242bis van de Nieuwe Gemeentewet erin te hernemen om zo het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad te vervolledigen;

Gezien het juridisch advies van 05.06.2013 van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin aangeraden wordt om in het reglement van inwendige orde melding te maken van het online zetten van de dagorde

van de Gemeenteraad op de gemeentelijke website;

Overwegende dat het tevens aangewezen is om, met de vergelijking met ander Brusselse gemeenten, de indieningsmodaliteiten voor stemmingen en amendementen van Gemeenteraadsleden;

Overwegende dat Sint-Agatha-Berchem de pilootgemeente is die de toepassing "Back Office Secretariaat" sinds 08.04.2008 gebruikt en dat het ganse gemeentebestuur de toepassing sinds 25.01.2011 gebruikt;

Overwegende dat deze geïnformatiseerde toepassing Back Office Secretariaat specifiek ontwikkeld is voor het elektronische beheer van het geheel der workflow van de beraadslagingen van het College en de Gemeenteraad en dat deze aan de Gemeenteraadsleden toelaat om het geheel der documenten van de raad, zoals meer bepaald de dagorde, toelichtingsnota, bijkomende dagorde, bijkomende toelichtingsnota, ontwerp van beraadslaging, eventuele bijlage en proces-verbaal te raadplegen;

Gezien de Gemeenteraad van 25.10.2012 het exclusieve gebruik van elektronische post voor het versturen van de oproeping voor de Raad, goedgekeurd heeft, zoals de Nieuwe Gemeentewet het toelaat;

Gelet dat de Gemeente aan de Gemeenteraadsleden bij hun installatie naar aanleiding van de gemeenteraadsverkiezingen van 2012 een tablet PC, een gemeentelijk e-mailadres alsook een toegang tot BO-Secretariaat ter beschikking gesteld heeft, wat hen toelaat om de documenten van de Gemeenteraad te raadplegen;

Gelet dat een vorming over het gebruik van de tablet PC en van BO Secretariaat eveneens werd gegeven aan de Gemeenteraadsleden;

Gelet dat tijdens de eerste fase van 6 maand geen enkele opmerking is binnengekomen bij het Gemeentebestuur met betrekking tot problemen in verband met het gebruik van BO Secretariaat;

Overwegende dat, in de geest van een goed beheer en de bescherming van het milieu, het College van Burgemeester en Schepenen voorstelt om over te gaan tot de tweede fase van externe dematerialisatie, zijnde "0 papier" en dus de raadpleging van de documenten van de Raad exclusief te laten gebeuren via de toepassing BO Secretariaat;

Overwegende dat het toch wel wenselijk is om het ontwerp van begroting, het ontwerp van begrotingswijziging en de rekeningen op papieren versie of via datadrager te versturen aan de Raadsleden;

Gelet op het schriftelijke amendement van Mijnheer DEMULLIER, Gemeenteraadslid, ingediend op 18.06.2013, waarbij voorgesteld wordt om het artikel 50 als volgt te wijzigen: *"De gemeenteraadscommissies zijn samengesteld uit negen leden die door de Gemeenteraad benoemd worden. De mandaten worden toegekend volgens ~~de~~ **proportionele berekeningsmethode D'Hondt het LiSo stelsel met voorafname.**"*;

Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft verworpen met 16 neenstemmen en 8 jastemmen;

Gelet op het mondelinge amendement van Mijnheer POLET, Gemeenteraadslid, waarbij voorgesteld wordt om het artikel 27 als volgt te wijzigen:

*"Voor ieder punt van de agenda, kan de voorzitter:*

- *commentaar geven of een schepen uitnodigen commentaar te geven.*
- *het woord verlenen aan de leden die er om vragen;*
- *de discussie afsluiten;*
- *het onderwerp ter stemming brengen, **de stemming gaat eerst over de eventuele amendementen neergelegd door een gemeenteraadslid per brief of elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be op het gemeentesecretariaat ten laatste***



~~de voorafgaande dag van de raadzitting uiterlijk vóór 12 uur, daarna over het  
eigenlijke onderwerp. Mondelinge amendementen zijn niet toegelaten.~~

(...)"

Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft verworpen met 15 neenstemmen en 9  
jastemmen;

Gelet op het mondelinge amendement van Mijnheer POLET, Gemeenteraadslid, waarbij  
voorgesteld wordt om het artikel 27 als volgt te wijzigen:

"(...)

*De voorzitter nodigt het raadslid uit om het punt dat hij op de agenda geplaatst heeft te  
commentariëren.*

~~**Geen enkel raadslid mag meer dan tweemaal het woord nemen over hetzelfde  
onderwerp, tenzij de voorzitter er anders over beslist.**~~

*Wanneer de raad beslist heeft om deskundigen te horen of wanneer de voorzitter van het  
OCMW gehouden is om uitleg te verschaffen, bepaalt de voorzitter de orde van  
tussenkomsst."*

Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft verworpen met 15 neenstemmen en 9  
jastemmen;

Gelet op het mondelinge amendement van Mijnheer POLET, Gemeenteraadslid, waarbij  
voorgesteld wordt om het artikel 43 als volgt te wijzigen: ~~"Na lezing van de notulen heeft~~  
*Ieder raadslid heeft het recht opmerkingen te maken via het indienen van een*

**amendement** over het opstellen van de notulen van de vorige gemeenteraad. Indien deze  
opmerkingen worden aangenomen, zal de secretaris ter zitting of ten laatste op de  
volgende zitting een nieuwe tekst voorleggen, overeenkomstig de beslissing van de raad.  
Indien geen bezwaren worden ingebracht, worden de notulen van de vorige vergadering  
beschouwd als aangenomen en worden getekend door de voorzitter en de secretaris."

Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft verworpen met 15 neenstemmen en 9  
jastemmen;

Gelet op het mondelinge amendement van Mijnheer LURQUIN, Gemeenteraadslid,  
waarbij voorgesteld wordt om het artikel 19 als volgt te wijzigen: *"De bevoegdheid om  
de raad voor te zitten komt toe aan de burgemeester, aan de voorzitter van de Raad, of  
zijn wettige plaatsvervanger."*;

Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft verworpen met 15 neenstemmen en 9  
jastemmen;

BESLUIT wat volgt met 15 jastemmen en 9 neenstemmen (*Dupont, Ghilbert, Metioui-  
Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Stassen, Lambot*):

Het Reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad wordt als volgt gewijzigd:  
(voor het begrip van de tekst verstaat men onder de raad = de gemeenteraad, het college  
= het college van burgemeester en schepenen en de leden = de leden van de  
gemeenteraad)

Sectie 1: Frequentie van de vergaderingen van de raad

Artikel 1 - De raad vergadert zo dikwijls als de zaken die tot zijn bevoegdheid behoren  
het vereisen en minstens tienmaal per jaar in openbare zitting.

Sectie 2: Bevoegdheid om de raad bijeen te roepen

Artikel 2 - Onverminderd de artikelen 3 en 4, wordt de raad bijeengeroepen op de dag en uur bepaald door het college.

Alvorens aan de vergadering deel te nemen, tekenen de leden een presentielijst. Deze lijst wordt vastgesteld door de voorzitter. De namen van de aanwezige leden worden in de notulen vermeld.

Artikel 3 - Tijdens een van zijn vergaderingen kan de raad bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden beslissen om op een bepaalde dag en een bepaald uur opnieuw te vergaderen om de bespreking van een niet afgewerkte agenda verder te zetten.

Artikel 4 - Op aanvraag van een derde van de in dienst zijnde leden is het college verplicht de raad bijeen te roepen op de dag en uur door deze leden bepaald.

### Sectie 3: Bevoegdheid om te beslissen over de agenda

Artikel 5 - Onverminderd de artikelen 6 en 7, wordt de agenda van de vergaderingen van de raad door het college vastgesteld.

Artikel 6 - Indien het college de raad oproept op aanvraag van één derde van de in dienst zijnde leden, dan wordt voor de agenda voorrang gegeven aan de vermelde punten van de aanvragers van de vergadering.

Artikel 7 - Ieder lid van de raad kan een of meerdere bijkomende punten op de agenda plaatsen, rekening houdende:

- dat dit voorstel, dat niet op de agenda voorkomt, dient afgegeven te worden per brief of elektronische post op het e-mailadres [info@1082berchem.irisnet.be](mailto:info@1082berchem.irisnet.be) aan de burgemeester of zijn plaatsvervanger, tenminste 5 vrije dagen vóór de gemeenteraad;
- dat het voorstel vergezeld is van een verklarende nota of een document geschikt om de raad in te lichten.

Onder "5 vrije dagen" dient te worden begrepen vijf dagen van 24 uur, met dien verstande dat de dag van de ontvangst van het voorstel en de dag van de vergadering van de raad niet in deze termijn inbegrepen zijn.

De Burgemeester, of diegene die hem vervangt, verdeelt zonder termijn de bijkomende punten van de dagorde van de vergadering van de raad aan zijn leden per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden.

### Sectie 4: Publiciteit van de zittingen

Artikel 8 - Onverminderd de artikelen 9 en 10, zijn de vergaderingen van de raad openbaar.

Artikel 9 - Behalve voor de begroting, begrotingswijziging of de rekeningen, kan de gemeenteraad op vraag van een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde, beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

Artikel 10 - De vergadering is niet openbaar als het om personen gaat.

Het gaat over personen, wanneer andere personen dan de leden van de raad of nog het privéleven van raadsleden of van de secretaris ter sprake wordt gebracht.

Zodra een dergelijk punt aan de orde is, beveelt de voorzitter terstond dat de behandeling in besloten vergadering wordt verder gezet.

Artikel 11 - Als tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt in besloten vergadering moet worden voortgezet, kan de openbare vergadering uitsluitend voor dit doel worden onderbroken.



## Sectie 5: Termijnen

Artikel 12: De bijeenroeping van de raad gebeurt per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden.

Behalve spoedeisende gevallen, geschiedt de bijeenroeping van de raad tenminste zeven vrije dagen vóór de vergadering.

In spoedeisende gevallen zal gemotiveerd van deze oproepingsperiode worden afgeweken.

Deze termijn wordt op twee vrije dagen gebracht indien het een tweede of een derde uitnodiging betreft van de raad zoals bepaald in artikel 90, alinea 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

## Sectie 6: Ter beschikking stellen van dossiers

Artikel 13 - Zonder afbreuk te doen aan artikel 17, zal voor ieder punt van de agenda van de vergaderingen van de raad, alle stukken betreffende het punt, ter beschikking van de leden gesteld worden via de daartoe voorziene geïnformatiseerde toepassing, vanaf de verzending van de oproeping. De stukken die niet gedigitaliseerd kunnen worden, worden ter beschikking gesteld van de raadsleden zonder verplaatsing van de stukken, gedurende de openingsuren van het secretariaat, vanaf de verzending van de oproeping.

Artikel 14 - Tijdens de kantooruren, geven de door de gemeentesecretaris aangewezen ambtenaren de nodige technische toelichtingen betreffende de documenten die in de dossiers voorkomen waarvan sprake in art. 13. De dag en het uur wordt overeengekomen tussen het raadslid en de secretaris.

Artikel 15 - Uiterlijk veertien vrije dagen vóór de vergadering gedurende dewelke de raad dient te beraadslagen over de begroting, begrotingswijziging of over de rekeningen, zal het college aan elk gemeenteraadslid een exemplaar van het voorstel van begroting, begrotingswijziging of rekeningen op papier of via datadrager toesturen.

Het voorstel van begroting of de rekeningen zullen vergezeld worden van een verslag dat een synthese bevat van het voorstel.

Vooraleer de raad beraadslaagt, zal een lid van het college commentaar geven over de inhoud van het verslag.

Artikel 16 - Tweemaal per zittingsperiode, bij de neerlegging van de eerste en de vierde begroting, legt het college de gemeenteraad een driejaarlijks plan voor.

Dit driejaarlijkse plan bestaat uit de volgende documenten :

1° een oriëntatienota, die minstens de hoofdbeleidskeuzen bevat die voor de drie eerstvolgende jaren vastgesteld worden;

2° een beheersplan dat de oriëntatienota begrotingsmatig vertaalt, in de vorm van ramingen en vooruitzichten.

Dit driejaarlijkse plan wordt na goedkeuring door de gemeenteraad bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van art. 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

## Sectie 7: Informatie aan de pers en de inwoners

Artikel 17 - De plaats, dag en uur alsook de agenda van de vergadering van de raad worden ter kennis gebracht aan het publiek minstens bij middel van aanplakking aan het gemeentehuis en door de bekendmaking ervan op de website van de gemeente, binnen

dezelfde termijnen als deze voorzien in de artikelen 7, 13 en 15 inzake de bijeenroeping van de raad.

De aanplakking maakt geen melding van de punten die in besloten vergadering worden besproken.

Artikel 18 - De pers, indien hiervoor een schriftelijke aanvraag wordt gedaan, zal de agenda bekomen van de openbare vergaderingen van de raad. Enkele exemplaren van de agenda zullen ter beschikking van het publiek worden gelegd. Iedere inwoner van de gemeente kan tegen betaling van een retributie vastgesteld door de raad een jaarlijks abonnement bekomen voor de agenda op papier van de openbare gemeenteraadszittingen. Deze retributie zal de uitgave van de verzending en afdrucken dekken. Iedere inwoner kan eveneens zonder kosten, een dagorde van de openbare zitting op papier op het gemeentesecretariaat afhalen.

#### Sectie 8: Voorzitterschap

Artikel 19 - De bevoegdheid om de raad voor te zitten komt toe aan de burgemeester of zijn wettige plaatsvervanger.

#### Sectie 9: Bevoegdheid om de vergaderingen te openen en te sluiten

Artikel 20 - De vergadering wordt door de voorzitter geopend en gesloten. De bevoegdheid om de vergaderingen te sluiten bevat ook deze om de vergadering te schorsen.

Artikel 21 - De voorzitter opent de vergaderingen van de raad op het uur vermeld op de uitnodiging.

Artikel 22 - Indien de voorzitter de vergadering van de raad heeft gesloten:

- a) is de gemeenteraad niet meer bevoegd om te beraadslagen;
- b) mag de raadszitting niet meer opnieuw geopend worden.

#### Sectie 10: Het vereiste quorum

Artikel 23 - Onverminderd artikel 90 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet, kan de raad geen beslissing nemen indien de meerderheid van de in dienst zijnde leden niet aanwezig is.

Indien, een kwartier na het vastgestelde uur op de uitnodiging, de meerderheid van de in functie zijnde leden niet aanwezig is, stelt de voorzitter vast dat de vergadering niet kan plaatshebben.

De voorzitter sluit onmiddellijk de zitting wanneer het quorum niet of niet meer bereikt is.

#### Sectie 11: Handhaving van de orde van de vergaderingen

Artikel 24 - De handhaving van de orde tijdens de vergadering komt toe aan de voorzitter.

De voorzitter kan de secretaris gelasten om de debatten en stemmingen van de openbare vergaderingen te laten registreren.

Tijdens de vergadering van de raad, is het verboden, behalve uitdrukkelijke toestemming van de voorzitter, om gebruik te maken van band- of beeldopnamen.



Tijdens de zitting van de raad zal het publiek de stilte bewaren.

Artikel 25 - De voorzitter kan, na een voorafgaande waarschuwing, terstond uit de aan het publiek voorbehouden plaats iedere persoon doen verwijderen, die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt. De voorzitter kan bovendien proces-verbaal opstellen tegen de overtreder met het oog op zijn verwijzing naar de politierechtbank.

Artikel 26 - Ten opzichte van de raadsleden komt de voorzitter tussen om:

- het woord te verlenen of het terug te nemen indien het lid bewust van het onderwerp afwijkt, door het punt van de agenda ter stemming te brengen;
- het woord te ontnemen van het lid dat de orde verstoort, door het lid tot de orde te roepen, en kan na verwittiging het lid uit de vergadering uitsluiten of de zitting schorsen of opheffen.

Artikel 27 - Voor ieder punt van de agenda, kan de voorzitter:

- commentaar geven of een schepen uitnodigen commentaar te geven.
- het woord verlenen aan de leden die er om vragen;
- de discussie afsluiten;
- het onderwerp ter stemming brengen, de stemming gaat eerst over de eventuele amendementen neergelegd door een gemeenteraadslid per brief of elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be op het gemeentesecretariaat ten laatste de voorafgaande dag van de raadzitting uiterlijk vóór 12 uur, daarna over het eigenlijke onderwerp. Mondelinge amendementen zijn niet toegelaten.

De voorzitter nodigt het raadslid uit om het punt dat hij op de agenda geplaatst heeft te commentariëren.

Geen enkel raadslid mag meer dan tweemaal het woord nemen over hetzelfde onderwerp, tenzij de voorzitter er anders over beslist.

Wanneer de raad beslist heeft om deskundigen te horen of wanneer de voorzitter van het OCMW gehouden is om uitleg te verschaffen, bepaalt de voorzitter de orde van tussenkomst.

Artikel 28 - Worden aanzien als storend voor de vergadering, wanneer de leden:

- het woord nemen, zonder dat het werd toegestaan;
- het woord behouden, terwijl het woord werd ontnomen;
- een ander lid onderbreekt wanneer deze het woord heeft.

Elk scheldwoord, elke beledigende uitdrukking en elke persoonlijke toespeling worden geacht in strijd te zijn met de orde.

Elk lid dat tot de orde wordt teruggeroepen, mag zich verantwoorden, waarna de voorzitter beslist of de terugroeping tot de orde gehandhaafd of ingetrokken wordt.

Sectie 12: Niet ingeschreven punten op de agenda

Artikel 29 - Een punt dat niet op de agenda voorkomt mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen.

Tot de spoedbehandeling kan worden beslist door een tweederde aanwezige meerderheid; de namen zullen worden vermeld in de notulen van de zitting.

Sectie 13: Geldigheid - het vereiste aantal stemmen

Artikel 30 - De beslissingen (andere dan benoemingen en voorstelling van kandidaten) worden bij volstreekte meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen genomen, de

onthoudingen worden niet meegerekend bij de mondelinge stemming; bij geheime stemming worden de ongeldige en blanco stemmen niet meegerekend.

In geval van staking van stemmen, wordt het voorstel verworpen.

Artikel 31 - (art. 101 van de Nieuwe Gemeentewet) Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op met tweemaal zoveel namen als er benoemingen of voordrachten moeten geschieden.

De stemmen kunnen alleen uitgebracht worden op de kandidaten die op deze lijst voorkomen.

De benoeming of de voordracht geschiedt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.

#### Sectie 14: Openbare of besloten stembeurt

Artikel 32 - Onverminderd artikel 33, is de stemming openbaar.

Artikel 33 - De voordracht van kandidaten, de benoeming tot een ambt, terbeschikkingstellingen, de preventieve schorsing in het belang van de dienst en de tuchtmaatregelen worden bij geheime stemming en volstreekte meerderheid genomen.

#### Sectie 15: Openbare stemming

Artikel 34 - Indien de stemming openbaar is wordt deze door de leden met luide stem uitgebracht, met ja - neen of onthouding.

Artikel 35 - In het begin van de zitting, wordt door de voorzitter de naam van een raadslid uitgeloot die het eerst zal stemmen. Indien het raadslid afwezig is, gaat de voorzitter over tot een nieuwe loting.

De voorzitter stemt het laatst.

Artikel 36 - Na iedere openbare stemming, zal de voorzitter de uitslag hiervan mededelen.

#### Sectie 16: Benoemingen, voordrachten van kandidaten.

Artikel 37 - Voor elke nominatieve stemming wordt afzonderlijk gestemd.

De kandidaturen voor benoemingen, goedkeuring van benoeming en voorstelling van kandidaten worden voorgedragen door het College.

De raadsleden hebben het recht een eigen kandidaat voor te dragen. In dit geval zullen zij de voordracht van hun kandidaat, schriftelijk neerleggen op het gemeentesecretariaat per brief of per elektronische post op het e-mailadres [info@1082berchem.irisnet.be](mailto:info@1082berchem.irisnet.be), ten laatste de voorafgaande dag van de raadzitting uiterlijk vóór 12 uur.

Artikel 38 - Het bureau voor de stemming en voor de stemopneming is samengesteld uit de voorzitter en de twee jongste aanwezige leden. Bij elke stemming neemt de gemeentesecretaris nota van de stemmende leden.

Artikel 39 - Het aantal stembriefjes wordt vóór de uitdeling en voor de stemopneming nagekeken. Op ieder stembriefje zal de naam van de kandidaat of kandidaten vermeld worden. Indien het niet gelijk is aan dit van het aantal personen dat een stem uitbracht,



wordt de stemming vernietigd en dient de raad opnieuw te stemmen.

Elke benoeming, goedkeuring of voordracht moet tijdens één en dezelfde vergadering afgehandeld worden.

#### Sectie 17: Inhoud van de notulen

Artikel 40 - De notulen van de vergaderingen hernemen alle onderwerpen waarover werd beraadslaagd alsook de beslissingen of het gevolg dat er aan gegeven werd.

Artikel 41 - Het project van proces-verbaal van de vorige zitting wordt ter beschikking gesteld van de raadsleden via de daartoe voorziene geïnformatiseerde toepassing, vanaf de verzending van de oproeping.

#### Sectie 18: Goedkeuring van de notulen

Artikel 42 - Er wordt geen lezing gegeven van het proces-verbaal.

Artikel 43 - Ieder raadslid heeft het recht opmerkingen te maken via het indienen van een amendement over het opstellen van de notulen van de vorige gemeenteraad. Indien deze opmerkingen worden aangenomen, zal de secretaris ter zitting of ten laatste op de volgende zitting een nieuwe tekst voorleggen, overeenkomstig de beslissing van de raad. Indien geen bezwaren worden ingebracht, worden de notulen van de vorige vergadering beschouwd als aangenomen en worden getekend door de voorzitter en de secretaris.

Artikel 44 - Zodra de notulen van elke vergadering zijn goedgekeurd en ondertekend door de burgemeester en de gemeentesecretaris, worden ze op de website van de gemeente geplaatst.

In afwijking van de vorige alinea, worden de punten van de notulen die met gesloten deuren werden besproken, niet op de gemeentelijke website geplaatst.

#### Sectie 19: De verenigde secties van de gemeenteraad:

Artikel 45 - De raad kan vergaderen in verenigde secties onder het voorzitterschap van de Burgemeester of hij die hem vervangt om discussies voor te bereiden over punten die op de dagorde van de Gemeenteraad staan.

Artikel 46 - De verenigde secties worden uitgenodigd op uitnodiging van hun voorzitter per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en zullen plaatsvinden ongeacht het aantal aanwezige leden. Het secretariaat wordt verzekerd door de gemeentesecretaris of de ambtenaar die hij aanduidt.

Artikel 47 - De verenigde secties zijn niet openbaar. Toch kunnen experts of ambtenaren gehoord worden.

#### Sectie 20: Gemeenteraadscommissies:

Artikel 48 - De Gemeenteraad kan in zijn midden commissies oprichten die als taak hebben de besprekingen in de gemeenteraadszittingen voor te bereiden voor de materies waarvoor zij aangeduid zijn.

De commissies kunnen, ook op eigen initiatief, adviezen uitbrengen en aanbevelingen formuleren ten behoeve van de Gemeenteraad met betrekking tot de zaken waarmee zij zich bezighouden.

Artikel 49 - De mandaten van lid van iedere gemeenteraadscommissie worden evenredig

verdeeld over de fracties waaruit de Gemeenteraad is samengesteld.

Geacht worden een fractie te vormen de gemeenteraadsleden die op eenzelfde lijst verkozen zijn of die verkozen zijn op lijsten die onderling verenigd zijn om een fractie te vormen.

Artikel 50 - De gemeenteraadscommissies zijn samengesteld uit negen leden die door de Gemeenteraad benoemd worden. De mandaten worden toegekend volgens de proportionele berekeningsmethode D'Hondt.

Artikel 51 - De gemeenteraadscommissies kunnen steeds deskundigen en belanghebbenden horen.

Artikel 52 - Elke gemeenteraadscommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast. Het huishoudelijk reglement bepaalt ondermeer de wijze van oproeping en van toewijzing van het voorzitterschap van de commissie.

#### Sectie 21: Mondelinge en schriftelijke vragen

Artikel 53 - De leden van de raad hebben het recht om schriftelijke vragen te stellen per brief of per elektronische post op het e-mailadres [info@1082berchem.irisnet.be](mailto:info@1082berchem.irisnet.be) betreffende het bestuur van de gemeente. Op deze vragen zal geantwoord worden, binnen de 30 kalenderdagen van de ontvangst, door het college per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden. Na het afwerken van de agenda van de raadszitting, kunnen de raadsleden mondelinge vragen stellen aan het college. Op deze vragen wordt hetzij onmiddellijk, hetzij op de volgende zitting geantwoord, ofwel schriftelijk ten laatste binnen de 30 kalenderdagen per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden.

Artikel 54 - De schriftelijke en mondelinge vragen beoogd in de vorige alinea en de antwoorden die erop gegeven zijn, worden online gezet op de gemeentelijke website.

#### Sectie 22 : Recht om afschriften te bekomen

Artikel 55 - Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de gemeente mag onttrokken worden aan het onderzoek van de leden van de raad.

Artikel 56 - Iedere politieke fractie kan, zonder kosten, één afschrift bekomen van akten en stukken waarvan sprake.

#### Sectie 23 : Bezoekrecht

Artikel 57 - De raadsleden hebben het recht de gemeentelijke inrichtingen en diensten te bezoeken, in gezelschap van een lid van het college op de dag en uur overeengekomen tussen het raadslid en het lid van het college.

De raadsleden kunnen dan het personeel ondervragen door bemiddeling van het lid van het college.

De raadsleden hebben ook het recht de inrichtingen en diensten te bezoeken, in gezelschap van de gemeentesecretaris op de dag en uur onderling overeengekomen. De raadsleden kunnen dan het personeel ondervragen door bemiddeling van de secretaris.

Artikel 58 - Tijdens hun bezoek, moeten de raadsleden passief optreden.

#### Sectie 24 : Presentiegeld





Artikel 59 - Zonder inbreuk op artikel 19 van de Nieuwe Gemeentewet, zal voor iedere zitting van de raad, van de verenigde secties of van de commissies opgericht door de Gemeenteraad conform artikel 120 van de Nieuwe Gemeentewet, aan de aanwezige raadsleden een presentiegeld worden verleend. Om dit te doen, tekenen de aanwezige gemeenteraadsleden een aanwezigheidslijst die wordt overgemaakt aan het gemeentesecretariaat.

Om te kunnen genieten van de zitpenning waarvan sprake in onderhavig artikel dienen de Gemeenteraadsleden het geheel van de vergaderingen bij te wonen of gedurende minstens twee opeenvolgende uren.

Sectie 25 : Interpellatierecht van de inwoners van de gemeente ter attentie van het college

Artikel 60 – Aan het begin van de zitting van de gemeenteraad, na goedkeuring van het proces-verbaal van de vorige vergadering, wordt een interpellatietijd van maximum een half uur voorbehouden voor interpellatie(s) van inwoners van de gemeente.

Artikel 61 – Om een geldige aanvraag tot interpellatie in te dienen bij de gemeenteraad, dient de aanvraag tot interpellatie door 20 personen die in de gemeente wonen en ten minste 16 jaar oud zijn, ondertekend te worden. De interpellatie moet betrekking hebben op een onderwerp van gemeentelijk belang, mag geen uitsluitend privé-belang hebben en moet in het Nederlands of het Frans gesteld zijn. De interpellatie betreffende een aangelegenheid die moet worden behandeld met gesloten deuren, die reeds op de agenda van de gemeenteraad staat, die reeds aan bod is gekomen in een interpellatie in de laatste drie maanden, die de mensenrechten niet respecteert of racistisch of xenofob van aard is, is onontvankelijk.

Artikel 62 – Om in aanmerking te komen, dient de aanvraag tot interpellatie in originele vorm schriftelijk en ondertekend ter attentie van het college, tenminste 5 vrije dagen vóór de vastgestelde datum van de vergadering van de gemeenteraad, ingediend worden.

Onder "5 vrije dagen" dient te worden begrepen vijf dagen van 24 uur, met dien verstande dat de dag van de ontvangst van het voorstel en de dag van de vergadering van de raad niet in deze termijn inbegrepen zijn.

De aanvraag tot interpellatie moet duidelijk de identiteit van de interpellant vermelden (naam, adres en rijksregisternummer), en indien er eventueel sprake is van volmacht, de naam van de groepering, de vereniging, de wijk of van de club die deze verleende, de identiteit van de ondertekenaars (namen, adressen en rijksregisternummers) evenals een bondige omschrijving van het behandelde onderwerp vermelden. De aanvragen tot interpellaties worden door de gemeentesecretaris of door de persoon die hem vervangt in de volgorde van hun ontvangst verzameld en gerangschikt.

Artikel 63 – Het college zet de geldig ingediende en ontvankelijk verklaarde interpellaties op de agenda van de volgende vergadering van de gemeenteraad, in chronologische volgorde van ontvangst van de verzoeken, met dien verstande dat maximum drie interpellaties mogen ingeschreven worden op de agenda van eenzelfde vergadering. De lijst van de verzoeken tot interpellatie wordt vóór de vergadering meegedeeld aan de leden van de gemeenteraad per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden. De burgemeester of het lid van het college tot wiens bevoegdheden dat punt behoort, antwoordt op de interpellatie na de toelichting van de interpellatie. De interpellatie, antwoord inbegrepen, mag niet meer dan 10 minuten in beslag nemen.

Sectie 26 : Eindbeschikkingen

Artikel 64 - Voor alles wat niet uitdrukkelijk is voorzien in het onderhavig reglement, wordt verwezen naar de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 65 - De vroegere bepalingen betreffende het reglement van inwendige orde zijn afgeschaft.

---

20.06.2013/A/003 **Marchés publics lancés par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vertu des articles 234§3 et 236§2 de la Nouvelle Loi Communale - Communication**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 234 § 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 et article 236§2;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de passer des marchés par procédure négociée selon l'article 17§2, 1<sup>o</sup>a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE QUANT AUX MARCHES SUIVANTS:

- Marché de travaux, de fournitures et de services: Nouvelle Loi Communale article 234§3 - Marchés dont le montant estimé par nature d'articles ne dépasse pas € 5.500,00 hors tva, soit € 6.655,00 tva comprise – Mode de passation : procédure négociée sans publicité – Conditions du marché : sur facture acceptée – Collège du 07.05.2013, du 21.05.2013, du 28.05.2013, du 05.06.2013 et du 11.06.2013
- Ecole Centrale – Prévention incendie – Mise en conformité - Compartimentage et portes coupe-feu – Travaux complémentaires pour un montant de € 13.162,50 (TVAC) – Article 701/724-60 BEO – Application de l'article 236, al. 2 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 14.05.2013
- Fourniture et pose de signalisation routière verticale - Programme 2012 – Dépense complémentaire pour un montant de € 1.491,45 (TVAC) – Article 423/741-52 BEO – Application de l'article 236, al. 2 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 14.05.2013
- Maison communale – Rénovation de la chaufferie – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale - Montant estimé: € 46.285,70 (HTVA) ou € 56.005,70 (21% TVAC) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Article 104/724-60 BEO et article 137/125-60 BO – Collège du 21.05.2013
- Marché de fournitures - Fourniture d'instruments de musique - Montant estimé: € 18.181,82 hors TVA ou € 22.000,00 21% TVA comprise - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale – Article 73401/744-98 et article 73402/744-98 BEO – Collège du 28.05.2013
- Ecole Centrale - Lutte contre les inondations – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi



Communale - Montant estimé: € 22.413,00 (HTVA) ou € 27.119,73 (21% TVAC)  
- Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter –  
Article 701/724-60 BEO – Collège du 05.06.2013

- Ecole Centrale - Etude de l'aménagement de 2 classes pour l'Académie néerlandophone dans l'ancienne conciergerie de la rue des Soldats – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale - Montant estimé: € 11.500,00 (HTVA) ou € 13.915,00 (21% TVAC) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Article 137/747-60 BEO – Collège du 11.06.2013
- Marché de Travaux – Article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale - Remplacement de la chaudière de l'appartement chaussée de Gand 1226/5 - Approbation de l'attribution du marché - Désignation de l'adjudicataire – Article 124/744-98 – Collège du 11.06.2013
- Travaux d'entretien, de rafraîchissements et de modifications des bâtiments – Programme 2013 – Modification du dossier du projet – Poursuite de la consultation – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 11.06.2013
- Marché de Fournitures - Achat de mobilier pour différents services Montant estimé: € 27.176,00 (HTVA) ou € 32.882,96 (21% TVAC) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Articles 101/741-51, 701/741-51, 72201/741-51, 72202/741-51, 73401/741-51, 73402/741-51 et 76703/741-51 - Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 11.06.2013

---

**Overheidsopdrachten opgestart door het College van Burgemeester en Schepenen krachtens artikelen 234§3 en 236§2 van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling DE RAAD,**

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 en artikel 236§2;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 17§2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

**WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE VOOR DE VOLGENDE OPDRACHTEN:**

- Opdracht van werken, leveringen en diensten - Nieuwe Gemeentewet artikel 234§3 - Opdrachten waarvan het geraamde bedrag per aard van artikel niet hoger ligt dan € 5.500,00 excl. btw, hetzij € 6.655,00 incl. btw - Wijze van gunning: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Voorwaarden van de opdracht: met aangenomen factuur – College van 07.05.2013, van 21.05.2013, van 28.05.2013, van 05.06.2013 en van 11.06.2013
- Centrale school - Brandpreventie - Conform stellen - Compartimentering en

branddeuren – Bijkomende werken voor een bedrag van € 13.162,50 (BTWI) – Artikel 701/724-60 BGB – Toepassing van artikel 263, al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 14.05.2013

- Levering en plaatsing van verticale wegsignalisatie – Programma 2012 – Bijkomende uitgave voor een bedrag van € 1.491,45 (BTWI) – Artikel 423/741-52 BGB - Toepassing van artikel 236, al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 14.05.2013
- Gemeentehuis - Renovatie van de stookplaats – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Geraamd bedrag: € 46.285,70 (excl. BTW) of € 56.005,70 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Artikel 104/724-60 BGB en artikel 137/125-60 GB – College van 21.05.2013
- Opdracht van leveringen - Levering van muziekinstrumenten - Geraamd bedrag: € 18.181,82 excl. BTW of € 22.000,00 21% BTW inbegrepen - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Artikel 73401/744-98 en artikel 73402/744-98 BGB – College van 28.05.2013
- Centrale School - Strijd tegen de overstromingen – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Geraamd bedrag: € 22.413,00 (excl. BTW) of € 27.119,73 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Artikel 701/724-60 BGB – College van 05.06.2013
- Centrale School – Studie van de inrichting van 2 klassen voor de Nederlandstalige academie in de oude conciërgewoning van de Soldatenstraat – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Geraamd bedrag: € 11.500,00 (excl. BTW) of € 13.915,00 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Artikel 137/747-60 BGB – College van 11.06.2013
- Opdracht van werken – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Vervanging van de verwarmingsketel van het appartement Gentssteenweg 1226/5 - Goedkeuring van toekenning van de opdracht - Aanduiding van de aanbesteder – Artikel 124/744-98 BGB – College van 11.06.2013
- Onderhouds-, opfrissings- en aanpassingswerken aan de gebouwen – Programma 2013 – Wijziging van het dossier van ontwerp – Voortzetting van de raadpleging – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 11.06.2013
- Opdracht van leveringen - Aankoop van meubilair voor diverse diensten - Geraamd bedrag: € 27.176,00 (excl. BTW) of € 32.882,96 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Artikels 101/741-51, 701/741-51, 72201/741-51, 72202/741-51, 73401/741-51, 73402/741-51 en 76703/741-51 - Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 11.06.2013



Vu les articles 117 et 239 de la Nouvelle Loi Communale;  
 Vu les articles 10 et 16 du Règlement Général de la Comptabilité Communale;  
 Vu la Convention avec le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales approuvée par le Conseil communal du 08.12.2005(A/002) et par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale par lettre du 14.04.2006;  
 Vu l'avenant à la convention du 08.12.2005 conclu entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni, la Commune de Berchem-Sainte-Agathe et le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe approuvé par le Conseil communal le 13.12.2007(A/004);  
 Vu le budget de l'exercice 2012 approuvé par le Conseil communal le 15.12.2011(A/0019);  
 Considérant que pour des motifs indiqués au tableau 2 ci-annexé, certaines allocations budgétaires doivent être révisées;

ARRETE ce qui suit par 15 voix oui et 9 abstentions (*Dupont, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Stassen, Lambot*):

Le budget 2012 de la Commune est modifié conformément aux indications portées au tableau 2 ci-annexé et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux ci-après:

1) SERVICE ORDINAIRE:

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES:

	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Budget après M.B. 3	37.225.387,04	35.498.971,18	1.726.415,86
Augmentation des crédits	0,00	2.196.255,41	-2.196.255,41
Diminution des crédits	0,00	0,00	0,00
Nouveau résultat après M.B. 99	37.225.387,04	37.695.226,59	-469.839,55

2) SERVICE EXTRAORDINAIRE:

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES:

	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Budget après M.B. 3	7.188.365,37	8.280.932,15	-1.092.566,78
Augmentation des crédits	0,00	35.010,00	-35.010,00
Diminution des crédits	0,00	0,00	0,00
Nouveau résultat après M.B. 99	7.188.365,37	8.315.942,15	-1.127.576,78

**Begroting dienstjaar 2012 - Begrotingswijziging nr. 99 - Gewone- en buitengewone diensten**

DE RAAD,

Gezien artikels 117 en 239 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien artikels 10 en 16 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Boekhouding;

Gezien de overeenkomst met het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën goedgekeurd door de Gemeenteraad d.d. 08.12.2005(A/002) en door het Ministerie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering per brief d.d. 14.04.2006;

Gezien het aanhangsel aan de overeenkomst van 08.12.2005 tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het Verenigd College, de Gemeente Sint-Agatha-Berchem en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem goedgekeurd door de Gemeenteraad van 13.12.2007(A/004);

Gezien de begroting van het dienstjaar 2012 beslist door de Gemeenteraad d.d. 15.12.2011(A/0019);

Gelet op de motieven vermeld in de hierbijgevoegde tabel 2, dat sommige begrotingsposten gewijzigd dienen te worden;

BESLUIT wat volgt met 15 jastemmen en 9 onthoudingen (*Dupont, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Stassen, Lambot*):

De begroting 2012 van de Gemeente wordt gewijzigd volgens de aanwijzingen vermeld in de hierbijgevoegde tabel 2 en de nieuwe uitslag van de begroting wordt vastgesteld volgens de cijfers weergegeven in onderstaande tabellen:

1) GEWONE DIENST:

BALANS DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN:

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	SALDO
Begroting na B.W. 3	37.225.387,04	35.498.971,18	1.726.415,86
Verhoging van de kredieten	0,00	2.196.255,41	-2.196.255,41
Verlaging van de kredieten	0,00	0,00	0,00
Nieuw resultaat na B.W. 99	37.225.387,04	37.695.226,59	-469.839,55

2) BUITENGEWONE DIENST:

BALANS DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN:

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	SALDO
Begroting na B.W. 3	7.188.365,37	8.280.932,15	-1.092.566,78
Verhoging van de kredieten	0,00	35.010,00	-35.010,00
Verlaging van de kredieten	0,00	0,00	0,00
Nieuw resultaat na B.W. 99	7.188.365,37	8.315.942,15	-1.127.576,78



20.06.2013/A/005 **Vérification de la caisse du Receveur communal au 31.12.2012**

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la Nouvelle Loi Communale;  
Vu l'article 81 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant sur le règlement général de la comptabilité communale;

PREND ACTE:

du procès-verbal de la vérification de la caisse communale au 31.12.2012.

---

**Nazicht van de kas van de Gemeenteontvanger op 31.12.2012**

DE RAAD,

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Gezien artikel 81 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

NEEMT AKTE:

van het proces-verbaal van het nazicht van de gemeentekas op 31.12.2012.

---

20.06.2013/A/006 **Compte annuel - Exercice 2012**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, art. 117 et art. 238 à 242;  
Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, art. 72 à 79;  
Vu la circulaire du 24 janvier 2013 relative à la clôture et à l'élaboration des comptes communaux de l'exercice 2012 (CIRC 2012/17);

DECIDE ce qui suit par 17 voix oui et 7 abstentions (*Ghilbert, Metioui-Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Lambot*):

Le compte annuel de l'exercice 2012 est arrêté.


---

**Jaarrekening - Dienstjaar 2012**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, art. 117 en art. 238 tot 242;  
Gezien het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 betreffende het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding, art. 72 tot 79;  
Gezien de omzendbrief van 24 januari 2013 betreffende de afsluiting en de vaststelling van de gemeenterekeningen voor het dienstjaar 2012 (CIRC 2012/17);

BESLUIT wat volgt met 17 jastemmen en 7 onthoudingen (*Ghilbert, Metioui-Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Lambot*):



De jaarrekening van het dienstjaar 2012 wordt vastgesteld.

20.06.2013/A/007 **Budget exercice 2013 - Modification budgétaire n° 1 - Services ordinaire et extraordinaire**  
LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 239 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu les articles 10 et 16 du Règlement Général de la Comptabilité Communale;

Vu la Convention avec le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales approuvée par le Conseil communal du 08.12.2005(A/002) et par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale par lettre du 14.04.2006;

Vu l'avenant à la convention du 08.12.2005 conclu entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni, la Commune de Berchem-Sainte-Agathe et le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe approuvé par le Conseil communal le 13.12.2007(A/004);

Vu le budget de l'exercice 2013 approuvé par le Conseil communal le 28.02.2013(A/0012);

Vu l'avis de la commission composée de l'Echevin des Finances, du Secrétaire communal et du Receveur communal en date du 05.06.2013;

Considérant que pour des motifs indiqués au tableau 2 ci-annexé, certaines allocations budgétaires doivent être révisées;

ARRETE ce qui suit par 15 voix oui et 9 abstentions (*Dupont, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Stassen, Lambot*):

Le budget 2013 de la Commune est modifié conformément aux indications portées au tableau 2 ci-annexé et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux ci-après:

1) SERVICE ORDINAIRE:

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES:

	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Budget initial	38.823.637,47	37.087.441,31	1.736.196,16
Augmentation des crédits	2.022.649,05	494.308,50	1.528.340,55
Diminution des crédits	77.630,00	621.722,89	544.092,89
Nouveau résultat après M.B. 1	40.768.656,52	36.960.026,92	3.808.629,60

2) SERVICE EXTRAORDINAIRE:

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES:

	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Budget initial	14.963.000,00	14.528.566,78	434.433,22
Augmentation des crédits	4.729.046,77	5.711.580,86	-982.534,09
Diminution des crédits	180.000,00	802.000,00	622.000,00
Nouveau résultat après	19.512.046,77	19.438.147,64	73.899,13



## Begroting dienstjaar 2013 - Begrotingswijziging nr. 1 - Gewone- en buitengewone diensten

DE RAAD,

Gezien artikels 117 en 239 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien artikels 10 en 16 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Boekhouding;

Gezien de overeenkomst met het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën goedgekeurd door de Gemeenteraad d.d. 08.12.2005(A/002) en door het Ministerie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering per brief d.d. 14.04.2006;

Gezien het aanhangsel aan de overeenkomst van 08.12.2005 tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het Verenigd College, de Gemeente Sint-Agatha-Berchem en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem goedgekeurd door de Gemeenteraad van 13.12.2007(A/004);

Gezien de begroting van het dienstjaar 2013 beslist door de Gemeenteraad d.d. 28.02.2013(A/0012);

Gezien het advies van de commissie samengesteld door de Schepen van Financiën, de Gemeentesecretaris en de Gemeenteontvanger op datum van 05.06.2013;

Gelet op de motieven vermeld in de hierbijgevoegde tabel 2, dat sommige begrotingsposten gewijzigd dienen te worden;

BESLUIT wat volgt met 15 jastemmen en 9 onthoudingen (*Dupont, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Stassen, Lambot*):

De begroting 2013 van de Gemeente wordt gewijzigd volgens de aanwijzingen vermeld in de hierbijgevoegde tabel 2 en de nieuwe uitslag van de begroting wordt vastgesteld volgens de cijfers weergegeven in onderstaande tabellen:

### 1) GEWONE DIENST:

#### BALANS DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN:

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	SALDO
Initiële begroting	38.823.637,47	37.087.441,31	1.736.196,16
Verhoging van de kredieten	2.022.649,05	494.308,50	1.528.340,55
Verlaging van de kredieten	77.630,00	621.722,89	544.092,89
Nieuw resultaat na B.W. 1	40.768.656,52	36.960.026,92	3.808.629,60

### 2) BUITENGEWONE DIENST:

#### BALANS DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN:

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	SALDO
--	-------------	----------	-------

Initiële begroting	14.963.000,00	14.528.566,78	434.433,22
Verhoging van de kredieten	4.729.046,77	5.711.580,86	-982.534,09
Verlaging van de kredieten	180.000,00	802.000,00	622.000,00
Nieuw resultaat na B.W. I	19.512.046,77	19.438.147,64	73.899,13

20.06.2013/A/008 **Redevance pour l'accueil extrascolaire au sein des écoles communales -**

**Renouvellement et modifications**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu les décisions du 25.06.2009 relatives aux « avantages sociaux octroyés aux élèves fréquentant les écoles maternelles et primaires francophones situées sur le territoire de Berchem-Sainte-Agathe » et « de sociale voordelen toegekend aan de leerlingen van Nederlandstalige kleuter- en lagere scholen op het grondgebied van Sint-Agatha-Berchem »;

Vu la délibération du 27.08.2009 relative au règlement général de recouvrement en matière de redevances communales;

Vu le rapport du Receveur communal du 15.06.2009 permettant de dégager le coût horaire de l'encadrement des élèves tant d'un point de vue de la surveillance que d'un point de vue organisationnel en fonction des normes d'encadrement choisies;

Attendu que, dans un souci de service offert par nos écoles communales et pour répondre aux souhaits de la population, l'Administration communale a mis en place un système de garderie scolaire le matin, le midi, le soir ainsi que le mercredi après-midi;

Vu la délibération du 27.08.2009 relative à l'instauration d'une redevance pour l'accueil extrascolaire au sein des écoles communales;

Vu la situation financière de la Commune;

Attendu l'amendement oral de Madame LAMBOT, Conseillère communale, proposant de modifier comme suit l'article 4: *"Pour ce qui concerne les activités socioculturelles du mercredi après midi (de 13h45 à 16h45), le tarif journalier de la redevance est fixé à ~~€5,00~~ €3,00."*;

Vu que le Conseil a rejeté cet amendement par 15 voix non, 7 voix oui et 2 abstentions;

Attendu l'amendement oral de Madame LAMBOT, Conseillère communale, proposant de modifier comme suit l'article 6: *"Pour ce qui concerne les journées pédagogiques de 7h30 à 15h45 du lundi au vendredi, sauf le mercredi, le tarif journalier de la redevance est fixé à ~~€9,00~~ €5,00."*

*Pour ce qui concerne les journées pédagogiques de 7h30 à 13h45 le mercredi, le tarif journalier de la redevance est fixé à €5,00."*;

Vu que le Conseil a rejeté cet amendement par 15 voix non, 7 voix oui et 2 abstentions;

Suite à la demande de Madame LAMBOT, Conseillère communale, de modifier l'article 8, celui-ci est modifié comme suit par 24 voix oui: *"La facturation des services se fera par abonnement. Ceci signifie que ce choix se fera pour l'année scolaire entière. Toute demande de changement doit parvenir à la recette communale avant le 15 du mois et prendra cours le mois suivant sa réception par nos services."*;

Attendu l'amendement oral de Madame LAMBOT, Conseillère communale, proposant de



modifier comme suit l'article 13: "A défaut de paiement dans les délais, l'administration pourra supprimer tout service commandé. **En cas de suppression de services commandés, un accompagnement social doit être prévu.**";

Vu que le Conseil a rejeté cet amendement par 17 voix non et 7 voix oui;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit par 15 voix oui, 4 voix non (*Ghilbert, Metioui-Amanzou, Polet, Lambot*) et 5 abstentions (*Dupont, Demullier, Lurquin, Van Den Broucke, Stassen*):

#### CHAPITRE 1er. - Assiette de la redevance

Article 1. Il sera perçu, pour les exercices 2013 à 2015 inclus, une redevance pour l'accueil extrascolaire au sein des écoles communales.

#### CHAPITRE II. - Redevables

Article 2. La redevance est due par la personne responsable de l'enfant qui a bénéficié de l'accueil extrascolaire, c'est-à-dire par ses parents ou toute autre personne qui en a la charge.

#### CHAPITRE III. - Calcul de la redevance

Article 3. Pour ce qui concerne la garderie, le tarif journalier de la redevance est fixé comme suit:

- le matin (du lundi au vendredi) : gratuité de service;
- le midi (du lundi au vendredi) : €0,30 pour toute la période;
- le soir (du lundi au vendredi, sauf le mercredi) avant 16h45 : €0,30;
- le soir (du lundi au vendredi, sauf le mercredi) après 16h45 mais avant 18h:
  - €1,10 pour les enfants de maternelle,
  - €0,75 pour les enfants de primaire.

Article 4. Pour ce qui concerne les activités socioculturelles du mercredi après midi (de 13h45 à 16h45), le tarif journalier de la redevance est fixé à €5,00.

Article 5. Pour ce qui concerne les études (de 15h45 à 16h45), le tarif journalier de la redevance est fixé à €0,80.

Article 6. Pour ce qui concerne les journées pédagogiques de 7h30 à 15h45 du lundi au vendredi, sauf le mercredi, le tarif journalier de la redevance est fixé à €9,00.

Pour ce qui concerne les journées pédagogiques de 7h30 à 13h45 le mercredi, le tarif journalier de la redevance est fixé à €5,00.

Article 7. Pour ce qui concerne les garderies durant les congés scolaires d'automne (Toussaint) et de détente (Carnaval), le tarif hebdomadaire est fixé à €40,00. Si la période en question comporte des jours de congé, la redevance est réduite au prorata temporis.

Article 8. La facturation des services se fera par abonnement. Ceci signifie que ce choix se fera pour l'année scolaire entière. Toute demande de changement doit parvenir à la recette communale avant le 15 du mois et prendra cours le mois suivant sa réception par nos services.

Article 9. Une facturation à la carte est appliquée lorsque l'école doit fournir des prestations exceptionnelles en vue de garantir la sécurité des enfants, comme par exemple la garderie du soir parce que les parents ne sont pas présents à la fin des cours.

Dans ce cas, le tarif mentionné à l'article 3 sera doublé. Toute heure entamée est due.  
Article 10. Une somme de €15,00 sera facturée aux parents par enfant et par demi-heure supplémentaire entamée pour toute prestation du personnel qui se voit obligé d'attendre que le parent vienne rechercher son enfant:

- après 18h les lundi, mardi, jeudi ou vendredi;
- après 13h30 le mercredi, pour autant que l'enfant ne soit pas inscrit aux activités socioculturelles.

#### CHAPITRE IV. - Du recouvrement et des réclamations

Article 11. Une facture sera transmise mensuellement aux parents, mentionnant le total à payer et le détail des frais visés. Le montant à payer est soit versé sur le compte de l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe destiné à cet effet, soit réglé par voie électronique auprès de la caisse communale.

Article 12. Les services facturés par abonnement sont réglés anticipativement.

Article 13. A défaut de paiement dans les délais, l'administration pourra supprimer tout service commandé.

Article 14. En cas d'absence de l'enfant, un remboursement des sommes payées se fera uniquement si l'absence est couverte par un certificat médical et comprend au minimum 5 jours consécutifs d'absence. Les remboursements seront exclusivement effectués par voie de versement sur un compte bancaire.

Article 15. Conformément à l'article 145/35 du code des impôts sur les revenus, il est accordé une réduction d'impôt pour les dépenses qui sont effectivement payées ou attribuées pendant la période imposable et qui sont engagées pour la garde d'un ou plusieurs enfants fréquentant l'accueil extrascolaire. Pour ce faire, l'administration communale remettra en temps utile, l'attestation fiscale. Le contenu de cette disposition est modifiable selon l'évolution de la législation en la matière.

Article 16. Le recouvrement et le contentieux sont réglés conformément aux dispositions du règlement général communal régissant la matière.

#### CHAPITRE V. - Dispositions transitoires

Article 17. Le présent règlement est applicable à partir du 01.09.2013.

Article 18. La délibération du 27.08.2009 visée dont on parle dans la motivation de la présente décision et relative à la même matière est abrogée avec effet au 31.08.2013.

---

#### **Retributie voor de buitenschoolse opvang binnen de gemeentelijke scholen - Hernieuwing en wijzigingen**

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beraadslagingen van 25.06.2009 betreffende "les avantages sociaux octroyés aux élèves fréquentant les écoles maternelles et primaires francophones situées sur le territoire de Berchem-Sainte-Agathe" en "de sociale voordelen toegekend aan de leerlingen van Nederlandstalige kleuter- en lagere scholen op het grondgebied van Sint-Agatha-Berchem";

Gelet op de beraadslaging van 27.08.2009 betreffende het algemeen reglement betreffende de invordering inzake gemeenterebuties;



Gelet op het verslag van de Gemeenteontvanger van 15.06.2009 waaruit de kostprijs voor de omkadering van de leerlingen kan bepaald worden zowel qua opvang als qua organisatie van de opvang in functie van de gekozen omkaderingsnormen;  
Aangezien het gemeentebestuur, in functie van de dienst die door onze gemeentescholen wordt aangeboden en teneinde aan de verwachtingen van de bevolking te voldoen, naschoolse opvang voorziet 's ochtends, 's middags, 's avonds en op woensdagnamiddag;

Gelet op de beraadslaging van 27.08.2009 betreffende de invoering van een retributie voor de buitenschoolse opvang binnen de gemeentelijke scholen;

Gezien de financiële situatie van de Gemeente;

Gelet op het mondelinge amendement van Mevrouw LAMBOT, Gemeenteraadslid, waarbij voorgesteld wordt om het artikel 4 als volgt te wijzigen: *"Voor wat betreft de sociaal-culturele activiteiten op woensdagnamiddag (van 13u30 tot 16u45) wordt het dagelijks tarief van de retributie vastgesteld op ~~€5,00~~ €3,00."*;

Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft verworpen met 15 neenstemmen, 7 jastemmen en 2 onthoudingen;

Gelet op het mondelinge amendement van Mevrouw LAMBOT, Gemeenteraadslid, waarbij voorgesteld wordt om het artikel 6 als volgt te wijzigen: *"Voor wat betreft de pedagogische studiedagen van 7u30 tot 15u45 van maandag tot vrijdag, behalve op woensdag, wordt het dagelijks tarief van de retributie vastgesteld op ~~€9,00~~ €5,00."*

*Voor wat betreft de pedagogische studiedagen van 7u30 tot 13u45 op woensdag wordt het dagelijks tarief van de retributie vastgesteld op €5,00."*

Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft verworpen met 15 neenstemmen, 7 jastemmen en 2 onthoudingen;

Naar aanleiding van de vraag van Mevrouw LAMBOT, Gemeenteraadslid, om het artikel 8 te wijzigen, werd dit artikel met 24 jastemmen als volgt gewijzigd: *"De facturatie van de diensten gebeurt per abonnement. Dit impliceert dat deze keuze gemaakt wordt voor het hele schooljaar. Elke vraag tot wijziging dient de gemeentekas te bereiken voor de 15de van de maand en zal ingaan vanaf de daarop volgende maand."*;

Gelet op het mondelinge amendement van Mevrouw LAMBOT, Gemeenteraadslid, waarbij voorgesteld wordt om het artikel 13 als volgt te wijzigen: *"Indien de betaling niet tijdig gebeurt kan het gemeentebestuur alle bestelde diensten schrappen. In geval van schrapping van bestelde diensten, moet een sociale begeleiding voorzien worden."*

Gezien de Gemeenteraad dit amendement verworpen heeft met 17 neenstemmen en 7 jastemmen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met 15 jastemmen, 4 neenstemmen (*Ghilbert, Metioui-Amanzou, Polet, Lambot*) en 5 onthoudingen (*Dupont, Demullier, Lurquin, Van Den Broucke, Stassen*):

## HOOFDSTUK I. – Retributiegrondslag

Artikel 1. Voor de dienstjaren 2013 tot en met 2015 wordt een retributie geheven op de buitenschoolse opvang in de gemeentescholen.

## HOOFDSTUK II. – Retributieplichtigen

Artikel 2. De retributie is verschuldigd door degene die de verantwoordelijkheid draagt voor het kind ingeschreven in de opvang, meer bepaald de ouders van het kind of elke andere persoon die het kind ten laste heeft.

### HOOFDSTUK III. - Berekening van de retributie

Artikel 3. Voor wat betreft de opvang wordt het dagelijks tarief voor de retributie als volgt bepaald:

- 's ochtends (van maandag tot vrijdag) : kosteloosheid van de dienst;
- 's middags (van maandag tot vrijdag) : € 0,30 voor de volledige periode;
- 's avonds (van maandag tot vrijdag, behalve op woensdag) : tot 16u45 : € 0,30;
- 's avonds (van maandag tot vrijdag, behalve op woensdag) vanaf 16u45 maar vóór 18u :
  - kinderen van de kleuterschool : €1,10,
  - kinderen van de lagere school : €0,75.

Artikel 4. Voor wat betreft de sociaal-culturele activiteiten op woensdagnamiddag (van 13u30 tot 16u45) wordt het dagelijks tarief van de retributie vastgesteld op €5,00.

Artikel 5. Betreffende de studies (van 15u45 tot 16u45) wordt het dagelijks tarief van de retributie vastgesteld op €0,80.

Artikel 6. Voor wat betreft de pedagogische studiedagen van 7u30 tot 15u45 van maandag tot vrijdag, behalve op woensdag, wordt het dagelijks tarief van de retributie vastgesteld op €9,00.

Voor wat betreft de pedagogische studiedagen van 7u30 tot 13u45 op woensdag wordt het dagelijks tarief van de retributie vastgesteld op €5,00.

Artikel 7. Voor wat betreft de bewaking tijdens de Herfstvakantie (Allerheiligen) en de Krokusvakantie (Carnaval) wordt het tarief van de retributie vastgesteld op €40,00.

Indien er in deze periode verlofdagen vallen wordt het tarief aangepast pro rata temporis.

Artikel 8. De facturatie van de diensten gebeurt per abonnement. Dit impliceert dat deze keuze gemaakt wordt voor het hele schooljaar. Elke vraag tot wijziging dient de gemeentekas te bereiken voor de 15de van de maand en zal ingaan vanaf de daarop volgende maand.

Artikel 9. Een facturatie « à la carte » zal van toepassing zijn indien de school uitzonderlijke prestaties moet leveren om de veiligheid van de kinderen te garanderen, bijvoorbeeld wanneer de ouders niet aanwezig zijn op het einde van de schooldag. In dat geval zal het tarief vermeld in artikel 3 verdubbeld worden. Elk begonnen uur wordt aangerekend.

Artikel 10. De som van €15,00 zal gefactureerd worden aan de ouders per kind en per aangebroken half uur voor elke prestatie waarbij het personeel zich genoodzaakt ziet op de ouders te wachten die hun kind niet zijn komen afhalen:

- na 18u op maandag, dinsdag, donderdag of vrijdag
- na 13u30 op woensdag indien het kind niet ingeschreven is voor de sociaal-culturele activiteiten.

### HOOFDSTUK IV. - De inning en de bezwaren

Artikel 11. Een factuur zal maandelijks worden overgemaakt aan de ouders, met vermelding van het totaal te betalen bedrag en het detail der geleverde prestaties. De



betaling gebeurt op de hiertoe bestemde rekening van het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem, ofwel langs elektronische weg bij de gemeentekas.

Artikel 12. De diensten verleend per abonnement dienen op voorhand betaald te worden.

Artikel 13. Indien de betaling niet tijdig gebeurt kan het gemeentebestuur alle bestelde diensten schrappen.

Artikel 14. Een terugbetaling van de betaalde bedragen kan enkel indien de afwezigheid door een doktersattest wordt gestaafd en minstens 5 opeenvolgende afwezigheidsdagen omvat. De terugbetalingen gebeuren uitsluitend door storting op een bankrekening.

Artikel 15. Overeenkomstig artikel 145/35 van het wetboek van de inkomstenbelastingen wordt er een belastingvermindering verleend voor de in het belastbaar tijdperk werkelijk betaalde uitgaven voor de oppas van één of meer kinderen die de buitenschoolse opvang bezoeken. Hiertoe zal het gemeentebestuur ten gepaste tijde een fiscaal attest overhandigen. De inhoud van dit artikel is onderhavig aan de evolutie van de wetgeving op dit gebied.

Artikel 16. De invordering en de geschillen worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van het algemeen gemeentelijk reglement ter zake.

#### HOOFDSTUK V. - Overgangsbepalingen

Artikel 17. Onderhavig reglement is van toepassing vanaf 01.09.2013.

Artikel 18. De beraadslaging van 27.08.2009, waarvan sprake in de motivatie van onderhavig besluit en die betrekking heeft op hetzelfde onderwerp wordt ingetrokken met uitwerking vanaf 31.08.2013.

---

20.06.2013/A/009 **Modifications au règlement général complémentaire de police - Aménagement de 4 stationnements pour personnes handicapées: rue des Alcyons 96, rue Kasterlinden 35, rue Michel Van Nieuwenborgh 6, Ensemble Jean Christophe 7 bte 11 - Suppression de 3 stationnements pour personnes handicapées: avenue René Comhaire 6, rue de Grand-Bigard 393A, avenue de l'Hôpital Français 22**  
LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;

Vu la loi relative à la police de circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires sur le placement de la signalisation routière;

Attendu que le présent règlement concerne exclusivement les voiries communales;

Attendu que le requérant habitant rue des Alcyons 96 possède une carte spéciale de stationnement (dossier 0146189 du Ministère des Affaires Sociales);

Attendu que le requérant habitant rue Kasterlinden 35 possède une carte spéciale de stationnement (dossier 00735917-00 du Ministère des Affaires Sociales);

Attendu que le requérant habitant rue Michel Van Nieuwenborgh 6 possède une carte spéciale de stationnement (dossier 00730017-00 du Ministère des Affaires Sociales);

Attendu que le requérant habitant Ensemble Jean Christophe 7 bte 11 possède une carte spéciale de stationnement (dossier 0442115 du Ministère des Affaires Sociales);

Attendu qu'aux endroits prévus, rien ne s'oppose à y réserver une aire de stationnement

de 6m sur 2m;

Considérant que l'instauration de places de stationnement pour personnes à mobilité réduite est de nature à faciliter la circulation et à assurer la sécurité sur la voie publique;  
Attendu qu'il n'est pas pertinent de maintenir les emplacements situés avenue René Comhaire 6, rue de Grand-Bigard 393A et avenue de l'Hôpital Français 22, vu que les requérants ne sont plus domiciliés à ces adresses,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Les stipulations suivantes sont à ajouter au texte existant du Chapitre V : Arrêt et stationnement (signaux routiers) – Article 17.II.4: Le stationnement est réservé aux véhicules pour handicapés munis d'une carte spéciale du règlement Général sur la police de la circulation routière relatif aux voiries communales:

*17.II.4).117 rue des Alcyons à hauteur du n° 96 sur une distance de 6 m*

*17.II.4).118 rue Kasterlinden à hauteur du n° 35 sur une distance de 6 m*

*17.II.4).119 rue Michel Van Nieuwenborgh à hauteur du n° 6 sur une distance de 6 m*

*17.II.4).120 Ensemble Jean Christophe à hauteur du n° 7 bte 11 sur une distance de 6 m*

La mesure sera portée à la connaissance des usagers par un signal E9a incluant le symbole « personne handicapée » avec une flèche de réglementation sur une courte distance.

Cet emplacement sera délimité par un marquage au sol de couleur blanche.

Article 2:

Les stipulations suivantes sont à supprimer au texte existant du Chapitre V : Arrêt et stationnement (signaux routiers) – Article 17.II.4 : Le stationnement est réservé aux véhicules pour handicapés munis d'une carte spéciale du règlement Général sur la police de la circulation routière relatif aux voiries communales:

*17.II.4).39 Avenue René Comhaire n° 6*

*17.II.4).104 Rue de Grand-Bigard n° 393A*

*17.II.4).94 Avenue de l'Hôpital Français n° 22*

Article 3:

Le présent règlement sera soumis à l'approbation de l'Administration des Equipements et des Déplacements de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice de son droit de tutelle tel que défini par la circulaire ministérielle du 15 décembre 2007.

---

**Wijzigingen aan het algemeen aanvullend politiereglement - Aanleg van 4 parkeerplaatsen voor personen met een handicap: Alcyonsstraat 96, Kasterlindenstraat 35, Michel Van Nieuwenborghstraat 6, Ensemble Jean Christophe 7 bus 11 - Afschaffen van 3 parkeerplaatsen voor gehandicapten: René Comhairelaan 6, Groot-Bijgaardenstraat 393A, Frans Gasthuislaan 22**  
DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gezien de wet betreffende de politie van het wegverkeer;

Gezien het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Gezien het Ministerieel Besluit bepalende de minimum afmetingen en de bijzondere



voorwaarden bij het plaatsen van verkeerstekens;

Gezien de Ministeriële omzendbrief betreffende de aanvullende reglementen op het plaatsen van verkeerstekens;

Gelet op het feit dat het onderhavige reglement alleen de gemeentewegen betreft;

Gezien dat de verzoeker wonende Alcyonsstraat 96 een speciale parkeerkaart bezit (dossier 0146189 van het Ministerie van Sociale Zaken);

Gezien dat de verzoeker wonende Kasterlindenstraat 35 een speciale parkeerkaart bezit (dossier 00735917-00 van het Ministerie van Sociale Zaken);

Gezien dat de verzoeker wonende Michel Van Nieuwenborghstraat 6 een speciale parkeerkaart bezit (dossier 00730017-00 van het Ministerie van Sociale Zaken);

Gezien dat de verzoeker wonende Ensemble Jean Christophe 7 bus 11 een speciale parkeerkaart bezit (dossier 0442115 van het Ministerie van Sociale Zaken);

Overwegende dat op de gegeven plaatsen niets belet er een parkeerplaats te voorzien van 6m op 2m;

Overwegende dat de invoering van parkeerplaatsen voor gehandicapten bedoeld is om het verkeer te vergemakkelijken en de veiligheid op de openbare weg te waarborgen;

Gelet op het feit dat het niet meer noodzakelijk is om de parkeerplaatsen te behouden gelegen René Comhairelaan 6, Groot-Bijgaardenstraat 393A en Frans Gasthuislaan 22 daar de verzoekers niet meer gedomicilieerd zijn op die adressen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De volgende bepalingen dienen bijgevoegd te worden in de bestaande teksten van Hoofdstuk V: Stilstaan en parkeren (verkeerssignalisatie) – Artikel 17.II.4 : Parkeren voorbehouden aan voertuigen voor gehandicapten voorzien van een bijzondere kaart van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer voor gemeentelijke wegen:

*17.II.4).117 Alcyonsstraat, ter hoogte van nr. 96 over een afstand van 6 meter*

*17.II.4).118 Kasterlindenstraat, ter hoogte van nr. 35 over een afstand van 6 meter*

*17.II.4).119 Michel Van Nieuwenborghstraat, ter hoogte van nr. 6 over een afstand van 6 meter*

*17.II.4).120 Ensemble Jean Christophe, ter hoogte van nr. 7 bus 11 over een afstand van 6 meter*

De maatregel zal ter kennis gebracht worden van de weggebruikers met het verkeersbord E9a met het symbool "gehandicapte persoon" en met een aanwijzingspijl op een korte afstand. De ruimte zal afgebakend worden met een witte grondmarkering.

Artikel 2:

De volgende bepalingen dienen geschrapt te worden in de bestaande teksten van Hoofdstuk V: Stilstaan en parkeren (verkeerssignalisatie) – Artikel 17.II.4 : Parkeren voorbehouden aan voertuigen voor gehandicapten voorzien van een bijzondere kaart van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer voor gemeentelijke wegen:

*17.II.4).39 Rene Comhairelaan nr. 6*

*17.II.4).104 Groot-Bijgaardenlaan nr. 393A*

*17.II.4).94 Frans Gasthuislaan nr. 22*

Artikel 3:

Het onderhavige reglement zal ter goedkeuring voorgelegd worden aan het Bestuur voor Uitrusting en Vervoer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zoals voorzien in de

20.06.2013/A/010 **Modification au règlement général complémentaire de police - Suppression d'une zone de livraison, rue de Grand-Bigard à hauteur du n° 198 – Aménagement d'une zone de livraison, rue de Grand-Bigard à hauteur du n° 256**  
LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;

Vu la loi relative à la police de circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires sur le placement de la signalisation routière;

Attendu que le présent règlement concerne exclusivement les voiries communales;

Attendu que le boulanger, établi 198 Rue de Grand-Bigard, a cessé ses activités et que la zone de livraison située devant le numéro 198 de la rue de Grand-Bigard peut donc être supprimée;

Vu le courrier de la société de construction, établie 256 Rue de Grand-Bigard, qui sollicite une zone de livraison devant son entreprise;

Considérant que l'instauration d'une zone de livraison est de nature à faciliter la circulation et à assurer la sécurité sur la voie publique;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Les stipulations suivantes sont à supprimer du texte existant du Chapitre V : Arrêt et stationnement (signaux routiers) – Article 14 : Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies du règlement Général sur la Police de la circulation routière relatif aux voiries communales:

*Article 14.37 – Rue de Grand-Bigard, à hauteur du numéro 198, sur une distance de 12 mètres.*

La mesure sera portée à la connaissance des usagers par un panneau E1, complétée par un panneau additionnel du type V de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel comportant la mention « du lundi au samedi, de 7h00 à 18h00 »

Article 2:

Les stipulations suivantes sont à ajouter au texte existant du Chapitre V : Arrêt et stationnement (signaux routiers) – Article 14 : Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies du règlement Général sur la Police de la circulation routière relatif aux voiries communales:

*Article 14.46 - Rue de Grand-Bigard à hauteur du n° 256, sur une distance de 7 mètres.*

La mesure sera portée à la connaissance des usagers par un panneau E1, complétée par un panneau additionnel du type V de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel comportant la mention « du lundi au vendredi, de 7h00 à 18h00 »

Article 3:

Le présent règlement sera soumis à l'approbation de l'Administration des Equipements et des Déplacements de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice de son droit de



**Wijziging aan het algemeen aanvullend politiereglement - Afschaffen van een leveringszone, Groot-Bijgaardenstraat ter hoogte van nr. 198 - Aanleg van een leveringszone, Groot-Bijgaardenstraat ter hoogte van nr. 256**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;  
Gezien de wet betreffende de politie van het wegverkeer;  
Gezien het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;  
Gezien het Ministerieel Besluit bepalende de minimum afmetingen en de bijzondere voorwaarden bij het plaatsen van verkeerstekens;  
Gezien de Ministeriële omzendbrief betreffende de aanvullende reglementen op het plaatsen van verkeerstekens;  
Gelet op het feit dat het onderhavige reglement alleen de gemeentewegen betreft;  
Gelet op het feit dat de bakker, gelegen in de Groot-Bijgaardenstraat nr. 198, zijn activiteiten heeft stopgezet en dat de leveringszone ter hoogte van nr. 198 van de Groot-Bijgaardenstraat dus afgeschaft mag worden;  
Gezien het schrijven van de bouwfirma, gelegen in de Groot-Bijgaardenstraat nr. 256, die bij het College een aanvraag doet voor het verkrijgen van een leveringszone voor zijn onderneming;  
Overwegende dat de invoering van een leveringszone bedoeld is om het verkeer te vergemakkelijken en de veiligheid op de openbare weg te waarborgen;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De volgende bepalingen dienen geschrapt te worden in de bestaande teksten van Hoofdstuk V: Stilstaan en parkeren (verkeerssignalisatie) – Artikel 14: het stationneren is verboden op de wegen of gedeelten van wegen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer voor gemeentelijke wegen:

*Artikel 14.37.– Groot-Bijgaardenstraat ter hoogte van nr. 198 over een afstand van 12 meter.*

De maatregel zal ter kennis gebracht worden van de gebruikers met een verkeersbord E1, aangevuld met een bijkomend paneel van het type V van bijlage 2 van het ministerieel besluit, omvattende de melding "maandag tot zaterdag, van 7u00 tot 18u00"

Artikel 2:

De volgende bepalingen dienen bijgevoegd te worden in de bestaande teksten van Hoofdstuk V: Stilstaan en parkeren (verkeerssignalisatie) – Artikel 14: het stationneren is verboden op de wegen of gedeelten van wegen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer voor gemeentelijke wegen:

*Artikel 14.46.– Groot-Bijgaardenstraat ter hoogte van nr. 256, over een afstand van 7 meter.*

De maatregel zal ter kennis gebracht worden van de gebruikers met een verkeersbord E1, aangevuld met een bijkomend paneel van het type V van bijlage 2 van het ministeriële besluit, omvattende de melding "maandag tot vrijdag, van 07u00 tot 18u00"

Artikel 3:

Het onderhavig reglement zal ter goedkeuring voorgelegd worden aan het Bestuur Uitrusting en Vervoer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zoals voorzien in de Ministeriële omzendbrief van 15 december 2007.

Le Bourgmestre suspend la séance à 21h50. Le séance reprend à 22h.  
De Burgemeester schorst de zitting om 21u50. De zitting herneemt om 22u.

---

20.06.2013/A/011 **Département des Affaires Internes - Service GRH - Adaptation du règlement de travail, plus précisément l'article 17 du chapitre VI**  
LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu la décision du Conseil communal du 4 novembre 1999 relative à l'application de la charte sociale au personnel de l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe (statut administratif, statut pécuniaire et cadre du personnel), approuvée par la tutelle le 15 décembre 1999;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2004 relative au règlement de travail applicable au personnel communal;

Vu la décision du Conseil communal du 17 décembre 2009 relative à une modification du règlement de travail et ses annexes;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 mai 2011 relative à une modification du règlement de travail, plus précisément l'annexe 1 "horaires de travail", l'annexe 6 "harcèlement au travail" et l'annexe 7 "renseignements administratifs";

Considérant que cette délibération a été soumise au Comité de concertation et de négociation syndicale en date du 20 juin 2013 et que le protocole d'accord a été signé;

Attendu les amendements oraux de Monsieur LURQUIN et de Monsieur POLET, Conseillers communaux, proposant de supprimer le point 17.3 à l'article 1;

Vu que le Conseil a rejeté cet amendement par 18 voix non et 6 voix oui;

Attendu les amendements oraux de Monsieur LURQUIN et de Monsieur POLET, Conseillers communaux, proposant de supprimer le point 17.4 à l'article 1;

Vu que le Conseil a rejeté cet amendement par 18 voix non et 6 voix oui;

ARRETE ce qui suit par 18 voix oui et 6 voix non (*Ghilbert, Metioui-Amanzou, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Lambot*):

Article 1:

L'article 17 du chapitre VI est adapté comme suit:


*"Article 17*

*17.1*

*Le travailleur est tenu de prendre en considération toutes les règles de bienséance, de bonne mœurs et politesse.*

*17.2*

*Cela implique également qu'il doit s'abstenir de se rendre coupable de toute forme de racisme et de discrimination et traiter chaque personne avec le respect de la dignité humaine, des sentiments et de la conviction. Toute forme de racisme verbal ou de*





*discrimination basée sur le sexe, le genre humain, la couleur de la peau, l'origine, la descendance, la nationalité, le handicap, l'orientation sexuelle, la conviction et la croyance est interdite et doit entraîner des sanctions disciplinaires."*

### 17.3

*Les membres du personnel sont invités à faire preuve, dans leur comportement, de neutralité sur le plan politique, philosophique ou religieux. Les paroles, les actes ou les signes distinctifs qui seraient contraires à cette disposition sont interdits. En particulier, le membre du personnel ne porte aucun symbole visible relatif à ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ou tout autre signe qui compromettrait le respect de la neutralité.*

### 17.4

*Le précédent alinéa est d'application aux membres du personnel mais également à toute personne occupée au sein de l'Administration communale sous convention de collaboration (stage, volontaire ou autre).*

---

## **Departement Interne Zaken - Dienst HRM - Aanpassing van het arbeidsreglement, meer bepaald artikel 17 van hoofdstuk VI**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 november 1999 houdende de toepassing van het sociaal handvest op het personeel van het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem (administratief statuut, geldelijk statuut en personeelskader) goedgekeurd door de voogdij op 15 december 1999;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2004 betreffende het arbeidsreglement van toepassing op het gemeentepersoneel;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2009 betreffende de aanpassing van het arbeidsreglement en de bijlagen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 mei 2011 betreffende een aanpassing in het arbeidsreglement meer bepaald bijlage 1 "uurroosters", bijlage 6 "pesten op het werk" en bijlage 7 "administratieve inlichtingen";

Owegewende dat deze beraadslaging voorgelegd werd aan het overleg- en onderhandelingscomité met de vakbondsorganisaties op datum van 20 juni 2013 en dat het protocol voor akkoord ondertekend werd;

Gelet op de mondelinge amendementen van Mijnheer LURQUIN en Mijnheer POLET, Gemeenteraadsleden, waarbij voorgesteld wordt om het punt 17.3 van artikel 1 te schrappen;

Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft verworpen met 18 neenstemmen en 6 jastemmen;

Gelet op de mondelinge amendementen van Mijnheer LURQUIN en Mijnheer POLET, Gemeenteraadsleden, waarbij voorgesteld wordt om het punt 17.4 van artikel 1 te schrappen;

Gezien de Gemeenteraad dit amendement heeft verworpen met 18 neenstemmen en 6 jastemmen;

BESLUIT wat volgt met 18 jastemmen en 6 neenstemmen (*Ghilbert, Metioui-Amanzou*).

*Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Lambot):*

Artikel 1:

Het artikel 17 van hoofdstuk VI van het arbeidsreglement wordt als volgt aangepast:

*"Artikel 17*

*17.1*

*De werknemer moet zich houden aan alle welvoeglijkheids-, goed gedrag- en beleefdheidsregels.*

*17.2*

*Dit houdt ook in dat de werknemer moet vermijden om zich schuldig te maken aan iedere vorm van racisme of discriminatie. Iedere persoon moet behandeld worden met respect voor zijn/haar menselijke waardigheid, zijn/haar gevoelens en zijn/haar overtuiging. Iedere vorm van verbaal racisme of verbale discriminatie rechtstreeks gebaseerd op het geslacht, het ras, de huidskleur, de afkomst, de afstamming, de nationaliteit, de handicap, de seksuele geaardheid, het geloof en de overtuiging zijn verboden en hebben tuchtstraffen tot gevolg.*

*17.3*

*De personeelsleden worden verzocht zich neutraal te gedragen op politiek, filosofisch en religieus vlak. Uitspraken, gedragingen of onderscheidende tekens die strijdig zijn met deze bepaling zijn verboden. Meer specifiek dragen de personeelsleden geen enkel zichtbaar symbool met betrekking tot hun religieuze, filosofische of politieke overtuiging of elk teken dat de neutraliteit niet eerbiedigt.*

*17.4*

*Voorgaande bepaling is van toepassing op personeelsleden, maar eveneens op elke persoon die in het gemeentebestuur werkt onder samenwerkingsovereenkomst (stage, vrijwilliger of andere).*

---

20.06.2013/A/012 **Département des Affaires Internes - Service GRH - Modification du cadre du personnel**  
LE CONSEIL,


Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu la décision du Conseil communal du 4 novembre 1999 relative à l'application de la charte sociale au personnel de l'administration communale (statut administratif, statut pécuniaire et cadre du personnel), approuvée par la tutelle le 15 décembre 1999;

Vu les décisions du Conseil communal du 17 décembre 2009 et du 15 décembre 2011 relatives à la modification du cadre du personnel et de l'organigramme;

Vu la réorganisation de certains services communaux selon les exigences actuelles et vu que par conséquent les besoins au niveau du personnel ont changé;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:





Article 1:

Le cadre du personnel est modifié comme suit:

DEPARTEMENT DES AFFAIRES GENERALES

- service Prévention: création de deux fonctions d'adjoint technique (gardiens de la paix - niveau D1-3)

DEPARTEMENT DES AFFAIRES INTERNES

- service Secrétariat communal: création d'une fonction d'assistant administratif (niveau C1-3)  
- service GRH: création d'une fonction de secrétaire d'administration (niveau A1-3)

DEPARTEMENT DES AFFAIRES DU CITOYEN

- suppression d'une fonction d'adjoint administratif (niveau D1-3) et création d'une fonction d'assistant administratif (niveau C1-3)

DEPARTEMENT DES AFFAIRES DU BIEN-ÊTRE

- service Sport: création d'une fonction d'ouvrier adjoint (niveau D1-3)  
- service Enseignement: création d'une fonction de secrétaire administratif (niveau B1-3) et création d'une fonction de surveillant scolaire (niveau C1-3)

DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS

- création de trois fonctions d'ouvrier adjoint (niveau D1-3)

---

**Departement Interne Zaken - Dienst HRM - Aanpassing van het personeelskader DE RAAD,**

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 november 1999 houdende de toepassing van het sociaal handvest op het personeel van het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem (administratief statuut, geldelijk statuut en personeelskader), goedgekeurd door de voogdij op 15 december 1999;

Gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad van 17 december 2009 en van 15 december 2011 betreffende de aanpassing van het personeelskader en van het organogram;

Gelet op de reorganisatie van bepaalde gemeentediensten tengevolge de evoluerende actuele eisen en gezien bijgevolg ook de gewijzigde noden inzake personeel voor een bepaald aantal diensten;


BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Het personeelskader wordt als volgt aangepast:

DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

- dienst Preventie: creatie van twee functies van technisch adjunct (gemeenschapswacht - niveau D1-3)



#### DEPARTEMENT INTERNE ZAKEN

- dienst Gemeentesecretariaat: creatie van een functie van administratief assistent (niveau C1-3)
- dienst HRM: creatie van een functie van bestuurssecretaris (niveau A1-3)

#### DEPARTEMENT BURGERZAKEN

- schrapping van een functie van administratief adjunct (niveau D1-3) en creatie van een functie van administratief assistent (niveau C1-3)

#### DEPARTEMENT WELZIJN

- dienst Sport: creatie van een functie van adjunct arbeider (niveau D1-3)
- dienst Onderwijs: creatie van een functie van administratief secretaris (niveau B1-3) en creatie van een functie van schoolbewaakster (niveau C1-3)

#### DEPARTEMENT OPENBARE WERKEN

- creatie van drie functies van adjunct arbeider (niveau D1-3)

---

20.06.2013/A/013 **Département du Bien-Etre – Petite Enfance - Règlement d'ordre intérieur des structures d'accueil de la Petite Enfance de Berchem-Sainte-Agathe**  
LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 135§1;

Vu l'article 6 §1<sup>er</sup> du Décret de la Communauté française de Belgique du 17 juillet 2002 tel que modifié le 28 avril 2004, portant sur la réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.);

Vu les articles 17, 44 §1<sup>er</sup>-1° et 154 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de Belgique du 27 février 2003 tel que modifié le 24 septembre 2003, le 17 décembre 2003, le 28 avril 2004 et le 9 décembre 2005, portant sur la réglementation générale des milieux d'accueil;

Vu l'article 20 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de Belgique du 17 décembre 2003 fixant le Code de qualité de l'accueil;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 relatif aux cas de force majeure et circonstances exceptionnelles visés à l'article 71 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

Vu la décision du Conseil communal du 28 avril 2010 approuvant la modification du règlement d'ordre intérieur de la crèche communale « Les Alcyons »;

Vu la décision du Conseil communal du 28 avril 2010 approuvant la modification du règlement d'ordre intérieur du préguardiennat communal « Les Petits Dauphins »;

Vu la décision du Conseil communal du 28 avril 2010 approuvant la modification du règlement d'ordre intérieur de la Maison communale de l'Accueil de l'Enfance (MCAE) « Les Marmots »;

Vu la décision du Conseil communal du 28 avril 2010 approuvant la modification du règlement d'ordre intérieur de la crèche communale « Les P'tits Loups »;

Vu l'avis rendu par l'ONE par rapport à l'uniformisation des différents règlements d'ordre intérieur des structures de la petite enfance;

Attendu l'amendement oral de Madame LAMBOT, Conseillère communale, sous la



rubrique "Accessibilité et procédure d'inscription - Critère de priorité en cas de pénurie de places": *"En attendant la création d'une halte garderie à Berchem-Sainte-Agathe, les critères de formation professionnelles et de recherche d'emploi seront également des critères de priorité."*

Vu que le Conseil communal a rejeté cet amendement par 15 voix non, 3 abstentions et 6 voix oui;

Attendu l'amendement oral de Madame LAMBOT, Conseillère communale, sous la rubrique "Confirmation de l'inscription": Suppression de la dernière phrase du paragraphe 2 et remplacement par *"Si toutes les factures ont été acquittées, l'avance constituera le paiement de la dernière facture."*;

Vu que le Conseil communal a rejeté cet amendement par 15 voix non, 1 abstention et 8 voix oui;

Attendu l'amendement oral de Madame LAMBOT, Conseillère communale, sous la rubrique "Les structures d'accueil au quotidien - Les repas": Ajout: *"En cas d'interdit religieux, un menu spécifique doit être proposé."*

Vu que le Conseil communal a rejeté cet amendement par 15 voix non, 1 abstention et 8 voix oui;

Attendu l'amendement oral de Madame LAMBOT, Conseillère communale, sous la rubrique "Aspect financier - Participation financière des parents": Ajout au paragraphe 3 de deux critères supplémentaires: *"Chômage économique, perte d'emploi."*

Vu que le Conseil communal a rejeté cet amendement par 15 voix non, 1 abstention et 8 voix oui;

Attendu l'amendement oral de Madame LAMBOT, Conseillère communale, sous la rubrique "Urgences": Remplacement de la phrase par: *"En cas d'urgence, le milieu d'accueil fera appel aux services d'urgences afin que l'enfant soit conduit immédiatement à l'hôpital."*

Vu que le Conseil communal a rejeté cet amendement par 15 voix non, 1 abstention et 8 voix oui;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit par 15 voix oui et 9 abstentions (*Dupont, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Stassen, Lambot*):

Article 1:

Le Conseil adopte le règlement d'ordre intérieur des structures d'accueil de la Petite Enfance de Berchem-Sainte-Agathe à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Article 2:

Les règlements d'ordre intérieur préexistants sont abrogés.

*"Règlement d'Ordre Intérieur"*

*Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation de l'O.N.E. qui vérifie la conformité à la réglementation en vigueur.*

*Il est signé par les parents au moment de l'inscription de l'enfant.*

## 1. Dispositions obligatoires

**Présentation des structures d'accueil communales:**

**Crèche communale « les Alcyons »**

Nombre de places : 51 places de 0 à 36 mois.

Personnel (composition minimum) : une infirmière (temps plein), une assistante sociale (1/2 temps), 11 puéricultrices (10 équivalents temps plein), 1 cuisinière (mi-temps) et 2 techniciens de surface (temps plein).

Infrastructure : la crèche se divise en 4 sections. Elle dispose de deux cours extérieures et d'un local de psychomotricité.

**Crèche Communale « les Petits Loups »**

Nombre de places : 18 places de 0 à 36 mois.

Personnel (composition minimum): une infirmière (1/2 temps), une assistante sociale (1/2 temps), 2 1/2 puéricultrices, une cuisinière (1/2 temps) et une technicienne de surface (temps plein).

Infrastructure : la crèche est divisée en deux sections. Elle dispose d'un jardin.

**Maison Communale d'Accueil de l'Enfance : « les Marmots »**

Nombre de places : 12 places de 0 à 36 mois.

Personnel (composition minimum): une assistante sociale (1/4 temps), 3 puéricultrices (2 équivalents temps plein), 1 cuisinière/technicienne de surface (1/2 temps).

Infrastructure : Cette structure est dite « verticale ». La structure dispose d'un jardin.

**Préguardiennat communal : « les petits dauphins »**

Nombre de places : 18 places de 18 à 36 mois.

Personnel (composition minimum): une infirmière (1/2 temps), une assistante sociale (1/4 temps), 3 puéricultrices (2 équivalents temps plein), 1 cuisinière/technicienne de surface (temps plein).

Infrastructure : La structure dispose d'un jardin.

**Code de qualité:**

Nous nous engageons à respecter le code de qualité tel que défini par l'Arrêté du 17 décembre 2003 du Gouvernement de la Communauté française. Il veille notamment à l'égalité des chances pour tous les enfants dans l'accès aux activités proposées et à instituer un service qui réponde d'abord au bien-être et aux besoins des enfants et à la demande des personnes. Il évite toute forme de comportement discriminatoire basé sur le sexe ou l'origine socioculturelle des enfants ou des parents.

Le milieu d'accueil agréé élabore un projet d'accueil conformément aux dispositions



reprises à l'article 20 de l'arrêté précité et en délivre copie aux personnes qui confient l'enfant.

Les projets d'accueil des différentes structures se trouvent en annexe.

### **Finalité principale**

Tous les milieux d'accueil agréés ont pour finalité principale de permettre aux parents de concilier leurs responsabilités professionnelles ou autres, à savoir tant le travail, la formation professionnelle que la recherche d'emploi, leurs engagements sociaux et leurs responsabilités parentales.

Ils instituent un mode d'accueil qui leur permet de confier l'enfant en toute sérénité et d'être pleinement disponibles, tant psychologiquement que professionnellement, pour leurs occupations professionnelles ou autres.

### **Accessibilité et procédure d'inscription**

Pour toute inscription, le parent concerné téléphone au secrétariat du département Bien-Être au 02/464.04.58 (du lundi au vendredi). La demande d'inscription sera dès lors enregistrée sur liste d'attente. Le respect de cette procédure est demandé.

Conformément aux principes d'égalité et de non-discrimination (art. 10 et 11 de la constitution) et en tant que milieu d'accueil agréé par un organisme d'intérêt public, l'accessibilité au milieu d'accueil est assurée à tous les enfants, quelle que soit l'occupation professionnelle des parents ou leur temps de prestation.

Conformément à la réglementation en vigueur, le milieu d'accueil prévoit de réserver 10% de sa capacité totale en vue de répondre aux besoins d'accueil résultant de situations particulières :

- lien de parenté avec un autre enfant inscrit, ainsi que les enfants confiés en adoption ;
- accueil d'un enfant dont les parents font face à des problèmes sociaux, psychologiques ou physiques importants ;
- sur proposition d'un service SOS enfants ou sur décision judiciaire ;
- protection de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Les modalités d'inscription seront dans ces cas adaptées à l'urgence des situations tout en respectant au mieux les modalités d'inscription classique.

Le respect du nombre d'enfants pouvant être inscrits ainsi que le refus par les parents d'adhérer au projet d'accueil et au ROI peut engendrer même dans ces situations une réponse négative d'inscription.

Critère de priorité en cas de pénurie de places : le(s) parent(s) domicilié(s) dans la commune et dont au moins un des deux parents travaille.

Ce critère ne peut en aucun cas être confondu avec un critère d'exclusivité à l'admission ou l'exclusion en cours d'accueil.

### **Modalités d'inscription :**

1. Inscription en Crèches ou MCAE :

A partir du 3<sup>ème</sup> mois de grossesse révolu, les parents sollicitent l'inscription de leur enfant en précisant le temps et la date probable de l'accueil. Pour ce faire, le parent téléphone au Département Bien-être pour l'inscription sur liste d'attente. L'agent remplit une fiche signalétique adaptée à la demande.

Une fois par mois, l'ensemble des demandes est passé en revue par les responsables des structures d'accueil. Chaque demande est analysée. Un courrier de refus sera alors envoyé aux demandes auxquelles une réponse favorable n'a pas pu être accordée.

Si une place est disponible, la responsable de la structure concernée contacte les parents pour une prise de rendez-vous dont le but est de compléter le dossier d'inscription.

Lors du rendez-vous, si le parent présente l'ensemble des documents <sup>[1]</sup> demandés, un courrier de confirmation sera envoyé.

Si le parent ne présente pas ces documents, ou si ce dernier ne remplit pas les conditions, un courrier de refus sera envoyé.

Tout refus est notifié par courrier. Celui-ci ne peut se justifier que soit par l'absence de place disponible à la date présumée du début de l'accueil, soit par l'incompatibilité de la demande avec le règlement d'ordre intérieur ou le projet d'accueil.

En cas de refus d'une demande d'inscription, le Département Bien-Etre informera les parents des autres milieux d'accueil susceptibles de répondre à leur demande, ceci au moyen de la brochure : « Guide de la petite enfance et de la famille de Berchem-Sainte-Agathe ».

L'ensemble des refus constitue la liste d'attente. Les parents sont invités à notifier tout changement dans leur situation personnelle et professionnelle.

#### **Confirmation de l'inscription :**

Pour les parents qui ont reçu un courrier confirmant l'acceptation de l'inscription de leur enfant en milieu d'accueil, celle-ci sont transcrites, sous forme d'inscription ferme, dans le registre ad hoc en y mentionnant la date présumée du début de l'accueil.

Une visite à domicile est alors planifiée avec l'assistante sociale ou l'infirmière de la structure d'accueil. Lors de cette visite, le montant de l'avance forfaitaire sera calculé. Celle-ci est à payer avant l'entrée de l'enfant à la crèche. Cette avance correspond au maximum à un mois d'accueil, calculé sur base de la fréquentation demandée et de la contribution financière des parents déterminée sur la base des revenus du ménage (voir circulaire PFP). Celle-ci sera remboursée endéans le mois après le départ de l'enfant, si l'ensemble des factures ont été payées.

#### **Inscription définitive :**

L'inscription devient définitive quand les parents ont confirmé la naissance de leur enfant dans le mois de celle-ci, et ont versé le montant de l'avance forfaitaire.

Documents à remettre à l'admission (soit le jour de l'entrée en crèche de votre enfant)  
-un contrat d'accueil rempli par les parties.



- une première fiche mensuelle de présence.
- une fiche de renseignements généraux complétés.
- la preuve de paiement de la garantie.
- la composition de ménage.
- les photocopies des cartes d'identité des parents.
- formulaire de cession sur salaire.
- un certificat médical de bonne santé daté de 15 jours maximum avant l'entrée en structure d'accueil.

Documents à remettre dans le délai fixé par le milieu d'accueil et ce, au moyen d'un document écrit.

- une déclaration de revenu des parents.
- check-list de l'ONE.
- une attestation de l'employeur des parents.
- une fiche de salaire des parents, représentative du mois le plus proche de l'entrée de l'enfant en crèche.
- pour les parents indépendants, associés actifs, administrateurs délégués ou dirigeants d'entreprise : l'avertissement extrait de rôle le plus récent sera réclamé.

Lors de la visite à domicile, l'ensemble des documents est passé en revue par l'assistante sociale ou l'infirmière. Elle prendra le temps d'expliquer ceux-ci et de les compléter au besoin avec les parents.

## 2. Modalités d'inscription pour les enfants âgés de 6 mois et plus:

La demande ne peut être formulée que dans les 9 mois qui précèdent la date prévue de l'entrée de l'enfant en milieu d'accueil. La procédure de confirmation et d'inscription définitive est identique à celle des crèches et MCAE.

### **Les structures d'accueil au quotidien**

#### **Horaire**

Les milieux d'accueil sont ouverts du lundi au vendredi de 7h15 à 18h15, à l'exception de la MCAE qui est ouverte de 7h30 à 18h00.

Les périodes de fermeture annuelles sont les suivantes :

- Les congés scolaires de Noël /Nouvel-An.
- Trois semaines entre mi-juillet et mi-août.

La liste des congés est arrêtée chaque année par le Collège et est communiquée aux parents en début d'année.

Conformément à la réglementation, le milieu d'accueil reste ouvert au minimum 220 jours par an.

#### **Les repas :**

Les enfants prennent leur petit-déjeuner ou leurs premiers biberons à la maison. Ils dînent vers 11h et goûtent vers 15h. Pour toute arrivée au-delà de 11h00 et avant 12h00, un repas sera prévu et facturé.

*En cas de régime spécial, il est nécessaire d'en avvertir la responsable de la structure d'accueil avec un justificatif médical, celui-ci spécifiera les aliments à exclure. Le menu de la semaine est affiché dans le hall d'entrée.*

*La sieste :*

*Elle débute vers 12h et peut se terminer vers 14h30.*

*Il est préférable de ne pas venir récupérer ou d'amener l'enfant entre 12h et 14h afin de respecter son repos et celui du groupe. Ceci dans le souci du respect du rythme de l'enfant, comme vous pouvez le lire dans l'annexe 1 : projet pédagogique. Dans tous les cas, il est important de respecter les horaires tels que fixés par le contrat d'accueil.*

*L'accueil:*

*Les enfants seront accueillis dans le milieu d'accueil, après une période de familiarisation obligatoire. Celle-ci sera de minimum une semaine, mais peut se prolonger à la demande des parents ou des puéricultrices si nécessaire. Elle commence par des entretiens entre les puéricultrices et le parent accompagné de l'enfant. Ensuite, progressivement, l'enfant sera accueilli pendant des périodes de plus en plus longues sans la présence des parents. L'adaptation sera payante à partir du moment où le parent confiera son enfant aux puéricultrices (soit le plus souvent, à partir du troisième jour de fréquentation du milieu d'accueil).*

*Les enfants seront accueillis entre 7h15 et 9h et de 7h30 à 9h à la MCAE. Il est important de respecter l'horaire pour le bien-être des enfants accueillis, pour le respect des enfants en activité, pour le nettoyage et pour la mise en route des repas. Dans tous les cas, il est important de respecter les horaires tels que fixés par le contrat d'accueil.*

*L'horaire de présence des enfants est défini par le contrat d'accueil et la fiche mensuelle de présence qui est à remettre avant le début de chaque mois.*

*A l'accueil, il sera aussi précisé qui viendra chercher l'enfant le soir au cas où ce ne seraient pas les parents. Les puéricultrices réclameront la carte d'identité de la personne prévue pour venir chercher l'enfant. Aucun enfant ne sera remis à une personne de moins de 16 ans.*

#### ***Petites règles importantes***

*Les bijoux, tout objet pendant et accessoires sont interdits, pour des raisons de sécurité. En ce qui concerne les activités, nous vivons en fonction du rythme et des besoins des enfants.*

#### ***Photographe***

*Un photographe vient dans le courant de l'année photographier les enfants. Ces photos sont disponibles moyennant un paiement par bancontact dans chaque structure. Durant son parcours à la crèche, l'enfant sera amené à être pris en photo lors de diverses activités. Si vous ne souhaitez pas que votre enfant soit photographié, nous vous demandons de le stipuler au moyen de l'annexe 4.*

#### ***Contrat d'accueil et fiche de présence***

*Le milieu d'accueil et les parents concluent un contrat d'accueil et une fiche de présence*



déterminant les droits et obligations réciproques.

Ce contrat d'accueil, conforme au modèle de l'ONE, comprend au minimum les éléments suivants :

1. le volume habituel de présences durant une période de référence pouvant varier, en fonction des impératifs des parents, d'une semaine à trois mois ;
2. le volume annuel des absences de l'enfant, les périodes escomptées durant lesquelles ces absences seraient prévues et les modalités de confirmation des dites absences ;
3. les dates de fermeture de la crèche ;
4. la validité du contrat d'accueil et l'horaire d'accueil théorique.

Le contrat d'accueil pourra être revu, à la demande des parents, avec la responsable. Si un horaire partiel est accordé, les jours fixés avec la responsable ne pourront être changés qu'avec son accord.

Hormis les dérogations acceptées de commun accord, les refus de prise en charge de l'enfant pour raison de santé communautaire et les cas de force majeure et circonstances exceptionnelles (arrêté du 24 avril 2004), les parents respectent le volume habituel de présences, dont la facturation est établie conformément à la planification prévue.

Fréquentation minimale : au vu de la réalisation du projet pédagogique et dans l'intérêt de l'adaptation de l'enfant, nous imposons une fréquentation minimale de 12 présences mensuelles, hors les périodes de congé annoncées par les parents.

Départ anticipé : il est demandé aux parents d'informer par courrier (simple lettre à la responsable) d'un départ anticipé de l'enfant au moins un mois à l'avance (soit 30 jours avant la date du départ de l'enfant), sauf cas de force majeure justifiant le retrait immédiat de l'enfant.

A défaut, un mois de préavis sera facturé selon le contrat d'accueil.

Entrée à l'école : Aux 2 ans de l'enfant, il est proposé aux parents de remplir l'annexe 8 relatif à l'entrée à l'école maternelle. Celui-ci devra être complété au plus tard, 30 jours ouvrables avant son entrée à l'école.

#### **Aspect financier :**

##### **Participation financière des parents:**

La participation financière des parents (PFP) est calculée annuellement selon les revenus mensuels nets cumulés des parents, conformément à l'arrêté du 27/2/2003 et à la circulaire de l'ONE en fixant les modalités d'application.

A dater de l'admission de l'enfant dans le milieu d'accueil ou d'une révision barémique, les parents disposent d'un délai établis entre le parent et le milieu d'accueil, pour produire tous les renseignements utiles à la constitution du dossier administratif. Passé ce délai, le tarif maximum pourra être appliqué, et ce, sans effet rétroactif.

La révision barémique s'effectue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Le nouveau barème est calculé selon les instructions de l'ONE.

*Toute modification significative de la situation sociale et/ou financière du ménage (changement d'employeur, changement de prestations, nouvelle(s) naissance(s), famille(s) recomposée(s), promotion(s),...) doit être signalée au travailleur social du milieu d'accueil dans un délai de quinze jours suivant sa survenance. Cette déclaration entraîne une adaptation de la PFP à partir du mois suivant celle-ci, pour autant que les documents nécessaires soient fournis dans les délais.*

*La PFP couvre tous les frais de séjour, à l'exception des langes, aliments de régime et les vêtements.*

*Les demi-journées (maximum 5h) sont comptabilisées à 60% de la PFP normalement due.*

*Lorsque 2 enfants d'une même famille sont pris simultanément en charge par un milieu d'accueil agréé et pour tout enfant appartenant à une famille d'au moins trois enfants, la PFP due pour chaque enfant est réduite à 70%. Tout enfant porteur d'un handicap compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie du ménage.*

*Les journées de présence, effectives ou assimilées comme telles en cas d'absence ne donnant pas lieu à l'exonération de la contribution financière, sont facturées conformément au volume habituel de présences et au contrat d'accueil.*

*Par contre, les absences de l'enfant résultant de dérogations, du refus de prise en charge ou de cas de force majeure tels que précisés dans l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux cas de force majeure et circonstances exceptionnelles visés à l'article 71 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, ne donnent pas lieu à la perception de la PFP.*

*En ce qui concerne le chômage économique, un document probant autre que l'attestation de l'employeur est autorisé.*

*Les parents reçoivent en fin de mois une invitation à payer reprenant le nombre de jours de présence, le tarif journalier, ...*

*Tout paiement se fera uniquement par voie de virement avec la communication structurée sur le compte de l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe ouvert à cet effet.*

*En cas d'absence imprévue, le milieu d'accueil doit être averti le plus tôt possible et au plus tard avant 9h. A défaut, la journée sera facturée. Le parent s'engage également à avertir de la durée de l'absence.*

*Les certificats médicaux couvrant les absences imprévues des enfants doivent être fournis par les parents lors de la réintégration de celui-ci dans le milieu d'accueil. A défaut, l'enfant ne pourra être accueilli. La crèche demande aux parents les justificatifs des autres absences, telles que celles liées aux conditions d'emploi des parents, aux raisons de santé sans certificats médicaux et toutes autres raisons (congés de circonstances, grève des transports en commun, maladie des parents ou toute autre raison). Ces justificatifs devront être fournis par les parents avant la fin du mois concerné.*



**Assurance :**

*Le milieu d'accueil agréé a contracté toutes les assurances requises, notamment en matière de fonctionnement et d'infrastructure.*

*Les enfants sont couverts, pendant leur présence dans la crèche, par l'assurance responsabilité civile du milieu d'accueil.*

*Cette responsabilité ne peut toutefois être invoquée que dans la mesure où le dommage subi par l'enfant est la conséquence d'une faute ou négligence de la crèche.*

**Déductibilité des frais de garde :**

*Conformément à l'article 113 du code des impôts sur les revenus, les parents peuvent obtenir une réduction d'impôt sur base des frais de garde pour les enfants fréquentant la crèche. Pour ce faire, la crèche remettra en temps utile, l'attestation fiscale selon le modèle déterminé par le SPF Finances.*

*Le contenu de cette disposition est modifiable selon l'évolution de la législation en la matière.*

**Sanctions :**

*En cas de non-paiement de la PFP ou en cas de non-respect des dispositions obligatoires reprises dans ce présent règlement, l'enfant, après enquête sociale et mise en demeure envoyée par recommandé, pourra se voir exclure du milieu d'accueil. Le recouvrement et la gestion des contentieux en matière de paiement s'effectueront conformément au règlement général communal relatif au recouvrement et au contentieux en matière de redevances.*

**Avance forfaitaire :**

*Le versement d'une avance forfaitaire est destiné à garantir la bonne exécution des obligations parentales. Au moment de la confirmation par les parents de leur demande initiale d'inscription, l'avance forfaitaire, correspondant au maximum à un mois d'accueil, tel que calculée en fonction de la fréquentation prévue et de la contribution financière déterminée sur la base des revenus du ménage, est demandée par le milieu d'accueil. L'inscription ferme de l'enfant devient définitive au versement de cette avance forfaitaire.*

*Elle est restituée, endéans un délai d'un mois, à la fin de l'accueil si toutes les obligations ont été exécutées ou si l'entrée de l'enfant n'a pu avoir lieu dans les cas de force majeure suivants :*

- *santé de l'enfant ou des parents ;*
- *déménagement des parents ;*
- *perte d'emploi de l'un des parents.*

**Aspect santé****Surveillance médicale :**

*Remarque : les dispositions ci-dessous doivent être adaptées en fonction de la tranche d'âge concernée.*

*Conformément à la législation, tous les enfants accueillis dans les structures d'accueil sont soumis à une surveillance de la santé qui comprend 4 examens médicaux*

*obligatoires : à l'entrée, vers 9 et 18 mois et à la sortie. Deux examens facultatifs peuvent être réalisés 1 à 2 mois après l'entrée et entre 12 et 15 mois. Les examens sont réalisés par le médecin du milieu d'accueil désigné par le Conseil communal sur proposition de l'ONE. Cette surveillance ne concerne que la santé globale de l'enfant et les relations entre la santé et la vie dans le milieu d'accueil. En cas de problème rapporté ou observé dans le milieu d'accueil, le médecin peut réaliser un examen supplémentaire. Les résultats des différents examens de santé seront communiqués via le carnet de santé de l'enfant.*

*Le médecin du milieu d'accueil doit disposer d'informations suffisantes et régulières sur la santé globale de l'enfant au travers du carnet de santé. Le carnet de santé est un outil de liaison entre les différents professionnels médicaux et paramédicaux. A ce titre, il doit accompagner l'enfant dans le milieu d'accueil au moment des examens médicaux ou à la demande du médecin.*

### ***Suivi préventif de l'enfant :***

*En dehors des contacts avec le médecin pour soigner les maladies, un suivi médical régulier de l'enfant est nécessaire pour les vaccinations, les dépistages, le suivi du développement et de la croissance, les différents conseils et informations en matière de santé et d'alimentation.*

*Conformément à la législation, le milieu d'accueil doit veiller à ce qu'un suivi préventif des enfants soit assuré. Les parents sont invités à désigner dans l'annexe 6, le médecin ou la consultation ONE qu'ils ont choisi(e) pour ce faire. A tout moment, ils peuvent modifier leur choix et communiquent le changement à l'infirmière de la structure d'accueil.*

*Si le personnel de la structure d'accueil a des inquiétudes relatives à la santé ou au développement de l'enfant, les parents sont invités à consulter leur médecin et à communiquer par écrit du médecin au milieu d'accueil les recommandations et informations utiles. Si de telles inquiétudes persistent ou que le suivi préventif extérieur n'est pas réalisé, l'opportunité d'effectuer un suivi préventif régulier au sein du milieu d'accueil sera rediscutée.*

- *Un certificat médical d'entrée attestant l'absence de danger pour la santé des autres enfants et indiquant les vaccinations subies, est remis à la crèche au début de l'accueil au plus tard.*
- *Un enfant qui a été malade au moins 48h consécutives, ne pourra réintégrer le milieu d'accueil qu'avec un certificat médical.*
- *Tout traitement médical ne pourra être administré que sur base d'un certificat médical. Les médicaments sont fournis par les parents sur prescription du médecin de leur choix. Cette prescription précisera : le nom du médicament, la fréquence et la posologie à administrer à l'enfant.*
- *Tout enfant devant recevoir des antibiotiques ne sera accepté que 24h après le début du traitement.*

*Les parents certifient avoir pris connaissance des dispositions médicales en vigueur et remplissent le talon (en annexe sur le document « surveillance médicale ») renseignant l'option choisie en ce qui concerne la réalisation du suivi préventif régulier et des*



vaccinations de leur enfant.

### **Vaccinations :**

*Selon la législation, les enfants fréquentant un milieu d'accueil doivent être vaccinés selon les recommandations de l'ONE.*

*Les vaccins obligatoires pour l'ONE sont ceux contre la poliomyélite, la diphtérie, la coqueluche, la méningite à haemophilus influenzae b, la rougeole, la rubéole, les oreillons. Les vaccins fortement recommandés sont ceux contre la méningite à méningocoques C et l'hépatite B.*

*Si les vaccins sont réalisés par le médecin du milieu d'accueil, les parents seront invités à signer une autorisation de vaccination.*

*L'état vaccinal de votre enfant sera contrôlé régulièrement, notamment à l'entrée, à 9 mois et 18 mois. L'enfant pourra être exclu du milieu d'accueil en cas de non-respect de cette obligation ou de retard important dans le calendrier vaccinal.*

*Si toutefois, le médecin de l'enfant estime un vaccin préconisé par l'ONE inopportun pour des raisons médicales propre à l'enfant, il en fait mention écrite. Le dossier sera ensuite examiné par le médecin de la crèche et le Conseiller Médical Pédiatre de l'ONE, afin de déterminer si l'enfant peut ou non, continuer à fréquenter la structure d'accueil.*

### **Maladies**

*Le médecin du milieu d'accueil n'intervient pas pour diagnostiquer, soigner ni surveiller l'évolution des maladies de votre enfant. Si l'enfant est malade, le parent consultera le médecin traitant habituel. Un certificat médical sera fourni au milieu d'accueil précisant si l'enfant peut ou non fréquenter la collectivité et reprenant, le cas échéant, le traitement qui doit lui être donné pendant son séjour dans le milieu d'accueil.*

*Aucun médicament ne sera administré sans attestation médicale, à l'exception du paracétamol en cas de fièvre. Si des symptômes de maladie apparaissent pendant les heures d'accueil, le parent en sera informé rapidement afin de prendre les dispositions nécessaires.*

*L'infirmière ou le médecin du milieu d'accueil prend toute mesure qu'il juge utile en cas de danger pour la collectivité et peut, dans ce cadre, demander des examens complémentaires pour protéger la collectivité (ex: prélèvement de gorge) ou demander de consulter rapidement le médecin traitant de l'enfant.*

*Le médecin décide des cas d'éviction selon les recommandations de l'ONE.*

### **Urgences**

*En cas d'urgence, le milieu d'accueil fera appel, selon les cas, au médecin traitant de l'enfant.*

### **ONE :**

#### **Contrôle périodique de l'ONE**

*Les agents de l'ONE sont chargés de procéder à une évaluation régulière des conditions d'accueil portant sur l'épanouissement physique, psychique et social des enfants, en tenant compte de l'attente des enfants.*

#### **Relations de l'ONE avec les parents :**

*Dans l'exercice de sa mission l'ONE considère les parents comme des partenaires.*

*Dans toutes les hypothèses susceptibles d'entraîner un retrait d'autorisation ou d'agrément, l'ONE procède à une enquête auprès des parents et les tient informés de toutes les décisions prises à cet égard."*

---

**Departement Welzijn - Kinderopvang - Huishoudelijk reglement van de Franstalige onthaalstructuren voor Kinderopvang van Sint-Agatha-Berchem**

---

20.06.2013/A/014 **Département du Bien-Etre - Enseignement maternel – Acceptation d'un matricule dormant « Ecole » de la commune de Libramont-Chevigny – Restructuration de l'enseignement communal maternel - Approbation**  
LE CONSEIL,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement;

Vu l'Arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire;

Vu la circulaire 2419 du 26 août 2008 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire;

Attendu que, conformément à l'Arrêté Royal susvisé, un Pouvoir Organisateur peut restructurer une ou plusieurs écoles existantes au 30 juin 1984;

Attendu que par restructuration, il faut entendre le transfert d'une implantation complète d'une école sous la direction d'une autre école du même pouvoir organisateur;

Considérant l'augmentation du nombre de classes maternelles sur le site Openveld, passant de 5 classes et 106 élèves en 2006 à 9 classes et +/- 220 élèves pour la rentrée 2013;

Attendu qu'il y a lieu d'améliorer la structure et le fonctionnement de l'enseignement communal;

Vu la possibilité de récupérer un numéro matricule "dormant" provenant d'un autre pouvoir organisateur afin d'octroyer à l'école maternelle Openveld un numéro de matricule permettant de la rendre autonome;

Attendu que la Commune de Libramont-Chevigny compte des matricules « Ecole » dormants;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe, en séance du 30 avril 2013, relative à l'accord de principe de la reprise d'un matricule dormant de Libramont-Chevigny;

Vu la décision du Conseil communal de Libramont-Chevigny du 15 mai 2013 de céder un matricule dormant « Ecole » à la Commune de Berchem-Sainte-Agathe;

Vu l'avis de la COPALOC du 12 juin 2013;

Vu l'avis du Conseil de Participation du 18 juin 2013;

ARRETE ce qui suit par 23 voix oui et 1 abstention (*Dupont*):

Article 1:

La cession d'un matricule dormant « Ecole » de Libramont-Chevigny à la Commune de Berchem Sainte Agathe, est acceptée.

Article 2:

Il est procédé à la restructuration de l'enseignement communal maternel comme suit, à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2014:



-école autonome maternelle Openveld (Rue Openveld 110) (FASE en demande à la Communauté française)

-école autonome maternelle : implantation Glycines (FASE 070/117) + implantation Sept Etoiles (FASE 070/116)

Article 3:

La présente délibération sera transmise à la Communauté française.

**Departement Welzijn - Franstalig kleuteronderwijs - Aanvaarding van een schoolnummer van de gemeente Libramont-Chevigny - Herstructurering van het Franstalig gemeentelijk kleuteronderwijs - Goedkeuring**

---

20.06.2013/A/015 **Departement Welzijn - Gemeentelijke Basisschool - Keuze van schoolnaam en wijziging van het officieel adres van de basisschool - Goedkeuring**  
DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, art.123;

Gelet op het feit dat de gemeentelijke Basisschool tot op heden geen naam heeft;

Gezien na overleg met het schoolteam beslist werd om volgende schoolnaam voor te stellen:

"De knapzak" - ondertitel "boordevol talent";

Ovewegende dat de motivatie voor deze schoolnaam de volgende is: "We gaan met onze leerlingen op stap elk met zijn talenten en mogelijkheden. Iedereen is KNAP (rekenknap, tekenknap, talenknap, beweegknap, natuurknap, muzieknep,...) en de leerkrachten stimuleren het ontwikkelen van deze verschillende talenten bij onze leerlingen!"

Gelet op de herstructurering van de gemeentelijke Basisschool die voorzien is op 1 september 2013, waardoor in de vleugel Soldatenstraat van het schoolgebouw op het Koning Boudewijnplein 6 klassen lager onderwijs, 6 kleuterklassen evenals het secretariaat en de directie gevestigd zijn;

Gezien het officieel adres van de school momenteel Koning Boudewijnplein 3 is, maar dat de personen die zich daar aanmelden (ouders, bezoekers) terechtkomen op het secretariaat van de Franstalige school en ze voor het Nederlandstalig onderwijs vervolgens langs buiten doorgestuurd worden naar de ingang Soldatenstraat;

Gezien er een officiële tweede ingang van het schoolgebouw is in de Soldatenstraat 19, waar ook een systeem van parlofonie is geïnstalleerd met communicatie naar het secretariaat van de gemeentelijke basisschool;

**BESLUIT** wat volgt met 23 jastemmen en 1 onthouding (*Dupont*): Artikel 1:

Vanaf schooljaar 2013-2014 zal de gemeentelijke basisschool van Sint-Agatha-Berchem de schoolnaam "De knapzak" dragen. Artikel 2:

Het schooladres van de gemeentelijke basisschool van Sint-Agatha-Berchem zal gewijzigd worden van het Koning Boudewijnplein 3 naar de Soldatenstraat 19. Dit adres zal vermeld worden op alle communicatie die voor de ouders is bestemd en zal ook gecommuniceerd worden naar het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap - Departement Onderwijs voor de inschrijvingen. Alle officiële briefwisseling ter attentie van de Inrichtende macht zal blijven toegestuurd worden naar de Koning Albertlaan 33.

**Département du Bien-Etre - Ecole communale fondamentale néerlandophone - Choix du nom d'école et changement de l'adresse officielle de l'école fondamentale néerlandophone - Approbation**

---

20.06.2013/A/016 **Departement Welzijn - Nederlandstalig onderwijs - Herstructurering van de gemeentelijke basisschool - Bekrachtiging van de Collegebeslissing van 30 april 2013**  
DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 en aanvullingen, tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving (Schoolpactwet) artikel 28,§1, 1°, 2° en 4°;

Gelet op de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het decreet van 27.03.91 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding artikelen 19, 37bis§1, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 43bis en 43ter;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25.02.1997 artikelen 73§1, 1°, 2° en 6°, 127, 129 en 130§2,108bis, 109, 110;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 17.06.1997 betreffende de personeelsformatie in het gewoon basisonderwijs hoofdstuk II;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 25.06.2004 tot vaststelling en indeling van de ambten in de instellingen van het gewoon basisonderwijs artikelen 2 en 10;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 17.06.1997 betreffende de programmatie- en de rationalisatienormen in het gewoon basisonderwijs. (B.S. 19.07.1997) (website edulex);

Gelet op de omzendbrief bao/97/9: Programmatie en rationalisatie in het Gewoon Basisonderwijs - punt 2;

Gezien het Gemeentebestuur de 3 kleuterklassen van de Zevensterrenschool (Poolsterstraat 11) wenst te verhuizen naar de hoofdschool op het Koning Boudewijnplein 3 vanaf schooljaar 2013-2014;

Gelet op de beslissing van het College van 30 april 2013 betreffende de herstructurering van de gemeentelijke Basisschool van Sint-Agatha-Berchem met instellingsnummer 4168 met ingang van 1 september 2013: sluiten van een vestigingsplaats voor kleuters gelegen Poolsterstraat 11 met behoud van de 3 klassen die verhuizen naar de hoofdschool met hetzelfde instellingsnummer 4168 op het Koning Boudewijnplein 3 te 1082 Sint-Agatha-Berchem;

Gelet op het verplicht advies van de schoolraad dd. 30 april 2013;

Gelet op het protocol van akkoord van 17 mei 2013 van het Afzonderlijk Bijzonder Onderhandelingscomité;

**BESLUIT** wat volgt met 16 jastemmen, 2 neenstemmen (*Dupont, Stassen*) en 6 onthoudingen (*Ghilbert, Metioui-Amanzou, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Lambot*):

**Artikel 1:**

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 april 2013 betreffende de herstructurering van de gemeentelijke Basisschool van Sint-Agatha-Berchem met instellingsnummer 4168 met ingang van 1 september 2013: sluiten van een vestigingsplaats voor kleuters gelegen Poolsterstraat 11 met behoud van de 3 klassen die verhuizen naar de hoofdschool met hetzelfde instellingsnummer 4168 op het Koning



Boudewijnplein 3 te 1082 Sint-Agatha-Berchem, wordt bekrachtigd.

**Département du Bien-Etre - Enseignement néerlandophone - Restructuration de l'école communale fondamentale néerlandophone - Ratification de la décision du Collège du 30 avril 2013**

20.06.2013/A/017 **Departement Welzijn – Academie voor Muziek en Woord – Filiaalovereenkomst Deeltijds Kunstonderwijs tussen de gemeenten Sint-Agatha-Berchem en Dilbeek DE RAAD,**

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet Onderwijs II van 31 juli 1990 betreffende het deeltijds kunstonderwijs, meer bepaald artikel 91;

Gelet op het feit dat op 17 juli 1969 door de toenmalige gemeente Groot-Bijgaarden (nu Dilbeek) een verzoekschrift werd ingediend om aan de Muziekacademie van Sint-Agatha-Berchem te vragen muziekonderwijs te organiseren op haar grondgebied;

Gelet op het feit dat de Gemeenteraad van Sint-Agatha-Berchem hiermee heeft ingestemd op 20 november 1969;

Gelet op het feit dat er geen officiële bestaande overeenkomst meer ter beschikking is (enkel een afschrift daterend van 1971) en dat op vraag van de Onderwijsinspectie van het Vlaams Ministerie van Onderwijs (doorlichtingsverslag van 28 januari 2013) een nieuwe geactualiseerde overeenkomst dient opgemaakt te worden;

Gezien de Academie voor Muziek en Woord van Sint-Agatha-Berchem nog steeds een aantal cursussen aanbiedt die niet georganiseerd worden in de intussen opgerichte Muziekacademie van Dilbeek en dat het aantal leerlingen uit Groot-Dilbeek nog steeds ongeveer 30% bedraagt van het leerlingenaantal van de Academie voor Muziek en Woord van Sint-Agatha-Berchem;

Gezien de Gemeente Dilbeek derhalve nog steeds vragende partij is om een filiaal van de Academie op haar grondgebied te hebben en de filiaalovereenkomst van haar kant heeft goedgekeurd in de zitting van de Gemeenteraad van 28 mei 2013;

Gezien ook de noodzaak bestaat voor de Acadmie van Muziek en Woord om de lokalen in Groot-Bijgaarden te benutten gezien het toegekende lestijdenpakket en de beperkt beschikbare ruimte in de gemeenteschool op het Boudewijnplein; **BESLUIT** wat volgt met eenparigheid van stemmen: Artikel 1: De filiaalovereenkomst Deeltijds

Kunstonderwijs tussen de gemeenten Sint-Agatha-Berchem en Dilbeek wordt goedgekeurd als volgt: *"Filiaalovereenkomst Deeltijds Kunstonderwijs tussen de gemeenten Sint-Agatha-Berchem en Dilbeek Het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem,*

*vertegenwoordigd door Joël Riguelle, burgemeester en Philippe Rossignol, secretaris,*

*en*  
*het gemeentebestuur van Dilbeek,*

*vertegenwoordigd door Willy Segers, burgemeester en Marianne Vanden Houte, secretaris,*

*zijn overeengekomen om op het grondgebied van de gemeente Dilbeek, deelgemeente Groot-Bijgaarden, een filiaal verder te zetten van de gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord van het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem zoals bedoeld in artikel 91, 6° van het decreet betreffende het onderwijs - II van 31 juli 1990 en dit onder de volgende voorwaarden:*

*Art. 1 - Adres Het filiaal is gevestigd op het volgende adres: Gemeenteplein 2, 1702 Groot-Bijgaarden. Er worden 6 klaslokalen ter beschikking gesteld voor de studierichting Muziek en een secretariaatsruimte voor de administratief medewerker.*

*Art. 2 - Aanvang, duur, opzegmogelijkheid §1. Deze overeenkomst wordt aangegaan ingaand op 1 september 2013 en jaar na jaar stilzwijgend verlengd*

*§2. Deze overeenkomst kan jaarlijks worden beëindigd op 31 augustus. Dit gebeurt bij aangetekend schrijven door de ene partij aan de andere partij vóór 1 januari van het lopende schooljaar, of met het akkoord van beide gemeentebesturen.*

*Art. 3 - Administratief, pedagogisch §1. Het filiaal maakt integraal deel uit van en is pedagogisch en administratief afhankelijk van de gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord waarvan de hoofdinstelling gevestigd is op het volgende adres: Koning Boudewijnplein 3, 1082 Sint-Agatha-Berchem, met als inrichtende macht het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem.*

*§2. Het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem beslist derhalve welke graden en opties worden ingericht en hoe het urenpakket in het filiaal wordt aangewend binnen de vigerende regelgeving.*

*Art. 4 - Infrastructuur en werkingsmiddelen §1. Het gemeentebestuur van Dilbeek staat in voor: a. geschikte lokalen die beantwoorden aan de voorwaarden inzake hygiëne, veiligheid en woonbaarheid; Zoals bepaald in art. 1 gaat het over 6 klaslokalen en 1 secretariaatsruimte. b. de functionele inrichting van het filiaal, met oog voor een vlotte bereikbaarheid van straat of plein, parking en fietsenstalling; c. het onderhoud van de lokalen (wekelijkse reiniging) en het technisch onderhoud van het gebouw. d. de verwarming, verlichting, watervoorziening, en andere verbruikskosten; e. de telefoon- en internetverbinding; f. brandbeveiliging (pictogrammen, brandblusapparaten,...); g. de nodige verzekeringen tegen brand waarbij een afschrift van de betreffende polissen aan het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem wordt overgemaakt. §2. Het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem staat in voor: a. het gesubsidieerd en niet-gesubsidieerd personeel dat instaat voor de omkadering van de leerlingen; b. het nodige informaticamateriaal (computer, printer, fotokopieerapparaat); c. de schooluitrusting, kosten voor bureelbenodigdheden en het didactisch materiaal; d. EHBO-materiaal (afhankelijk van de opgerichte studierichting en in functie van de risicoanalyse door de preventieadviseur van Sint-Agatha-Berchem); §3. De roerende en onroerende goederen van het filiaal aangekocht door Dilbeek worden vervat in een inventaris (zie bijlage) en blijven eigendom van de gemeente Dilbeek. §4. De gemeente Dilbeek betaalt jaarlijks een forfaitaire bijdrage aan de gemeente Sint-Agatha-Berchem. Deze jaarlijkse bijdrage wordt vastgelegd op 15.000,00 euro en is gekoppeld aan de index handelsprijzen. De toe te passen index is diegene die geldig is op 1 januari van het referentiejaar.*

*Art. 5 - Verzekering*

*De verzekeringspolissen die het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem afsluit ten behoeve van de leerlingen en personeelsleden van de Academie, gelden eveneens voor de personeelsleden en leerlingen van het filiaal. Het gaat om een polis burgerlijke aansprakelijkheid voor het personeel en de leerlingen, een polis tegen lichamelijke ongevallen voor de leerlingen en desgevallend het niet-gesubsidieerd personeel en een verzekering rechtsbijstand voor het personeel van het filiaal. Het gemeentebestuur van*



*Sint-Agatha-Berchem neemt de kosten die normaal voortvloeien uit deze verplichtingen voor zijn rekening.*

*Art. 6*

*De bepalingen van onderhavige overeenkomst kunnen te allen tijde bij onderling akkoord en gemeenteraadsbeslissingen gewijzigd worden.*

*Aldus in dubbel opgesteld en goedgekeurd door beide partijen die elk een afschrift van deze overeenkomst hebben ontvangen."*

**Département du Bien-Etre - Académie de Musique et des Arts de la parole néerlandophone - "Filiaalovereenkomst Deeltijds Kunstonderwijs" entre les communes de Berchem-Sainte-Agathe et Dilbeek**

Le Bourgmestre suspend la séance à 23h20. La séance reprend à 23h30.

De Burgemeester schorst de zitting om 23u20. De zitting herneemt om 23u30.

*Fatiha Metioui-Amanzou quitte la séance / Fatiha Metioui-Amanzou verlaat de zitting*

*Patrice Jabeneau quitte la séance / Patrice Jabeneau verlaat de zitting*

---

20.06.2013/A/018 **Motion du 14.06.2013 de Monsieur Vincent LURQUIN, Conseiller communal, concernant le Réseau Express Bruxellois (REB)**  
LE CONSEIL,

Vu la motion de Monsieur Vincent LURQUIN, Conseiller communal, relative au Réseau Express Bruxellois (REB);

Vu que les groupes LBR et MR ont déposé un amendement à la motion de Monsieur Lurquin;

Considérant qu'après une interruption de séance de 23h55 à minuit, il est décidé de voter uniquement sur la motion de Monsieur Lurquin.

REJETTE par 16 voix non (*Riguelle, Colot, Vander Mynsbrugge, Riga, Vande Weyer, Tempelhof, Vanden Bremt, Decabooter, Kunsch, De Buck, Dubocage, Chibani, Diop, Bruyninckx, Migeotte, Stassen*), 5 oui (*Ghilbert, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Lambot*) et 2 abstentions (*Dupont, Demullier*) la motion ci-dessous de Monsieur LURQUIN, Conseiller communal, relative au Réseau Express Bruxellois (REB).

*"Considérant les demandes du Gouvernement bruxellois formulées dans le cadre des discussions relatives au projet de plan d'investissement pluriannuel de la SNCB; Considérant que ces demandes visent notamment à assurer une desserte optimale intrabrugeoise dans le cadre de la future exploitation du Réseau Express Bruxellois (RER);*

*Considérant que la mise en service du RER est régulièrement reportée;*

*Considérant que notre commune dispose d'une gare actuellement en service;*

*Considérant que ces lignes offrent potentiellement des liaisons directes et rapides vers le Quartier européen, les ZIR Delta (site du futur CHIREC) et Josaphat, Schaerbeek, le centre ville, les grandes gares bruxelloises et une meilleure accessibilité au Nord Ouest de la Région;*

*Considérant que l'offre actuelle de transport public (STIB, TEC, De Lijn) ne permet pas à ce jour de telles liaisons rapides;*

*Considérant la congestion automobile de nombreuses voiries, spécialement aux heures de pointe;*

*Considérant dès lors la nécessité de développer rapidement une offre complémentaire performante de transport public;*

*Considérant que le potentiel d'infrastructures ferroviaires (gares et voies) demeure largement sous exploité: fréquences faibles en journée et absence de desserte en soirée et le week-end;*

*Considérant que le déploiement d'un réseau express bruxellois (REB), reliant entre elles, de façon cadencée, un maximum de gares bruxelloises pourrait intervenir à court terme et offrirait une solution qualitative de transport public;*

*Considérant que les infrastructures de 4 voies sur L25 (vers Malines), L36 (vers Louvain) et L96 (vers Halle) sont disponibles dès à présent;*

*Considérant que les mises à 4 voies des L60 (vers Termonde), L50a (vers Alost) et L161 (vers Ottignies) sont presque achevées;*

*Le Conseil communal de Berchem-Sainte-Agathe:*

*- marque son soutien au déploiement d'un réseau express bruxellois (REB) offrant une desserte régulière (toutes les 15 minutes) et étendue (également en soirée et le week-end) de la gare de Berchem-Sainte-Agathe;*

*- demande au collège de revendiquer auprès du Gouvernement Fédéral:*

*- de garantir la mise en oeuvre de l'offre RER assurant une cadence tous les 15 minutes dès à présent sur les infrastructures disponibles à 4 voies (L25, L36, L96);*

*- de garantir la mise en oeuvre de l'ensemble de l'offre RER au plus tard pour 2018;*

*- d'inscrire la mise en service de ce REB dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement 2013-2025 de la SNCB."*

---

**Motie van 14.06.2013 van Mijnheer Vincent LURQUIN, Gemeenteraadslid, betreffende het Brussels Expres Net**

DE RAAD,

Gezien de motie van Mijnheer Vincent LURQUIN, Gemeenteraadslid, met betrekking tot het Brussels Expres Net;

Gezien de groepen LBR en MR een amendement hebben ingediend op de motie van Mijnheer Lurquin;

Overwegende dat na een onderbreking van de zitting van 23u55 tot middernacht, er beslist werd enkel op de motie van Mijnheer Lurquin te stemmen.

VERWERPT met 16 neenstemmen (*Riguelle, Colot, Vander Mynsbrugge, Riga, Vande Weyer, Tempelhof, Vanden Bremt, Decabooter, Kunsch, De Buck, Dubocage, Chibani, Diop, Bruyninckx, Migeotte, Stassen*), 5 jastemmen (*Ghilbert, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Lambot*) en 2 onthoudingen (*Dupont, Demullier*) de motie hieronder van Mijnheer LURQUIN, Gemeenteraadslid, met betrekking tot het Brussels Expres Net.

*"Considérant les demandes du Gouvernement bruxellois formulées dans le cadre des discussions relatives au projet de plan d'investissement pluriannuel de la SNCB;*

*Considérant que ces demandes visent notamment à assurer une desserte optimale intrabruxelloise dans le cadre de la future exploitation du Réseau Express Bruxellois (RER);*

*Considérant que la mise en service du RER est régulièrement reportée;*

L



*Considérant que notre commune dispose d'une gare actuellement en service;*  
*Considérant que ces lignes offrent potentiellement des liaisons directes et rapides vers le Quartier européen, les ZIR Delta (site du futur CHIREC) et Josaphat, Schaerbeek, le centre ville, les grandes gares bruxelloises et une meilleure accessibilité au Nord Ouest de la Région;*  
*Considérant que l'offre actuelle de transport public (STIB, TEC, De Lijn) ne permet pas à ce jour de telles liaisons rapides;*  
*Considérant la congestion automobile de nombreuses voiries, spécialement aux heures de pointe;*  
*Considérant dès lors la nécessité de développer rapidement une offre complémentaire performante de transport public;*  
*Considérant que le potentiel d'infrastructures ferroviaires (gares et voies) demeure largement sous exploité: fréquences faibles en journée et absence de desserte en soirée et le week-end;*  
*Considérant que le déploiement d'un réseau express bruxellois (REB), reliant entre elles, de façon cadencée, un maximum de gares bruxelloises pourrait intervenir à court terme et offrirait une solution qualitative de transport public;*  
*Considérant que les infrastructures de 4 voies sur L25 (vers Malines), L36 (vers Louvain) et L96 (vers Halle) sont disponibles dès à présent;*  
*Considérant que les mises à 4 voies des L60 (vers Termonde), L50a (vers Alost) et L161 (vers Ottignies) sont presque achevées;*  
*Le Conseil communal de Berchem-Sainte-Agathe:*  
*- marque son soutien au déploiement d'un réseau express bruxellois (REB) offrant une desserte régulière (toutes les 15 minutes) et étendue (également en soirée et le week-end) de la gare de Berchem-Sainte-Agathe;*  
*- demande au collège de revendiquer auprès du Gouvernement Fédéral:*  
*- de garantir la mise en oeuvre de l'offre RER assurant une cadence tous les 15 minutes dès à présent sur les infrastructures disponibles à 4 voies (L25, L36, L96);*  
*- de garantir la mise en oeuvre de l'ensemble de l'offre RER au plus tard pour 2018;*  
*- d'inscrire la mise en service de ce REB dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement 2013-2025 de la SNCB."*

---

**20.06.2013/A/019 Courriel du 14.06.2013 de Monsieur Luc DEMULLIER, Madame Katia VAN DEN BROUCKE et Madame Valérie LAMBOT, Conseillers communaux, concernant l'organisation d'un "bal communal" à partir de 2014**

Le Conseil communal rejette par 17 voix non (*Riguelle, Colot, Vander Mynsbrugge, Riga, Vande Weyer, Tempelhof, Vanden Bremt, Dupont, Decabooter, Kunsch, De Buck, Dubocage, Chibani, Diop, Bruyninckx, Migeotte, Stassen*) et 6 voix oui (*Ghilbert, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Lambot*) la proposition de Monsieur Luc DEMULLIER, Madame Katia VAN DEN BROUCKE et Madame Valérie LAMBOT, Conseillers communaux, relative à l'organisation d'un "bal communal" à partir de 2014;

*"Organisation du Bal Communal – Autorisation de mettre à disposition du personnel communal et du matériel communal pour la préparation du Bal Communal – Création d'une asbl communale dont l'objectif est l'organisation d'un Bal Communal*

LE CONSEIL,



*Vu la Nouvelle Loi Communale;*

*Attendu que les années précédentes les chefs de groupe du Conseil communal ont été invités à désigner des représentants du Conseil communal dans le comité organisateur du Bal du Bourgemestre et que l'organisation est par conséquent une emanation du Conseil communal;*

*Vu le renouvellement intégrale du Conseil communal le 1er décembre 2012;*

*ARRETE ce qui suit:*

*Article 1*

*Le Conseil communal créera un comité organisateur pour organiser à partir de 2014 annuellement un „Bal Communal”.*

*Article 2 L'affectation de personnel communal pour la préparation pratique du Bal ainsi que la mise à disposition de la salle des fêtes communale et autre matériel communal nécessaire sont autorisées.*

*Article 3 Le Collège du Bourgemestre et Echevins est chargé de la préparation de la création d'une asbl communale dont l'objectif est l'organisation d'un „Bal Communal” à des fins strictement caritatives et de soutien financier à des projets sociaux."*

---

**E-mail van 14.06.2013 van Mijnheer Luc DEMULLIER, Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE en Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadsleden, betreffende de organisatie vanaf 2014 van een "gemeentebal"**

De Gemeenteraad verwerpt met 17 neenstemmen (*Riguelle, Colot, Vander Mynsbrugge, Riga, Vande Weyer, Tempelhof, Vanden Bremt, Dupont, Decabooter, Kunsch, De Buck, Dubocage, Chibani, Diop, Bruyninckx, Migeotte, Stassen*) en 6 jastemmen (*Ghilbert, Demullier, Lurquin, Polet, Van Den Broucke, Lambot*) het voorstel van Mijnheer Luc DEMULLIER, Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE en Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadsleden, met betrekking tot de organisatie van een "gemeentebal" vanaf 2014;

*"Organisatie van het Gemeentebal – Toelating om gemeentepersoneel en materiaal ter beschikking te stellen ter voorbereiding van het Bal – Oprichting van een gemeentelijke vzw die als doel heeft een Gemeentebal te organiseren*

**DE RAAD,**

*Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;*


*Gezien de voorbije jaren de fractieleiders van de Gemeenteraad werden uitgenodigd om vertegenwoordigers van de Gemeenteraad aan te duiden in het organisatiecomité van het Bal van de Burgemeester en de organisatie zodoende een emanatie is van de Gemeenteraad;*

*Gezien de algemene vernieuwing van de Gemeenteraad op 1 december 2012;*

**BESLUIT** wat volgt:

**Artikel 1**

*De Gemeenteraad zal een organisatiecomité installeren om vanaf 2014 jaarlijks een „Gemeentebal" te organiseren.*





## Artikel 2

*Toelating wordt gegeven om gemeentepersoneel in te zetten voor de praktische voorbereiding van het Gemeentebal en het ter beschikking stellen van de gemeentelijke feestzaal en ander benodigd materiaal van de Gemeente.*

## Artikel 3

*Het College van Burgemeester en Schepenen wordt gelast met het voorbereiden van de oprichting van een gemeentelijke vzw die als doel heeft een „Gemeentebal” te organiseren met het strikte doel caritatieve doeleinden en sociale projecten financieel te ondersteunen.”*

---

20.06.2013/A/020 **Interpellation du 14.06.2013 de Madame Katia VAN DEN BROUCKE, Conseillère communale, concernant les initiatives pour stimuler les modes de déplacements actifs**  
Le Conseil communal prend connaissance de l'interpellation de Madame Katia VAN DEN BROUCKE, Conseillère communale, concernant les initiatives pour stimuler les modes de déplacements actifs.

*"Interpellatie van Katia Van den Broucke, gemeenteraadslid Ecolo-Groen aan het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de initiatieven om de actieve verplaatsingsmodi te stimuleren.*

*Mobiliteit heeft een directe impact op onze levenskwaliteit. Ze geeft vorm aan de openbare ruimte en de stadsinrichting, ze beïnvloedt de kwaliteit van het leefmilieu. Iedereen streeft naar een aangenaam en kwalitatief levenskader in onze gemeente. Dit kan op verschillende manieren bekomen worden. Op vlak van mobiliteit is een belangrijk element hierbij de autodruk sterk doen afnemen. Om deze autodruk te doen afnemen moeten we tot een mentaliteitswijziging komen, we zien immers nog al te vaak dat de wagen genomen wordt voor bijzonder korte verplaatsingen die even goed, en zelfs sneller kunnen gebeuren te voet of met de fiets. Afstanden van minder dan 1km worden nog voor 17,2% met de auto gedaan, en voor afstanden van minder dan 5km worden deze voor 51,2% door auto's gedaan (BELDAM 2010) Afstanden die dus te voet of met de fiets zouden afgelegd kunnen worden.*

*Het Gewest ondersteunt gemeenten en de acties die zij ondernemen om zich in te zetten voor een duurzame mobiliteit.*

*Enkele acties waarvoor subsidies kunnen gekregen worden zijn*

- *Het aanleggen van Fietsparkeerplaatsen*
- *Voetgangersrangen*
- *Mobiliteitsdorp tijdens de Week van Vervoering (september)*

*Er kan eveneens een cofinanciering aangevraagd worden voor de acties van het gemeentelijk Mobiliteitsplan en er worden diensten ter beschikking gesteld van de gemeenten:*

- *voor het opstellen van een gemeentelijk fietsplan;*
- *voor het opstellen van een gemeentelijk voetgangersplan;*
- *voor het opleiden van personen binnen de gemeentelijke administratie voor het Fietsbrevet*
- *voor de overeenkomst betreffende een centrale opslagplaats voor gevonden fietsen*
- *... Graag had ik vernomen welke projecten voor ondersteuning ingediend werden bij het Gewest en welke ook effectief werden ondersteund. Hoe werd de keuze gemaakt*

*om voor bepaalde projecten wel en voor andere geen aanvraag in te dienen?"*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Le 01.02.2013, l'Administration communale recevait un courrier du Secrétaire d'Etat à la mobilité de la Région de Bruxelles-Capitale du proposant aux communes un soutien régional pour des actions menées par les communes en matière de mobilité. Notons qu'une condition d'accès pour l'assistance de la Région était que la commune demanderesse dispose d'un PCM approuvé par la Région. Celui de Berchem a été adopté par le Conseil Communal du mois de février 2012.*

*En séance du 16.04.2013, le Collège des Bourgmestres et Echevins marquait son intérêt pour les interventions suivantes (voir à ce sujet la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 16.04.2013 en annexe à la présente):*

- *Le subventionnement de places de stationnement vélos (60 à 80% avec un maximum de € 15.000,00)*
- *Le service mis à la disposition de la commune en vue de la réalisation d'un audit de la politique cyclable communale (Bypad) et l'aide à la rédaction d'un Plan Vélo Communal (6 communes par ans)*
- *Le service mis à la disposition de la commune en vue de l'établissement d'un cadastre des servitudes, impasses, venelles et chemins de terre de la Région et projet-pilote de validation citoyenne*

*Les autres propositions de la Région présentaient moins d'intérêt pour la commune : Citons parmi d'autres :*

- *L'organisation de rangs scolaires. Cette problématique fait déjà l'objet d'une réflexion du département bien être pour la rentrée 2014-2015*
- *Un dépôt vélo. Une convention pour le dépôt des vélos retrouvés a déjà été approuvée par le conseil communal du 28.02.2013.*
- *La promotion du brevet cycliste. Ce brevet n'aura de sens que lorsque le réseau cyclable de la commune sera mieux développé. - La réalisation d'un audit piéton. La commune peut réaliser cela en interne."*


---

**Interpellatie van 14.06.2013 van Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE, Gemeenteraadslid, betreffende de initiatieven om de actieve verplaatsingsmodi te stimuleren**

De Gemeenteraad neemt kennis van de interpellatie van Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE, Gemeenteraadslid, betreffende de initiatieven om de actieve verplaatsingsmodi te stimuleren.

*"Interpellatie van Katia Van den Broucke, gemeenteraadslid Ecolo-Groen aan het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de initiatieven om de actieve verplaatsingsmodi te stimuleren.*

*Mobiliteit heeft een directe impact op onze levenskwaliteit. Ze geeft vorm aan de openbare ruimte en de stadsinrichting, ze beïnvloedt de kwaliteit van het leefmilieu. Iedereen streeft naar een aangenaam en kwalitatief levenskader in onze gemeente. Dit*





kan op verschillende manieren bekomen worden. Op vlak van mobiliteit is een belangrijk element hierbij de autodruk sterk doen afnemen. Om deze autodruk te doen afnemen moeten we tot een mentaliteitswijziging komen, we zien immers nog al te vaak dat de wagen genomen wordt voor bijzonder korte verplaatsingen die even goed, en zelfs sneller kunnen gebeuren te voet of met de fiets. Afstanden van minder dan 1km worden nog voor 17,2% met de auto gedaan, en voor afstanden van minder dan 5km worden deze voor 51,2% door auto's gedaan (BELDAM 2010) Afstanden die dus te voet of met de fiets zouden afgelegd kunnen worden.

Het Gewest ondersteunt gemeenten en de acties die zij ondernemen om zich in te zetten voor een duurzame mobiliteit.

Enkele acties waarvoor subsidies kunnen gekregen worden zijn

- Het aanleggen van Fietsparkeerplaatsen
- Voetgangersrangen
- Mobiliteitsdorp tijdens de Week van Vervoering (september)

Er kan eveneens een cofinanciering aangevraagd worden voor de acties van het gemeentelijk Mobiliteitsplan en er worden diensten ter beschikking gesteld van de gemeenten:

- voor het opstellen van een gemeentelijk fietsplan;
- voor het opstellen van een gemeentelijk voetgangersplan;
- voor het opleiden van personen binnen de gemeentelijke administratie voor het Fietsbrevet
- voor de overeenkomst betreffende een centrale opslagplaats voor gevonden fietsen
- ... Graag had ik vernomen welke projecten voor ondersteuning ingediend werden bij het Gewest en welke ook effectief werden ondersteund. Hoe werd de keuze gemaakt om voor bepaalde projecten wel en voor andere geen aanvraag in te dienen?"

Het College geeft volgend antwoord:

"Op 01.02.2013 ontving het Gemeentebestuur een schrijven van de Staatssecretaris voor mobiliteit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin wordt voorgesteld om gewestelijke steun toe te kennen aan gemeenten die acties in het vlak van de mobiliteit opzetten. Er dient te worden aangestipt dat, om voor gewestelijke ondersteuning in aanmerking te komen, de aanvragende gemeente een door het Gewest goedgekeurd Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP) moet kunnen voorleggen. Het GMP van Sint-Agatha-Berchem werd in de gemeenteraad van februari 2012 goedgekeurd.

In haar zitting van 16.04.2013 heeft het College van burgemeester en schepenen haar interesse betoont voor volgende tussenkomsten (zie ter zak de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 16.04.2013 in bijlage):

- De subsidiëring van fietsstallingen (0 tot 80% met een maximum van €15.000,00)
- De dienstverlening die ter beschikking van de gemeente wordt gesteld met het oog op een doorlichting van het gemeentelijke fietsbeleid (Bypad) en de steun voor het opstellen van een Gemeentelijk Fietsplan (6 gemeenten per jaar)
- De service die ter beschikking van de gemeente wordt gesteld met het oog op het opstellen van een kadaster van erfdiensbaarheden, doodlopende straten, steegjes en onverharde wegen binnen het Gewest en het proefproject voor goedkeuring door de

*burger*

*De overige voorstellen van het Gewest waren voor de gemeente van minder belang:*

*Een greep uit die voorstellen: - De organisatie van de schoolrijen. Deze problematiek wordt door de afdeling Welzijn al behandeld in het kader van de start van het schooljaar 2014-2015.*

*- Een fietsdepot. Er werd al een overeenkomst goedgekeurd in de gemeenteraad van 28.02.2013 rond het in bewaring geven van teruggevonden fietsen.*

*- Het promoten van het fietsbrevet. Een dergelijk brevet is pas zinvol wanneer het fietsnet van de gemeente intensiever zal zijn uitgerold. - Opzetten van een voetgangersaudit. De gemeente kan dit intern regelen."*

---

**20.06.2013/A/021 Interpellation du 14.06.2013 de Madame Katia VAN DEN BROUCKE, Conseillère communale, concernant les résultats et le suivi des différentes enquêtes auprès de la population**

Le Conseil communal prend connaissance de l'interpellation de Madame Katia VAN DEN BROUCKE, Conseillère communale, concernant les résultats et le suivi des différentes enquêtes auprès de la population.

*"Interpellatie van Katia Van den Broucke, gemeenteraadslid Ecolo-Groen aan het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de resultaten en de opvolging van de verschillende onderzoeken bij de bevolking*

*Graag had ik vernomen:*

- a) Wat de participatiegraad was bij deze onderzoeken?*
- b) Of er al besluiten getrokken zijn uit deze onderzoeken? Zo ja, dewelke? Zo niet, tegen wanneer mogen we de resultaten verwachten?*
- c) Op welke manier u deze resultaten zal terugkoppelen naar de bevolking en op welke manier u de bevolking wenst te integreren in het proces om nieuwe beleidslijnen uit te tekenen?*

*1. Bevraging van de Berchemse jeugd*

*a) De bevraging van de Berchemse jeugd van 12 tot 22 jaar gebeurde in de loop van de maanden maart en april 2013. De antwoorden die werden verzameld komen enerzijds uit de teruggestuurde vragenlijsten en anderzijds via bevraging van de jongeren op het terrein. Er werden 4 vrijwilligers ingezet om gedurende 2 weken op een aantal strategische plaatsen binnen de gemeente na schooltijd jongeren aan te spreken om op deze manier zo veel mogelijk vragenlijsten te verkrijgen.*

*In totaal reageerden 360 Franstalige jongeren en 62 Nederlandstalige.*

*b) Alle resultaten werden verzameld in de maand mei 2013 en er wordt momenteel een analyse van de gegevens uitgevoerd. De informatie die uit de enquête kan afgeleid worden zal voorgesteld worden tijdens de gemeenteraad van de maand september.*

*c) Naast de voorstelling aan de Gemeenteraad zullen de resultaten eveneens gepubliceerd worden in de Berchem News en op de gemeentelijke website. Er zal ook een infoavond georganiseerd worden voor de organisaties die zich inzetten voor jongeren*



*zodat deze gepaste acties kunnen ondernemen en zodat samenwerkingen kunnen opgestart worden.*

*De doelstelling van deze enquête was niet om te komen tot een participatief proces op het niveau van de bevolking maar wel om de behoeften en verwachtingen vast te leggen. In functie van de resultaten kunnen eventueel een aantal acties opgezet worden indien daarvoor interesse is (bv Consultatieve jeugdraad)*

## *2. Enquête van de bevolking en de handelaars op het veiligheidsgevoel in de gemeente van Sint-Agatha-Berchem*

*a) De enquête van de bevolking en de handelaars op het veiligheidsgevoel in de gemeente van Sint-Agatha-Berchem wordt uitgevoerd voor de lokale veiligheid diagnose door de subsidiërende instantie (RBC) gevraagd. Het doel is een kaart van de stad rond het thema van veiligheid te produceren en ook concrete acties inventariseren. De enquête over het veiligheidsgevoel van de inwoners en de handelaars van de gemeente wordt vanaf einde november 2012 tot maart 2013 inbegrepen uitgevoerd. Voor bewoners, werden 1397 enquêtes verzonden en 294 werden teruggestuurd (21% participatie) en handelaars, werden 241 enquêtes verzonden en 34 werden teruggestuurd. Om meer antwoorden te krijgen, hebben de gemeenschapswachten in de handelen het onderzoek herinneren en kregen zestig terug. Dus in totaal voor handelaars, werden 95 enquêtes op de 241 zendingen terug gekregen (39% participatie). Elke gevraagde persoon werd willekeurig op basis van het bevolkingsregister gekozen, alle leeftijdsgroepen zijn vertegenwoordigd (met uitzondering van mensen van minder dan 15 jaar oud).*

*b) De algemene resultaten werden tijdens de maanden april, mei en juni gecodeerd en de analyse van de resultaten is aan de gang. De prioriteiten die uit de enquête worden geleerd zullen tijdens een gemeenteraad worden gepresenteerd. c) Bovendien, zullen de resultaten in Berchem News en op de website van de gemeente gepubliceerd. De resultaten zullen ook aan de politie gemeld worden. De oorspronkelijke doelstelling van deze studie is de behoeften en verwachtingen van de bewoners en de handelaars te bepalen en in verband met de resultaten worden uitgevoerde acties georiënteerd."*

*Le Collège donne la réponse suivante:*

*"Concernant l'enquête menée par le service Jeunesse, celle-ci a été menée aux mois de mars et avril 2013 auprès de la population berchemoise âgée de 12 à 22 ans. La collecte des réponses s'est opérée d'une part via l'envoi du questionnaire à domicile et d'autre part via la collecte d'informations sur le terrain par 4 jeunes bénévoles. Ce processus a permis la récolte de 360 réponses du côté francophone et 62 réponses du côté néerlandophone.*

*L'analyse des résultats est actuellement en cours. Les conclusions de l'enquête seront présentés lors d'un conseil communal de la rentrée*

*En termes de publication, les résultats seront diffusés via le Berchem News et publiés sur le site internet de la commune. Une présentation sera également faite aux acteurs jeunesse de la commune afin qu'ils puissent développer des actions adéquates et que des*

*collaborations puissent émerger. L'objectif initial de cette enquête est de déterminer les besoins et les attentes des jeunes berchemois. Au vu des résultats, des actions mobilisant des jeunes berchemois pourront être mises en œuvre, comme par exemple le Conseil consultatif des jeunes par exemple).*

*Concernant l'enquête auprès de la population et auprès des commerçants situés sur la commune de Berchem-Sainte-Agathe sur le sentiment de sécurité, ce travail a été entrepris dans le cadre du Diagnostic Local de Sécurité (DLS) demandé par la Région. Le DLS consiste à réaliser une cartographie de la commune sur le thème de l'insécurité et de dégager des réflexions voire des actions concrètes en matière de sécurité.*

*L'enquête a été menée de fin novembre 2012 à mars 2013 compris. Pour les habitants, 1.397 questionnaires ont été envoyés et 294 nous ont été retournés (21% de taux de participation). Pour les commerçants, 241 questionnaires ont été envoyés et 34 nous ont été retournés. Pour augmenter le taux de réponse des commerçants, les gardiens de la paix sont passés dans les commerces pour rappeler l'enquête et en ont récupéré une soixantaine.*

*Pour ce qui concerne les résultats, l'analyse est actuellement en cours. Les résultats seront présentés lors d'un prochain conseil communal et diffusés dans le Berchem News ainsi que sur le site internet de la commune. Les résultats seront également communiqués à la police. L'objectif initial de cette enquête est bien de déterminer les besoins et les attentes des habitants et commerçants et au vu des résultats, des actions seront mises en place ou orientées en fonction des attentes."*

---

**Interpellatie van 14.06.2013 van Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE, Gemeenteraadslid, betreffende de resultaten en de opvolging van de verschillende onderzoeken bij de bevolking**

De Gemeenteraad neemt kennis van de interpellatie van Mevrouw Katia VAN DEN BROUCKE, Gemeenteraadslid, betreffende de resultaten en de opvolging van de verschillende onderzoeken bij de bevolking.

*"Interpellatie van Katia Van den Broucke, gemeenteraadslid Ecolo-Groen aan het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de resultaten en de opvolging van de verschillende onderzoeken bij de bevolking*

*Graag had ik vernomen:*

- a) Wat de participatiegraad was bij deze onderzoeken?*
- b) Of er al besluiten getrokken zijn uit deze onderzoeken? Zo ja, dewelke? Zo niet, tegen wanneer mogen we de resultaten verwachten?*
- c) Op welke manier u deze resultaten zal terugkoppelen naar de bevolking en op welke manier u de bevolking wenst te integreren in het proces om nieuwe beleidslijnen uit te tekenen?*

**1. Bevraging van de Berchemse jeugd**

- a) De bevraging van de Berchemse jeugd van 12 tot 22 jaar gebeurde in de loop van de maanden maart en april 2013. De antwoorden die werden verzameld komen enerzijds*



uit de teruggestuurde vragenlijsten en anderzijds via bevraging van de jongeren op het terrein. Er werden 4 vrijwilligers ingezet om gedurende 2 weken op een aantal strategische plaatsen binnen de gemeente na schooltijd jongeren aan te spreken om op deze manier zo veel mogelijk vragenlijsten te verkrijgen. In totaal reageerden 360 Franstalige jongeren en 62 Nederlandstalige.

b) Alle resultaten werden verzameld in de maand mei 2013 en er wordt momenteel een analyse van de gegevens uitgevoerd. De informatie die uit de enquête kan afgeleid worden zal voorgesteld worden tijdens de gemeenteraad van de maand september.

c) Naast de voorstelling aan de Gemeenteraad zullen de resultaten eveneens gepubliceerd worden in de Berchem News en op de gemeentelijke website. Er zal ook een infoavond georganiseerd worden voor de organisaties die zich inzetten voor jongeren zodat deze gepaste acties kunnen ondernemen en zodat samenwerkingen kunnen opgestart worden.

De doelstelling van deze enquête was niet om te komen tot een participatief proces op het niveau van de bevolking maar wel om de behoeften en verwachtingen vast te leggen. In functie van de resultaten kunnen eventueel een aantal acties opgezet worden indien daarvoor interesse is (bv Consultatieve jeugdraad)

## 2. Enquête van de bevolking en de handelaars op het veiligheidsgevoel in de gemeente van Sint-Agatha-Berchem

a) De enquête van de bevolking en de handelaars op het veiligheidsgevoel in de gemeente van Sint-Agatha-Berchem wordt uitgevoerd voor de lokale veiligheid diagnose door de subsidiërende instantie (RBC) gevraagd. Het doel is een kaart van de stad rond het thema van veiligheid te produceren en ook concrete acties inventariseren. De enquête over het veiligheidsgevoel van de inwoners en de handelaars van de gemeente wordt vanaf einde november 2012 tot maart 2013 inbegrepen uitgevoerd. Voor bewoners, werden 1397 enquêtes verzonden en 294 werden teruggestuurd (21% participatie) en handelaars, werden 241 enquêtes verzonden en 34 werden teruggestuurd. Om meer antwoorden te krijgen, hebben de gemeenschapswachten in de handelen het onderzoek herinneren en kregen zestig terug. Dus in totaal voor handelaars, werden 95 enquêtes op de 241 zendingen terug gekregen (39% participatie). Elke gevraagde persoon werd willekeurig op basis van het bevolkingsregister gekozen, alle leeftijdsgroepen zijn vertegenwoordigd (met uitzondering van mensen van minder dan 15 jaar oud).

b) De algemene resultaten werden tijdens de maanden april, mei en juni gecodeerd en de analyse van de resultaten is aan de gang. De prioriteiten die uit de enquête worden geleerd zullen tijdens een gemeenteraad worden gepresenteerd. c) Bovendien, zullen de resultaten in Berchem News en op de website van de gemeente gepubliceerd. De resultaten zullen ook aan de politie gemeld worden. De oorspronkelijke doelstelling van deze studie is de behoeften en verwachtingen van de bewoners en de handelaars te bepalen en in verband met de resultaten worden uitgevoerde acties georiënteerd."

Het College geeft volgend antwoord:

*"Wat betreft de enquête van de Jeugddienst: de enquête werd in de maanden maart en april 2013 gevoerd bij jongeren van 12 tot 22 jaar oud. De antwoorden werden enerzijds ingezameld via een vragenlijst die de respondenten thuis kregen gestuurd en anderzijds via het inwinnen van informatie op het terrein door 4 jonge vrijwilligers. Op die manier werden 360 antwoorden ingezameld aan Franstalige zijde en 62 aan Nederlandstalige zijde.*

*De resultaten worden momenteel geanalyseerd. De besluiten van de enquête worden voorgesteld tijdens een van de gemeenteraden in het najaar.*

*Wat de publicatie van de resultaten betreft: die worden verspreid via de Berchem News en gepubliceerd op de website van de gemeente. De resultaten worden ook voorgesteld aan de verantwoordelijken voor het jongerenbeleid in de gemeente zodat ze aangepaste acties kunnen opzetten en er samenwerkingen kunnen ontstaan. Het oorspronkelijke doel van de enquête bestond erin de noden en verwachtingen van de jonge Berchemnaren te achterhalen. In het licht van de resultaten zouden acties kunnen worden opgezet om jonge Berchemnaren te mobiliseren (zoals de Jeugdadviesraad).*

*Wat betreft de enquête bij de bevolking en handelaars binnen de gemeente Sint-Agatha-Berchem met betrekking tot het veiligheidsgevoel: deze enquête werd opgezet in het kader van de lokale veiligheidsdiagnose (LVD) op verzoek van het Gewest. De LVD wil de onveiligheid in de gemeente in kaart brengen en bedenkingen losweken en zelfs concrete acties opzetten in het vlak van de veiligheid.*

*De enquête liep van november 2012 tot en met maart 2013. Er werden 1.397 vragenlijsten aan inwoners verstuurd en er werden er ons 294 teruggestuurd (participatiegraad van 21%). Aan de handelaars werden 241 vragenlijsten verstuurd en er werden er ons 34 teruggestuurd. Om de participatiegraad van de handelaars te verhogen zijn de gemeenschapswachten langs de handelszaken gegaan om de enquête in herinnering te brengen waarna er ons nog eens een zestigtal ingevuld werden terugbezorgd.*

*Wat de resultaten betreft, die worden momenteel geanalyseerd. De resultaten van de enquête worden voorgesteld tijdens een van de volgende gemeenteraden en gepubliceerd in de Berchem News en op de website van de gemeente. De resultaten zullen ook aan de politie worden meegedeeld. Het oorspronkelijke doel van de enquête bestond erin de noden en verwachtingen van de inwoners en de handelaars te achterhalen. In het licht van de resultaten zullen nieuwe acties kunnen worden opgezet of bestaande acties worden bijgestuurd om aan hun verwachtingen tegemoet te komen."*

*Luc Demullier quitte la séance / Luc Demullier verlaat de zitting*

---

**20.06.2013/A/022 Interpellation du 14.06.2013 de Monsieur Yonnec POLET, Conseiller communal, concernant la piscine Nereus de Ganshoren**

Le Conseil communal prend connaissance de l'interpellation de Monsieur Yonnec POLET, Conseiller communal, concernant la piscine Nereus de Ganshoren

*"Interpellation concernant la piscine Nereus de Ganshoren*





*Alors que les travaux de rénovation de la piscine Nereus à Ganshoren sont en voie d'achèvement et que la date d'ouverture approche, la question de la gestion de cette infrastructure publique concerne tous les amateurs de natation du nord-ouest bruxellois ainsi que les écoles de notre commune.*

*A cet effet, deux événements récents sont à souligner:*

- Une réunion le 5 juin avec les différentes communes avoisinantes;*
- Un appel d'offre de la Région de Bruxelles-Capitale proposant une subvention aux communes collaborant en matière d'équipements sportifs. Cette subvention vise toute commune disposant d'installations sportives qui en ouvre l'accès à d'autres communes et en partage les frais de gestion. Le montant de la subvention est fixé à concurrence de 80% des dépenses effectuées, avec un maximum de 120.000 € par projet.*

*Il faut se féliciter du soutien de la Région à ce type de projet dont on connaît l'importance sportive et sociale pour les habitants mais qui sont lourds à porter financièrement par les pouvoirs locaux.*

*La coopération inter-communale nous semble être la voie à suivre à cet égard tout comme sur de nombreux autres dossiers.*

*Dès lors:*

- Ces nouveaux éléments sont-ils de nature à infléchir la position de la majorité?*
- Pour les enfants des écoles berchemoises, il serait utile de pouvoir bénéficier d'horaires et de couloirs réservés. Une réflexion a-t-elle été engagée sur le sujet?*
- En cas de l'achat des infrastructures sportives de la BNB, notre commune pourrait se trouver dans une situation identique à la commune de Ganshoren. La majorité est-elle prête à envisager une collaboration avec d'autres communes pour mener à bien ce projet?"*

*Le Collège donne la réponse suivante:*

*"Malgré la quatrième mise à jour du projet de budget et le dix-neuvième plan financier, il résulte que le déficit à porter par les communes participantes serait toujours de 500.000€.*

*Afin de trouver une solution, les communes de Jette, Koekelberg et Berchem-Sainte-Agathe, ont proposé de réduire le déficit annuel à 200.000 euros en augmentant l'ensemble des prix et en appliquant un prix beaucoup plus élevé aux concitoyens hors de l'intercommunale. La subvention aux communes collaborant en matière d'équipement sportif de la Région permettra également de réduire le déficit.*

*Pour poursuivre les négociations et réduire encore le déficit, les trois communes ont également demandé une réduction de la durée du bail, la prise en charge du précompte immobilier par la commune de Ganshoren, le fait de ne pas prendre à notre charge l'ensemble des grosses réparations nécessaires au maintien du bien loué dans un bon*

état général ainsi que tous les travaux de gros œuvre, de ne plus payer de loyer estimé à €9.000 euros par an et de revoir la composition de l'assemblée générale en rééquilibrant le nombre de voix entre les communes participantes. Nous avons également proposé de réintégrer la cafeteria et le parking dans l'ensemble des infrastructures à gérer.

Concernant la question des horaires et des couloirs réservés pour les enfants des écoles Berchemoises, les communes pourront faire bénéficier leurs écoles d'une plage horaire de 9 h à 15 h, les lundis, mardis, jeudis et vendredis en période scolaire et à raison de 18 % selon la clé de répartition. Les cours de natation dureront 30 minutes par groupe d'élèves et un couloir sera occupé par 15 élèves. Selon les calculs actuels du bureau d'études, Berchem pourrait ainsi bénéficier de 9.720 entrées pour ses élèves par année scolaire. Concernant la question d'une éventuelle collaboration avec d'autres communes en cas de l'achat des infrastructures sportives de la BNB, il est évident qu'en cas d'achat, un plan financier et de gestion devra être établi rapidement. Une collaboration avec d'autres instances publiques est une hypothèse parmi d'autres."

---

**Interpellatie van 14.06.2013 van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende het zwembad Nereus van Ganshoren**

De Gemeenteraad neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende het zwembad Nereus van Ganshoren

*"Interpellation concernant la piscine Nereus de Ganshoren*

*Alors que les travaux de rénovation de la piscine Nereus à Ganshoren sont en voie d'achèvement et que la date d'ouverture approche, la question de la gestion de cette infrastructure publique concerne tous les amateurs de natation du nord-ouest bruxellois ainsi que les écoles de notre commune.*

*A cet effet, deux événements récents sont à souligner:*

- Une réunion le 5 juin avec les différentes communes avoisinantes;*
- Un appel d'offre de la Région de Bruxelles-Capitale proposant une subvention aux communes collaborant en matière d'équipements sportifs. Cette subvention vise toute commune disposant d'installations sportives qui en ouvre l'accès à d'autres communes et en partage les frais de gestion. Le montant de la subvention est fixé à concurrence de 80% des dépenses effectuées, avec un maximum de 120.000 € par projet.*

*Il faut se féliciter du soutien de la Région à ce type de projet dont on connaît l'importance sportive et sociale pour les habitants mais qui sont lourds à porter financièrement par les pouvoirs locaux.*

*La coopération inter-communale nous semble être la voie à suivre à cet égard tout comme sur de nombreux autres dossiers.*

*Dès lors:*

- Ces nouveaux éléments sont-ils de nature à infléchir la position de la majorité?*



- *Pour les enfants des écoles berchemoises, il serait utile de pouvoir bénéficier d'horaires et de couloirs réservés. Une réflexion a-t-elle été engagée sur le sujet?*
- *En cas de l'achat des infrastructures sportives de la BNB, notre commune pourrait se trouver dans une situation identique à la commune de Ganshoren. La majorité est-elle prête à envisager une collaboration avec d'autres communes pour mener à bien ce projet?"*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Ondanks de vierde bijwerking van de ontwerp-begroting en het negentiende financieel plan blijkt dat het door de deelnemende gemeenten te dragen tekort nog steeds € 500 000 bedraagt.*

*Om een oplossing te vinden hebben de gemeenten Jette, Koekelberg en Sint-Agatha-Berchem voorgesteld om het jaarlijks tekort terug te dringen tot 200 000 euro door alle prijzen te verhogen en door een veel hogere prijs te vragen aan gebruikers die van buiten de intercommunale komen. Met de subsidie die door het Gewest aan gemeenten die op het vlak van sportinfrastructuur samenwerken, wordt toegekend, kan het tekort eveneens verder worden teruggedrongen.*

*Om de onderhandelingen voort te zetten en het tekort verder terug te dringen hebben de drie gemeenten tevens gevraagd dat de looptijd van de huurovereenkomst zou worden ingeperkt, dat de gemeente Ganshoren de onroerende voorheffing voor haar rekening zou nemen, dat we niet zouden moeten instaan voor grote reparatiewerken, die zich in het licht van het behoud van het verhuurde goed in een algemene goede staat opdringen, en voor de ruwbouwwerken, dat we geen (geraamde) huur meer zouden moeten betalen van € 9 000 per jaar en dat de samenstelling van de algemene vergadering opnieuw zou worden bekeken waarbij er een beter evenwicht zou komen tussen het aantal stemmen van de deelnemende gemeenten. We hebben ook voorgesteld om de cafetaria en de parking opnieuw op te nemen in het geheel van de te beheren infrastructuur.*

*Wat betreft de vraag rond de uren en de banen voorbehouden aan kinderen uit Berchemse scholen, hebben de scholen van de deelnemende gemeenten recht op een tijdsblok van 09.00 tot 15.00 uur op maandag, dinsdag, donderdag en vrijdag, tijdens schooldagen, en a rato van 18% volgens de afgesproken verdeelsleutel. De zwemlessen duren per groep leerlingen 30 minuten en per 15 leerlingen is er een baan beschikbaar. Volgens de huidige berekeningen van het onderzoeksbureau heeft Berchem op die manier voor haar leerlingen recht op 9 270 ingangen per schooljaar.*

*Wat betreft de vraag rond een eventuele samenwerking met andere gemeenten mochten we de sportinfrastructuur van de BNB overnemen, spreekt het voor zich dat bij een eventuele aankoop er snel werk moet worden gemaakt van zowel een financieel als van een beheerplan. Een samenwerking met andere overheidsinstanties is een hypothese onder de vele de andere."*

Le Conseil communal prend connaissance de l'interpellation de Monsieur Vincent LURQUIN, Conseiller communal, concernant les travaux de la Chaussée de Gand.

*"Demande d'interpellation à Monsieur l'échevin des travaux publics concernant les travaux à la Chaussée de Gand.*

*Lors d'un précédent conseil communal, je vous avais interpellé sur les travaux qui se déroulent, depuis longtemps et pour longtemps encore, Chaussée de Gand.*

*Des engagements avaient été pris par le Collège mais force est de constater, aujourd'hui, que ces engagements restent, en grande majorité, lettre morte.*

*Je vous avoue avoir été assez étonné de la lettre adressée aux riverains par Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, il leur adressait un reproche, à peine voilé, de ne pas avoir participé aux réunions de concertation organisés par la Commune.*

*C'est évidemment faux.*

*Lors de la première réunion, des habitants, dont moi-même, étions bien sûr présents face aux bourgmestres de Berchem-Sainte-Agathe et de Molenbeek. C'est d'ailleurs lors de cette réunion que l'architecte de la STIB nous a affirmés que "les politiques devaient sacrifier une voie d'accès. Ils ont décidé de sacrifier la Chaussée de Gand." Il est donc de mauvaise foi de reprocher aux riverains une non-participation alors qu'ils réclament, depuis de mois, une telle réunion qui leur est refusée.*

*Les refus du Collège se multiplient d'ailleurs par rapport à une réalité que connaissent les riverains et qui ne peut être sérieusement contestée. Aucune information ne leur est donnée, aucun calendrier n'est respecté, chacun se rejette la balle d'une responsabilité de la gestion chaotique de ces travaux.*

*Aucune des propositions soumises n'a rencontré l'assentiment du Collège: Réunion avec les habitants: refus. Réouverture du parking Opveld/Chaussée de Gand: refus. Intervention de la commune dans la rédaction d'un état des lieux organisé par la STIB pour évaluer les dégâts occasionnés par les travaux: refus.*

*Même le passage Chaussée de Gand par la Kermesse d'été: refus.*

*Une seule demande avait été agréée par le Collège à savoir l'organisation d'une zone de déchargement pour les commerçants.*

*Dans les quinze jours, aviez-vous dit. Mais de 15 jours en 15 jours, rien ne fut fait et je vous assure que la situation devient plus que chaotique.*

*Merci de me fixer un calendrier clair quant à cette demande."*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Le chantier de la chaussée de Gand nécessite une surveillance constante des services*



*communaux et une pression continue envers les impétrants et le gestionnaire de chantier pour maintenir les délais. La complexité et les impératifs à respecter et à faire respecter sont nombreux pour diminuer au maximum les nuisances:*

- *Impératif de maintien maximum de l'activité commerciale,*
  - *Impératif de maintien des accès riverain,*
  - *Impératif de maintien de la circulation dans les deux sens (Sibelga voulait fermer la chaussée de Gand pour travailler)*
  - *Impératif d'une signalisation optimale de chantier*
  - *Impératif de maintien de la propreté publique*
- Concernant la zone de livraison provisoire de la chaussée de Gand en attente des travaux de Bruxelles-mobilité prévus en septembre 2013, le service des Travaux Publics a relancé le gestionnaire du chantier de Bruxelles-mobilité durant 4 semaines à partir de la date de la demande. Après de nombreux mails de relance, de réunions et de contacts téléphoniques, la zone de livraison a été terminée et opérationnelle le 19 juin."*
- 

**Interpellatie van 14.06.2013 van Mijnheer Vincent LURQUIN, Gemeenteraadslid, betreffende de werken op de Gentssteenweg**

De Gemeenteraad neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Vincent LURQUIN, Gemeenteraadslid, betreffende de werken op de Gentssteenweg.

*"Demande d'interpellation à Monsieur l'échevin des travaux publics concernant les travaux à la Chaussée de Gand.*

*Lors d'un précédent conseil communal, je vous avais interpellé sur les travaux qui se déroulent, depuis longtemps et pour longtemps encore, Chaussée de Gand.*

*Des engagements avaient été pris par le Collège mais force est de constater, aujourd'hui, que ces engagements restent, en grande majorité, lettre morte.*

*Je vous avoue avoir été assez étonné de la lettre adressée aux riverains par Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, il leur adressait un reproche, à peine voilé, de ne pas avoir participé aux réunions de concertation organisés par la Commune.*

*C'est évidemment faux.*

*Lors de la première réunion, des habitants, dont moi-même, étions bien sûr présents face aux bourgmestres de Berchem-Sainte-Agathe et de Molenbeek. C'est d'ailleurs lors de cette réunion que l'architecte de la STIB nous a affirmés que "les politiques devaient sacrifier une voie d'accès. Ils ont décidé de sacrifier la Chaussée de Gand." Il est donc de mauvaise foi de reprocher aux riverains une non-participation alors qu'ils réclament, depuis de mois, une telle réunion qui leur est refusée.*

*Les refus du Collège se multiplient d'ailleurs par rapport à une réalité que connaissent les riverains et qui ne peut être sérieusement contestée. Aucune information ne leur est donnée, aucun calendrier n'est respecté, chacun se rejette la balle d'une responsabilité de la gestion chaotique de ces travaux.*

*Aucune des propositions soumises n'a rencontré l'assentiment du Collège: Réunion avec*

*les habitants: refus. Réouverture du parking Opveld/Chaussée de Gand: refus.  
Intervention de la commune dans la rédaction d'un état des lieux organisé par la STIB  
pour évaluer les dégâts occasionnés par les travaux: refus.*

*Même le passage Chaussée de Gand par la Kermesse d'été: refus.*

*Une seule demande avait été agréée par le Collège à savoir l'organisation d'une zone de  
déchargement pour les commerçants.*

*Dans les quinze jours, aviez-vous dit. Mais de 15 jours en 15 jours, rien ne fut fait et je  
vous assure que la situation devient plus que chaotique.*

*Merci de me fixer un calendrier clair quant à cette demande."*

Het College geeft volgend antwoord:

*"De werken aan de Gentssteenweg vergen van de gemeentediensten permanent toezicht  
waarbij er continu druk moet worden uitgeoefend op de 'verzoekers' en de  
bouwplaatsbeheerder om zich aan de afgesproken termijnen te houden. Met het oog op  
het maximaal beperken van de overlast moet er enerzijds rekening worden gehouden met  
de complexiteit van de werken en anderzijds met de na te leven en te doen naleven  
imperatieven.*

- *imperatieven rond het maximale behoud van de handelsactiviteit,*
- *imperatieven rond de toegankelijkheid voor de buurtbewoners,*
- *imperatieven rond het behoud van het tweerichtingsverkeer (Sibelga wou voor de  
werken de Gentssteenweg afsluiten),*
- *imperatieven rond een optimale bewegwijzering aan de bouwplaatsen,*
- *imperatieven rond het behoud van de openbare netheid. Wat de voorlopige  
leveringszone betreft aan de Gentssteenweg in afwachting van de werken van Mobiel  
Brussel die gepland zijn voor september 2013 heeft de dienst Openbare werken de  
bouwplaatsbeheerder van Mobiel Brussel 4 weken lang, vanaf de datum van de  
aanvraag, continu aangespoord. Na heel wat mails, vergaderingen en telefonische  
contacten was de leveringszone op 19 juni klaar voor gebruik."*

---

**20.06.2013/A/024 Interpellation du 14.06.2013 de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant l'implantation de stations Villo sur le territoire de la commune**  
Le Conseil communal prend connaissance de l'interpellation de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant l'implantation de stations Villo sur le territoire de la commune.

*"Le service de vélo public partagé Villo est présent dans toutes les communes  
bruxelloises.*

*Le vélo est un moyen de transport idéal pour les courtes distances.*

*Il peut pallier aux manques de connexions à d'autres transports publics.*

*En outre, c'est un sport démocratique et facile d'accès à tous les citoyens.*





*Pour les citoyens qui ne disposent pas d'un vélo individuel et/ou d'un emplacement pour stationner celui-ci, disposer d'une station de vélo public à proximité de son domicile est un avantage important.*

*Pour rappel, tout citoyen peut disposer via un abonnement annuel de 31€ ou de 32€ de la mise à disposition d'un vélo public dont la première 1/2heure d'utilisation est ensuite gratuite (bien souvent suffisante pour couvrir un court déplacement).*

*Berchem-Sainte-Agathe compte actuellement 1 seule station de vélo public sur son territoire: il s'agit de la Station Josse Goffin (la station Schweitzer ayant été démontée lors des travaux sur la place).*

*Le développement du système de vélo public Villo en est actuellement au développement de la phase 2.*

*La phase 1 a développé ce service au citoyen sur 16 des 19 communes bruxelloises. A l'été 2010, le système comprenait 180 stations.*

*La phase 2 prévoit une extension du système aux dernières communes Bruxelloises non-équipées. A terme, 360 stations seront ouvertes.*

*Berchem-Sainte-Agathe est la dernière commune bruxelloise concernée par l'implantation de ces nouvelles stations de vélo public.*

*Six projets de velo public ont été introduits sur notre belle commune, à différents endroits: à la gare, chaussée de Gand, avenue du Roi Albert, etc..*

*Des remarques techniques tous à fait pertinentes ont été émises par notre commune sur la localisation des stations de vélo public en fonction du relief topographique et des détails techniques (implantation de la station Villo mais aussi de la publicité liée à celle-ci). Je tiens à préciser que je soutiens tout-à-fait ces remarques.*

*En effet, l'implantation de certaines stations doit être revue et des améliorations doivent être apportées à quasi-tous les projets afin qu'ils s'intègrent harmonieusement dans notre contexte et notre paysage berchemois.*

*J'apprends par contre que le Collège échevinal s'est globalement prononcé défavorablement sur l'implantation de toutes ces 6 nouvelles stations sur notre territoire.*

*Je souhaite vous poser les questions suivantes à ce sujet:*

- 1. Ce message politique n'est-il pas disproportionné au regard de l'intérêt général à implanter des vélos publics sur notre commune?*
- 2. Ne pouvons nous pas plutôt envisager un avis politique nuancé en fonction des conditions particulières de chaque projet (certains projets méritant un refus, d'autres pouvant peut-être faire l'objet d'un avis favorable conditionnel)?*
- 3. N'y a t'il pas un risque de décourager cette initiative régionale d'implanter des vélo public sur Berchem-Sainte-Agathe?*
- 4. Le cas échéant, quelle(s) initiative(s) le Collège échevinal compte-t'il prendre pour*

*favoriser la bonne suite de ce(s) dossier(s)?"*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Par la présente, veuillez trouver les réponses à l'interpellation de Mme Lambot, Conseillère communale, concernant l'installation de station de vélos partagés Villo ! sur le territoire communal.*

*Concernant la position défavorable du Collège des Bourgmestre et Echevins sur l'implantation des 6 stations sur le territoire de la Commune, le refus actuel est un refus technique, notamment motivé par les réactions enregistrées lors de l'enquête publique ainsi que par les remarques justifiées formulées par les habitants. Dans son avis, le Collège précise que « ...la commune se félicite du développement de stations de vélos partagés sur son territoire mais estime que cette politique régionale mériterait d'être gérée avec plus de cohérence et de lisibilité en veillant à ce que les dispositifs publicitaires accessoires au système soient placés de manière à ne pas encombrer l'espace public, ne pas entraver la visibilité et les cheminements piétons et que certains des aménagements proposés sont irréalisables au regard de projets planifiés (terminus gare) ou en cours de réalisation (Place Schweitzer, Chaussée de Gand) ».*

*Concernant la demande de Mme Lambot pour un avis nuancé du Collège en fonction des conditions particulières de chaque projet d'implantation, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins précise à ce sujet qu'il est nécessaire d'optimiser les implantations (et les phases de développement) et de négocier l'implantation des stations de manière qualitative. En date du 12 juin 2013, un courrier a d'ailleurs été adressé en ce sens à la SA JC Decaux et une réunion s'est tenue le 17 juin 2013 avec le concessionnaire régional aux endroits pour valider les modifications suggérées par le Collège. Après la réunion de la commission de concertation et en fonction de la position du concessionnaire, le Collège rendra son avis.*

*Concernant les initiatives à prendre pour favoriser la bonne suite du dossier, les contacts avec la Région (AATL Direction de l'urbanisme et Bruxelles-Mobilité) et avec le concessionnaire sont constructifs. Le mois de septembre reste l'échéance prévue pour le démarrage des travaux d'implantation des stations Villo !"*

---

**Interpellatie van 14.06.2013 van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, betreffende de implantatie van Villo-stations op het grondgebied van de gemeente**  
De Gemeenteraad neemt kennis van de interpellatie van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, betreffende de implantatie van Villo-Sations op het grondgebied van de gemeente.

*"Le service de vélo public partagé Villo est présent dans toutes les communes bruxelloises.*

*Le vélo est un moyen de transport idéal pour les courtes distances.*

*Il peut pallier aux manques de connexions à d'autres transports publics.*

*En outre, c'est un sport démocratique et facile d'accès à tous les citoyens.*



*Pour les citoyens qui ne disposent pas d'un vélo individuel et/ou d'un emplacement pour stationner celui-ci, disposer d'une station de vélo public à proximité de son domicile est un avantage important.*

*Pour rappel, tout citoyen peut disposer via un abonnement annuel de 31€ ou de 32€ de la mise à disposition d'un vélo public dont la première 1/2heure d'utilisation est ensuite gratuite (bien souvent suffisante pour couvrir un court déplacement).*

*Berchem-Sainte-Agathe compte actuellement 1 seule station de vélo public sur son territoire: il s'agit de la Station Josse Goffin (la station Schweitzer ayant été démontée lors des travaux sur la place).*

*Le développement du système de vélo public Villo en est actuellement au développement de la phase 2.*

*La phase 1 a développé ce service au citoyen sur 16 des 19 communes bruxelloises. A l'été 2010, le système comprenait 180 stations.*

*La phase 2 prévoit une extension du système aux dernières communes Bruxelloises non-équipées. A terme, 360 stations seront ouvertes.*

*Berchem-Sainte-Agathe est la dernière commune bruxelloise concernée par l'implantation de ces nouvelles stations de vélo public.*

*Six projets de vélo public ont été introduits sur notre belle commune, à différents endroits: à la gare, chaussée de Gand, avenue du Roi Albert, etc..*

*Des remarques techniques tous à fait pertinentes ont été émises par notre commune sur la localisation des stations de vélo public en fonction du relief topographique et des détails techniques (implantation de la station Villo mais aussi de la publicité liée à celle-ci). Je tiens à préciser que je soutiens tout-à-fait ces remarques.*

*En effet, l'implantation de certaines stations doit être revue et des améliorations doivent être apportées à quasi-tous les projets afin qu'ils s'intègrent harmonieusement dans notre contexte et notre paysage berchemois.*

*J'apprends par contre que le Collège échevinal s'est globalement prononcé défavorablement sur l'implantation de toutes ces 6 nouvelles stations sur notre territoire.*

*Je souhaite vous poser les questions suivantes à ce sujet:*

- 1. Ce message politique n'est-il pas disproportionné au regard de l'intérêt général à implanter des vélos publics sur notre commune?*
- 2. Ne pouvons nous pas plutôt envisager un avis politique nuancé en fonction des conditions particulières de chaque projet (certains projets méritant un refus, d'autres pouvant peut-être faire l'objet d'un avis favorable conditionnel)?*
- 3. N'y a t'il pas un risque de décourager cette initiative régionale d'implanter des vélo public sur Berchem-Sainte-Agathe?*
- 4. Le cas échéant, quelle(s) initiative(s) le Collège échevinal compte-t'il prendre pour*

*favoriser la bonne suite de ce(s) dossier(s)?"*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Bij deze vindt u de antwoorden op de interpellatie van mevrouw Lambot, gemeenteraadslid, met betrekking tot de inrichting van Villo! stations op het grondgebied van de gemeente.*

*Wat betreft het negatieve standpunt van het College van burgemeester en schepenen over de inrichting van 6 stations op het grondgebied van de gemeente, moet de huidige weigering worden gezien als een technische weigering; meer bepaald voortvloeiende uit de reacties die naar voren zijn gekomen tijdens het openbaar onderzoek en de terechte opmerkingen van de buurtbewoners. In haar advies preciseert het College dat "...de gemeente zich gelukkig prijst met de ontwikkeling van fietsverhuurstations op haar grondgebied, maar dat ze de mening is toegedaan dat dit gewestelijke beleid op een meer coherente en leesbare manier zou moeten worden gevoerd, waarbij er wordt over gewaakt dat de bijkomende reclame-inrichtingen zo worden geplaatst dat ze niet hinderlijk zijn binnen de openbare ruimte, de zichtbaarheid en doorgang van de voetgangers niet in het gedrang brengen en dat bepaalde voorgestelde inrichtingen niet realiseerbaar zijn in het kader van de reeds geplande projecten (eindh halte station) en in uitvoering zijnde projecten (Schweitzerplein, Gentssteenweg)".*

*Wat betreft de vraag van mevrouw Lambot met betrekking tot een genuanceerd advies van het College in het licht van de bijzondere omstandigheden van elk van de inplantingsprojecten, wordt in de beslissing van het College van burgemeester en schepenen toegelicht dat de inrichtingen (en de ontwikkelingsfasen) moeten worden geoptimaliseerd en dat over de inplanting van de stations op kwalitatieve wijze moet worden onderhandeld. Op 12 juni 2013 werd overigens een schrijven in die zin gericht aan de nv JC Decaux en werd er op 17 juni 2013 een vergadering gehouden met de gewestelijke concessiehouder op de betrokken plaatsen om de door het College gesuggereerde aanpassingen toe te lichten. Na de vergadering van de overlegcommissie en afhankelijk van het standpunt van de concessiehouder zal het College advies uitbrengen. Wat betreft de te nemen initiatieven ter bevordering van het goede verdere verloop van het dossier, moet worden gesteld dat de contacten met het Gewest (BROH directie Stedenbouw en Mobiel Brussel) en de concessiehouder constructief zijn. Het opstarten van de werken voor het inrichten van Villo! stations is nog steeds gepland voor september."*

